

UNITÉ DES CHRÉTIENS

**LES
ÉGLISES
ET
LA PAIX**



UNITÉ DES CHRÉTIENS

— : —
Revue trimestrielle
de formation et d'information
— : —

Rédaction - Administration
17, rue de l'Assomption
75016 Paris Tél. 46.47.73.57

ABONNEMENTS 1987

FRANCE

Simple : 80 Frs
Soutien, à partir de : 120 Frs
C. C. P. 34 611 20 C La Source

BELGIQUE

S'adresser à :
Communauté de la Résurrection,
B 5030 Vedrin-Namur
C.C.P. 000 - 1410048 - 56
Simple : 450 FB - Soutien : 550 FB

SUISSE

S'adresser à :
Mlle Madeleine Bovey, C. C. P.
12 22220 Unité des Chrétiens, 15,
Parc Dinu-Lippati, CH - 1225
Chêne-Bourg.
Simple 25 FS - Soutien : 35 FS

AUTRES PAYS ETRANGERS

Abonnement : 90 Frs.
Surtaxe aérienne 25 Frs en plus :
A verser CCP Unité des Chrétiens
34 611 20 C La Source

Les abonnements partant obligatoirement de janvier, les personnes qui souscrivent un abonnement avant octobre reçoivent les numéros déjà parus dans l'année. Pour tout changement d'adresse, joindre 5 francs en timbres-poste.

Directeur de publication :
Damien Sicard.

Secrétaire de rédaction :
Jérôme Cornélis

IMPRIMERIE DE LA CENTRALE,
10, rue de l'Hospice, 62301 Lens
N° C.P.P.A.P. 51562

SOMMAIRE N° 65

EDITORIAL

Damien Sicard : Le Christ, notre Paix 1

LA PROBLEMATIQUE DE LA PAIX

Jean Klein : Education à la paix et problèmes actuels
de la sécurité internationale 3

LES EGLISES ET LA PAIX

René Coste : Le discours social de l'Eglise catholique
contemporaine et la promotion de la paix 7

Alain Blancy : Protestantisme et pacifisme 9

P. Michel Evdokimov : La liturgie de l'Eglise orthodoxe
et la Paix en Christ 13

Témoignages orthodoxes sur la Paix 14

Jacques Maury : Le Conseil œcuménique
et le combat pour la Paix 15

LA PRIERE POUR LA PAIX

Mgr Gérard Leman : Assise, une démarche audacieuse 17

Frère Guirec Le Page : François d'Assise, homme de paix 19

UNE EGLISE AU SERVICE DE LA PAIX

Pierre de Charentenay : Philippines :
Eglise - Foi - Non-Violence 20

UN DOCUMENT EN FAVEUR DE LA PAIX

Une déclaration de foi et d'engagement par des chrétiens
en Irlande du Nord 23

CHRONIQUE ŒCUMENIQUE

Jérôme Cornélis : Jalons sur la route de l'Unité
(Juillet - Septembre 1986) 25

Couverture : Colombe de la Paix au Kirchentag de Düsseldorf en juin
1985 (Photo C.O.E. - Peter Williams).

Le Christ, notre Paix

par Damien Sicard

IL y a entre la PAIX, l'aspiration à la paix, la construction d'un monde, d'une société vivant la paix dans la justice, et la DEMARCHE ŒCUMENIQUE, un lien évident.

Dans la lettre aux Ephésiens, l'Apôtre a révélé la source vraie de la paix messianique que chantaient les prophètes du Premier Testament : « **Autrefois, vous étiez sans Messie... étrangers aux alliances de la Promesse, sans espérance, sans Dieu dans le monde... Loin du Dieu de l'Alliance, vous êtes devenus proches par le Sang du Christ. C'est LUI qui est notre PAIX : des**



deux, il n'a fait qu'un » (c'est-à-dire « **Il est le poète de l'UNITE dans nos ambiguïtés** » si on reproduit littéralement le grec originel) (Eph. 2, 12-14).



C'est de l'Amphithéâtre des Trois-Gaules à Lyon que le pape Jean-Paul II a lancé, le 4 octobre, son appel à une trêve des combats pour le 27 octobre, journée œcuménique et interreligieuse de prière en faveur de la paix. Sur la photo, de dr. à g. : le pasteur Guy Wagner (ERF), le cardinal Decourtray, le pape, le père Athanase Iskos (Eglise orthodoxe grecque).

(Photo Dominique Papat/Comité Inter Médias)

Le Christ, notre Paix, nous invite à être ses disciples comme bâtisseurs de paix : « **Bienheureux ceux qui font œuvre de paix, ils seront appelés fils de Dieu** » (Mt. 5, 9).

Le Message de Noël nous redit chaque année le chant des anges de Bethléem : « **PAIX aux hommes que Dieu aime** » (Lc 2, 14).

C'est dans la lumière de Noël et du 1er janvier, journée internationale de la Paix, que ce numéro d'**Unité des Chrétiens** consacré à ce thème, veut vous proposer un premier dossier sur :

“LES ÉGLISES ET LA PAIX”

L'année mondiale de la paix préconisée par les Nations Unies en est l'occasion, mais nous y pensions depuis longtemps : la Paix ne peut être qu'au cœur de la démarche œcuménique.

La journée d'Assise, rassemblant dans la prière pour la Paix, dans l'écoute réciproque de la prière pour la Paix des représentants qualifiés des grandes religions du monde, a constitué comme un sommet en ce 27 octobre 1986.

Plus de quarante pays ou gouvernements de nations ont répondu

REVUE “U. D. C.”

Si vous avez pensé
à votre abonnement
nous vous en remercions.

Si vous n'y avez pas encore pensé
nous vous serions reconnaissants
de le faire.

positivement à l'appel de Jean-Paul II à la trêve des guerres, des attentats et des engins meurtriers pour ce jour-là.

Cet appel avait été lancé le 4 octobre précédent, en la fête de Saint François d'Assise depuis l'amphithéâtre des Trois Gaules à Lyon, lieu des martyrs de 177, à l'issue de la rencontre œcuménique de prière commune qui inaugurerait le voyage pastoral de Jean-Paul II dans le Centre-Est de notre pays.

Assise — La Paix L'Unité des Chrétiens

Comment rester étrangers à ces grandes heures et à ces grandes causes ?

Le dossier qu'on va pouvoir lire présente d'abord les problèmes actuels de la sécurité internationale.

Les sensibilités catholique, réformée, orthodoxe s'expriment ensuite, et deux témoins directs des travaux du Conseil œcuménique des Eglises et de la Journée de Prière d'Assise nous aideront à communier à cette actualité qui nous concerne tous.

Deux exemples ont été retenus pour clore ce premier dossier : celui de l'action non violente menée par les

Parce que nous avons subi la honte, il nous incombe de nous opposer à la honte. Parce que nous avons entrevu le côté le plus laid de l'humanité, il nous importe d'en appeler à son aspect le plus noble.

Elie WIESEL,
(prix Nobel de la paix 1986)



*Evénement sans précédent, le 27 octobre : à l'appel de Jean-Paul II, les représentants des grandes religions du monde se réunissaient à Assise pour une journée de prière pour la Paix.
Sur notre photo : Jean-Paul II entre le Dalai-Lama et l'archevêque Methodios, lui-même à côté de Mgr Runcie, archevêque de Cantorbéry.*

(Photo Boisseaux-Chical/La Vie)

chrétiens et l'Eglise des Philippines, et celui d'un récent appel œcuménique des chrétiens d'Irlande, ils amorceront le prochain dossier qui constituera notre numéro d'avril sur « les chrétiens et la Paix ».

Que le Christ notre Paix, nous aide à devenir tous des bâtisseurs de paix. Comme le fit Jean-Paul II le 27 octobre à Assise, nous redirons les paroles attribuées à Saint François :

« Seigneur, fais de moi un instrument de paix ;
Là où se trouve la haine, que je mette l'amour ;
Là où se trouve l'offense, que je mette le pardon ;
Là où se trouve le doute, que je mette la foi ;
Là où se trouve le désespoir, que je mette l'espérance ;
Là où se trouvent les ténèbres, que je mette la lumière ;
Là où se trouve la tristesse, que je mette la joie.
O divin Maître, fais que je ne cherche pas tant
d'être consolé que de consoler ;
d'être compris que de comprendre ;
d'être aimé que d'aimer
Car c'est en donnant que nous recevons,
c'est en pardonnant que nous sommes pardonnés,
et c'est en mourant que nous naissons à la vie éternelle. »

A tous nos lecteurs et amis de l'Association pour l'Unité des Chrétiens, nous offrons nos meilleurs vœux de joyeuse fête de Noël et d'heureuse année 1987. Avec eux, nous souhaitons que tous les chrétiens soient "unis dans le Christ... une nouvelle création".

(2 Co. 5, 17-6, 4 a : thème de la Semaine de l'Unité 1987)

Éducation à la paix et problèmes actuels de la sécurité internationale

par Jean Klein *

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le continent européen n'a plus été le théâtre d'affrontements armés, si l'on fait abstraction d'opérations de police contre des pays de démocratie populaire qui s'étaient écartés de l'orthodoxie marxiste et avaient cru pouvoir prendre des libertés avec la discipline idéologique imposée par Moscou. En revanche, les conflits se sont multipliés dans le Tiers monde (on en dénombre plus de 140) et dans son allocation devant le corps diplomatique, au début de l'année 1986, le Saint-Père rappelait cette cruelle réalité puisque les victimes se comptent par dizaines de millions.

L'atome et la paix forcée

Cette différence de statut entre l'hémisphère Nord et l'hémisphère Sud au plan du déploiement de la violence collective s'explique dans une large mesure par la fonction inhibitrice des armes nucléaires. En effet, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont depuis longtemps la capacité de s'infliger mutuellement des dommages intolérables grâce à leurs armements stratégiques et leur principal souci est de ne pas être entraînés dans un conflit qui ne serait plus la continuation de la politique par d'autres moyens selon la formule célèbre de Clausewitz, mais un désastre majeur dont pâtiraient tous les belligérants. D'aucuns vont même jusqu'à soutenir que les conséquences climatiques d'un échange nucléaire massif affecteraient la planète tout entière et que la survie de l'espèce humaine serait menacée à terme.

Quelle que soit la pertinence des spéculations sur l'éventualité d'un « hiver nucléaire », les effets des armes modernes sont suffisamment connus pour inspirer à leurs détenteurs une crainte salutaire et lors de la rencontre au sommet de Genève entre le Président Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, en novembre 1985, les deux parties ont reconnu qu'une guerre nucléaire ne pouvait pas être gagnée et ne devait pas être conduite. Il en résulte que les armes de terreur ont surtout une fonction politique, même si les postures adoptées par les Etats envisagent leur emploi dans des circonstances déterminées et l'exercice



de représailles contre l'agresseur. En l'occurrence, il s'agit moins de se préparer à mener une guerre impensable que de contribuer, par une gestion rationnelle de l'outil militaire et l'affichage d'une résolution sans faille, à la crédibilité d'une stratégie de non-guerre. L'intention de la partie sur la défensive n'est pas d'organiser sur une échelle industrielle le massacre des innocents, mais de détourner l'agresseur potentiel de son projet en lui faisant prendre conscience de l'énormité du risque qu'il encourrait en sautant le pas.

Certes, une paix fondée sur la menace du génocide soulève des questions délicates au plan moral, mais la logique de la dissuasion qui la sous-tend ne se prête pas à l'application des critères traditionnels de la guerre juste. C'est que la dissuasion n'est pas la guerre et que la menace du recours à l'arme nucléaire pour se défendre ne se confond pas avec son emploi effectif sur les champs de bataille ou contre des agglomérations urbaines. La question de l'immunité des non-combattants et de l'application des lois et coutumes de la guerre ne se poserait qu'en cas d'échec de la dissuasion, mais il est à craindre que le déchaînement de la violence ne puisse être contenu une fois le seuil nucléaire franchi. C'est pourquoi les papes se sont prononcés pour l'absolue proscription de la guerre et, sans prendre parti sur les voies et les moyens pour atteindre cet objectif, ils ont plaidé en faveur d'une diminution de la menace que les armes de destruction massive font peser sur l'humanité.

Si la « paix forcée » s'est établie dans l'hémisphère Nord à l'ombre des mégatonnes, il n'en va pas de même à la périphérie du monde développé,

où les conflits n'ont pratiquement jamais cessé depuis 1945. Les polémologues (1) et les chercheurs sur la paix (2) ont étudié la guerre dans toutes ses manifestations et ils ont parfois élaboré des modèles explicatifs qui sont censés rendre compte de son origine et de ses développements. Ils ont prêté une attention particulière aux zones géographiques où la violence est endémique et ils se sont interrogés sur les facteurs belligènes dans les sociétés humaines. Enfin, certains ne se sont pas bornés à élucider les données du problème mais ont proposé des solutions, en se réclamant du rôle social du savant et de sa compétence particulière dans un domaine où l'empirisme est la règle.

Si l'étude scientifique de la guerre n'a pas abouti à des résultats incontestables et s'il faut accueillir avec prudence les enseignements de ceux qui s'en réclament, l'observation élémentaire permet de constater que c'est avec des armes classiques que sont vidées les querelles dans le Tiers Monde et que les belligérants n'éprouvent pas de difficultés particulières à s'en procurer sur le marché international. C'est que le commerce des armes est pour les pays producteurs et exportateurs un moyen d'étendre leur influence, d'équilibrer leur balance des paiements et de réduire le coût de leur défense. Au cours des deux dernières décennies, le volume des transactions de matériel de guerre a suivi une courbe ascendante et rien n'indique que cette tendance soit sur le point de s'inverser. Les tentatives de réglementation des transferts d'armes, que ce soit dans le cadre d'arrangements bilatéraux (négociations sur le commerce des armements classiques ou conventional arms trade (CAT) entre les Etats-Unis et l'URSS en 1977-1978) ou par une concertation des pays acheteurs qui décideraient de s'imposer certaines contraintes (déclaration d'Ayacucho de 1974 en

(1) L'Institut français de Polémologie étudie depuis plusieurs décennies les manifestations de la violence dans le monde et publie les résultats de ses recherches dans la revue « Etudes polémologiques ».

(2) L'Institut international de Stockholm pour la recherche sur la paix (SIPRI) se consacre depuis près de vingt ans à l'étude des problèmes d'armements et de désarmement. Un florilège de ses publications les plus significatives a été composé par Marek Thee et publié dans un numéro spécial du Bulletin of Peace proposals, Volume 17 - numéros 3-4 - 1986 : « Arms and disarmament. SIPRI Findings ».

* Directeur de Recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Institut français des relations internationales (IFRI).



Le célèbre « champignon » atomique, symbole de la destruction totale, mais aussi de la « paix forcée ».

Amérique latine), n'ont pas produit les résultats escomptés et dans la mesure où ce commerce participe de la compétition mondiale pour l'acquisition et la modernisation des armements, il y a peu de chances qu'il se ralentisse à moins que l'on s'engage délibérément dans la voie d'un désarmement authentique. Mais à cet égard, les perspectives ne sont pas rassurantes.

Les avatars du désarmement

Depuis les années 1920, le désarmement fait l'objet de négociations internationales et participe de l'organisation de la sécurité collective. Le Pacte de la Société des Nations (SDN) avait repris l'idée du Président Wilson qui faisait dépendre la sécurité des Etats et du monde d'une réduction significative des armements nationaux et c'est dans cet esprit que le problème fut abordé entre les deux guerres. Cette approche fut décevante. Certes, on parvint à limiter les armements navals (conférence de Washington, 1922 et de Londres, 1930) et à proscrire l'emploi en premier des gaz asphyxiants et toxiques (Protocole de Genève du 17 juin 1925) mais la conférence du désarmement qui s'ouvrit à Genève en 1932 fut un échec. L'accession au pouvoir de Hitler et le retrait consécutif de l'Allemagne de la SDN portèrent un coup fatal à l'organisation internationale, déjà discréditée par

son impuissance à mettre un terme au conflit sino-japonais. Face à la montée des périls, l'heure n'était plus au désarmement mais à la défense armée contre les nations de proie et d'aucuns vont jusqu'à soutenir que la grande épreuve de 1939-1945 aurait pu être évitée si l'arsenal des démocraties avait été mieux garni à l'époque où les dictatures réarmaient à outrance et ne dissimulaient plus leurs ambitions hégémoniques.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le désarmement restait l'un des objectifs des Nations-Unies, mais les rédacteurs de la Charte de San Francisco, rompant avec l'idéalisme juridique et moral qui avait inspiré la SDN, ne lui assignaient plus qu'une fonction subalterne. Alors que dans le passé, le désarmement était considéré comme la condition sine qua non de la sécurité collective, il n'était plus désormais qu'un moyen parmi d'autres pour maintenir la paix. La responsabilité majeure, à cet égard, incombait au Conseil de Sécurité qui avait compétence pour désigner l'agresseur et pouvait prendre des mesures appropriées pour le mettre hors d'état de nuire. Pour agir efficacement, il devait disposer d'une force armée de coercition et tous les Etats étaient invités à lui prêter leur concours. Ainsi, le transfert à l'organisation internationale de tout ou partie des fonctions de sécurité exercées par les Etats, permettait d'envisager une réduction du niveau des forces armées et des armements et, partant, la réalisation d'économies sur les dépenses militaires. En dernière instance, il s'agissait de ne détourner vers les armements que « le minimum des ressources économiques et humaines du monde » (art. 26 de la Charte).

Le bon fonctionnement d'un tel système reposait sur l'entente des membres permanents du Conseil de Sécurité et singulièrement des Etats-Unis et de l'URSS. Or dès 1945, s'annonçait le « grand schisme » et avec le déclenchement de la « guerre froide » et la division concomitante du monde en deux systèmes antagonistes, la sécurité des Etats a été organisée dans le cadre des alliances qui se sont constituées autour des pôles soviétique et américain. C'est sous le signe de la légitime défense reconnue par l'article 51 de la Charte et non plus de la sécurité collective telle qu'elle fut conçue à l'origine, que les Etats tentent aujourd'hui de préserver leur indépendance politique et leur intégrité territoriale et leur effort d'armement se justifie dans la mesure où il est nécessaire pour

maintenir ou rétablir l'équilibre des forces et dissuader de toute agression. Dans ce contexte, les négociations internationales en vue de la réglementation des armements tendent moins à promouvoir le désarmement mutuel et contrôlé que l'aménagement de l'équilibre sur lequel repose la paix armée.

A l'origine, l'objectif poursuivi par les Nations-Unies était l'élimination totale des armes nucléaires et une réduction significative des forces armées et des armements de type classique. Mais ni le plan Baruch de gestion supranationale des activités nucléaires (1946), ni les plans de « désarmement général et complet » discutés entre 1954 et 1964 ne furent agréés et vers la fin des années 50, on s'orientait vers une approche sélective du problème. Ce changement d'attitude était fondé sur le constat que le contrôle de l'élimination des armes nucléaires se heurtait à des obstacles techniques quasiment insurmontables et que l'antagonisme Est-Ouest interdisait la réalisation d'un projet aussi ambitieux qu'une limitation générale des armements; il convenait donc de s'assigner des objectifs plus modestes et de rechercher des accords limités dans des domaines où les intérêts des grandes puissances étaient convergents. C'est ainsi que la « maîtrise des armements » (arms control) se substitua progressivement au désarmement et que le dialogue bilatéral entre les deux super-puissances prit le pas sur les négociations multilatérales placées elles-mêmes sous une tutelle étroite comme l'atteste la co-présidence soviéto-américaine du comité du désarmement de Genève de 1962 à 1978.

Les limites de l'arms control

Dans un monde jugé trop profondément divisé pour qu'un désarmement véritable puisse être sérieusement envisagé, mais où l'équilibre de la terreur s'était établi entre les deux plus grandes puissances, il fallait faire en sorte que cet équilibre ne soit pas rompu et que l'affrontement armé ne dégénère pas en une guerre totale qui serait suicidaire. C'est dans cette voie que les Etats-Unis et l'Union soviétique se sont engagés résolument au lendemain de la crise des fusées de Cuba, en octobre 1962. Soucieux de préserver le statu-quo stratégique, ils ont pris des dispositions pour contenir la prolifération des armes nucléaires et rendre plus difficile l'accès au club atomique; ils ont également établi un système de com-

munication directe par télétype entre Moscou et Washington pour faciliter la gestion des crises (crisis management) et empêcher le déclenchement de la guerre par accident, malentendu ou erreur de calcul. Enfin, ils ont tenté de limiter la croissance de leurs potentiels stratégiques dans le cadre des pourparlers dits SALT (Strategic arms limitation talks), et poursuivent depuis 1985 des négociations en vue de réduire le niveau des armements nucléaires offensifs et de limiter la course aux armements dans l'espace (Nuclear and Space talks).

Les traités d'arms control sont l'expression de la « compétition-coopération » des grandes puissances à l'âge nucléaire et il ne faut pas sous-estimer leur signification politique, ni leur contribution à la réduction de la confrontation militaire Est-Ouest. En revanche, c'est par un abus de langage qu'on les qualifie d'accords de désarmement. La plupart ne répondent pas formellement à cette définition et quand ils prévoient la destruction des stocks d'armes (Convention du 10 avril 1972 sur les armes biologiques), ou l'interdiction de certaines techniques guerrières (convention du 18 mai 1977 sur la modification de l'environnement à des fins militaires), les procédures de vérification ne permettent pas toujours de s'assurer du respect des engagements pris et les obligations sont définies en termes tellement ambigus que les Etats signataires ne subissent que des contraintes légères n'affectant guère leurs capacités militaires.

On observe également que l'arms control tel qu'il a été pratiqué dans le passé n'a pas eu pour effet de réduire sensiblement les dépenses militaires mondiales et n'a pas mis un terme à la course qualitative aux armements. Ainsi, les deux Grands n'ont cessé d'accrocher de nouvelles pièces à leurs panoplies et le nombre des charges nucléaires a augmenté de part et d'autre, tandis que les puissances nucléaires moyennes poursuivaient la modernisation de leurs forces pour en préserver l'efficacité. Tout semble se passer comme si la dynamique de la recherche et du développement militaires échappait à tout contrôle, la fonction des négociations soviéto-américaines et Est-Ouest étant seulement d'accompagner le processus d'innovation technologique et de faciliter la tâche des planificateurs militaires. L'arms control ne saurait donc être assimilée au désarmement, si modeste soit-il, et l'on est en droit de s'interroger sur la cohérence d'une démarche qui tend à stabiliser l'équilibre sur le-

quel repose la dissuasion réciproque tout en s'accommodant de la poursuite de la compétition techno-stratégique qui risque d'en ébranler les assises.

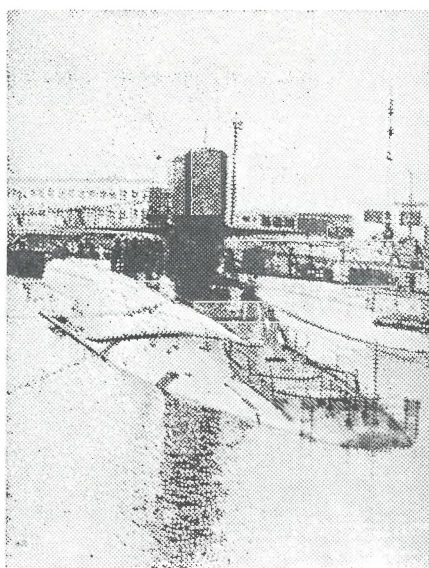
Les controverses actuelles sur l'initiative de défense stratégique (IDS) américaine mettent en évidence ce paradoxe. Les uns estiment, en effet, que le développement et le déploiement de défenses contre-missiles relanceraient la course aux armements et remettraient en question les acquis de l'arms control, notamment le traité dit ABM de 1972, d'autres pensent au contraire que la mise au point d'armes défensives efficaces permettrait de conjurer la menace nucléaire contre les agglomérations urbaines et de surmonter les dilemmes de la dissuasion par destructions mutuelles assurées (Mutual assured destruction ou MAD). Les informations dont on dispose aujourd'hui ne permettent pas de trancher ce débat et on ne peut que se livrer à des conjectures sur l'avenir de l'IDS. Aux Etats-Unis, de nombreux savants doutent de la faisabilité technique d'un verrouillage total de l'espace aérien contre des engins offensifs et ils ne conçoivent que la défense ponctuelle de sites militaires. Si l'Administration américaine s'engageait dans cette voie, on parviendrait sans doute à réduire la vulnérabilité des installations fixes à des attaques par surprise (preemptive strikes), ce qui renforcerait la dissuasion sans modifier fondamentalement sa logique: l'éventualité de représailles s'inscrirait toujours à l'horizon d'un affrontement armé et

les cités risqueraient de devenir des cibles privilégiées en raison de leur protection imparfaite et des obstacles auxquels se heurterait la mise en œuvre des stratégies contre-forces. Par ailleurs, les dirigeants américains considèrent que l'IDS n'est pas incompatible avec une réduction mutuelle des armements offensifs et M. Nitze, le conseiller spécial du Président Reagan pour les questions de sécurité, a indiqué que la coopération de l'URSS était indispensable pour assurer une transition harmonieuse entre la dissuasion fondée sur la menace de représailles et l'instauration d'un système de sécurité où les armes défensives joueraient un rôle majeur. Or, il n'est pas évident que les Soviétiques soient disposés à jouer ce jeu et de nombreuses incertitudes subsistent quant aux voies et moyens d'une maîtrise des armements offensifs et défensifs dans la perspective ouverte par le discours du Président Reagan, dit de la « guerre des étoiles », du 23 mars 1983.

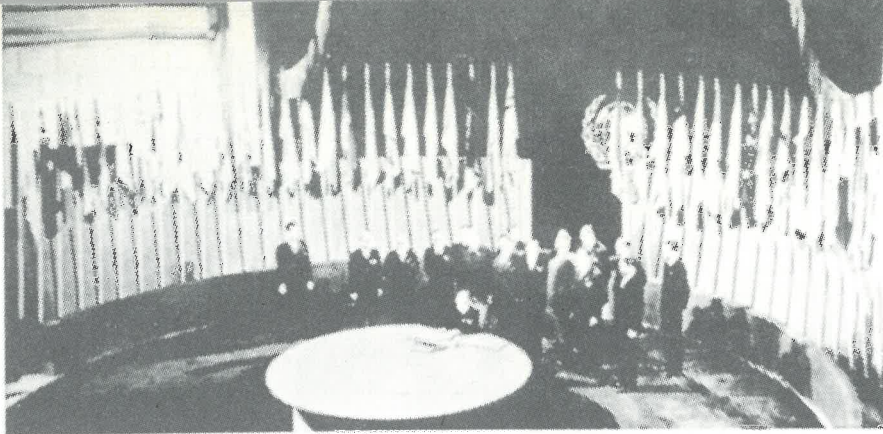
Une attitude responsable

Telle étant la situation, quelle doit être l'attitude des chrétiens face aux problèmes posés par les armes nucléaires et le désarmement? Pour guider leur choix, ils disposent d'un corpus doctrinal constitué par l'Ecriture, la tradition de l'Eglise et les prises de positions les plus récentes des papes et des évêques. Il ne nous appartient pas d'exposer l'enseignement du magistère romain et des Eglises locales sur ces questions puisque ce sujet est traité ailleurs et nous nous bornerons à de brèves remarques sur quelques points litigieux.

En premier lieu, il convient de rappeler que la dissuasion n'est pas jugée incompatible avec l'éthique chrétienne. Le Concile Vatican II s'était bien gardé de prononcer en la matière une condamnation sans appel et on relève dans la constitution pastorale « Gaudium et Spes » que « les armes scientifiques n'ont pas été accumulées dans la seule intention d'être employées en temps de guerre... et que la capacité foudroyante d'exercer des représailles sert d'une manière paradoxale à détourner des adversaires éventuels » (N° 81, § 1). Ultérieurement, le pape Jean-Paul II a précisé dans son message du 7 juin 1982 à la deuxième Assemblée générale extraordinaire des Nations-Unies sur le désarmement que « dans les conditions actuelles, une dissuasion basée sur l'équilibre, non certes comme une fin en soi, mais comme une étape sur la voie d'un désarmement progressif peut encore



Parmi les armes de dissuasion, le sous-marin nucléaire lance-engins le « Redoutable », dans le port de Cherbourg, porte bien son nom.



L'O.N.U. a quarante-deux ans. C'est à San Francisco au bord du Pacifique - tout un programme ! - que fut signée en 1945 la charte qui l'instituait. A l'origine, l'objectif poursuivi par l'O.N.U. était l'élimination totale des armes nucléaires...

être jugée comme moralement acceptable ». Les évêquats catholiques qui se sont prononcés, en 1983, sur l'éthique de la dissuasion se sont tous référés à ce texte pontifical qui fait donc autorité.

Si la dissuasion n'est acceptable que dans la perspective du désarmement, celui-ci n'est un facteur de paix que s'il est mutuel, équilibré et contrôlé. Dans l'encyclique « Pacem in terris » (N° 112), le pape Jean XXIII déduisait cette exigence « de la justice, de la sagesse et du sens de l'humanité ». La constitution « Gaudium et Spes » (N° 82, § 1) s'exprime d'une manière encore plus nette en récitant le désarmement unilatéral : « Pour que la réduction des armements commence à devenir une réalité, elle doit se faire à la même cadence en vertu d'accords et être assortie de garanties véritables et efficaces ». Enfin, on se souvient encore des mises en garde du pape Paul VI dans son message pour la Journée mondiale de la paix du 18 octobre 1975 : « Le désarmement militaire devrait être commun et général pour ne pas constituer une erreur impardonnable, conséquence d'un optimisme impossible et d'une naïveté aveugle, tentation pour la violence d'autrui. Ou bien, le désarmement est le fait de tous ou bien c'est un délit de manque de défense : dans l'ensemble de la communauté humaine historique et concrète, le glaive n'a-t-il pas sa raison d'être, pour la justice, pour la paix ? Si, nous devons bien l'admettre ».

Enfin, si l'Eglise catholique reconnaît le droit de légitime défense et ne dénie pas aux Etats les moyens de l'exercer efficacement, elle considère que la paix ne peut reposer indéfiniment sur l'équilibre de la terreur, ni s'accommoder d'une course ininterrompue aux armements. Il n'est donc pas surprenant que le Concile

Vatican II se soit prononcé, avec vigueur, sur ces points. Dans *Gaudium et Spes* (N° 81, § 2), on affirme notamment que « la course aux armements est une plaie extrêmement grave de l'humanité et qu'elle lèse les pauvres d'une manière intolérable ». En outre, on souligne les risques d'aggravation des causes de guerre par l'accumulation et le perfectionnement incessant des moyens de la conduire. En l'occurrence, les pères conciliaires tiennent un langage qui rejoint celui des experts et on ne saurait mieux qualifier la nature de la course aux armements, ni indiquer plus clairement les risques qu'elle comporte au plan des rapports Nord-Sud et Est-Ouest.

Mais si la course aux armements est une plaie, il faut s'appliquer à la guérir et avant de prescrire des remèdes, procéder à un examen minutieux du malade et formuler un diagnostic juste. En tout cas, ce n'est pas en prononçant des condamnations morales ou juridiques qu'on

mettra un terme aux gaspillages provoqués par la constitution et l'entretien d'arsenaux gigantesques sans rapport avec la satisfaction des besoins légitimes de sécurité. Pour résoudre ce problème, on doit l'aborder d'une manière pratique sans méconnaître les interactions des politiques économiques et militaires, ni faire litière des exigences de sécurité des Etats.

Aussi l'éducation à la paix implique-t-elle la poursuite des études entreprises et une action continue vis-à-vis de l'opinion publique pour inculquer à « tous les esprits de nouveaux sentiments de paix ». C'est, selon la formule de Jean-Paul II, « un don de Dieu confié aux hommes » (message du 8 décembre 1981 pour la célébration de la journée de la paix) et il appartient aux chrétiens de le faire fructifier en témoignant d'une paix qui transcende les entreprises humaines et en collaborant efficacement à toutes les démarches qui tendent à prévenir la guerre et à réduire le volume de la violence dans le monde. Toutefois, en agissant de la sorte, ils doivent se convaincre qu'ils ne trouveront pas dans l'Evangile, ni même dans l'enseignement social de l'Eglise des réponses toutes faites aux questions qui se posent à propos de la dissuasion, de la défense et du désarmement. Aussi, le pape et les évêques s'abstiennent-ils de donner des directives précises et en appellent-ils plutôt à la responsabilité de chacun dans le respect du pluralisme des options politiques et de la tolérance mutuelle *.

* Cet article qui doit paraître dans un prochain numéro de la revue de la Congrégation romaine de l'éducation catholique : « Seminarium » est ici publié avec l'autorisation de l'auteur et l'accord du directeur de la revue.



Lors de son voyage aux Etats-Unis, le pape Jean-Paul II, pour qui la paix est « un don de Dieu confié aux hommes », s'est rendu à l'O.N.U. pour y répéter le message de paix de Paul VI en 1965. Sur notre photo : sa rencontre avec M. Vance, secrétaire d'Etat américain à l'O.N.U.

Le discours social de l'Église catholique contemporaine et la promotion de la Paix

par René Coste *

1) La source fondamentale de toute authentique théologie chrétienne comme de tout authentique discours social d'Eglise ne peut se trouver que dans la méditation approfondie de la Parole de Dieu. Que constatons-nous ? La « Bonne Nouvelle » de la Révélation de Dieu à l'humanité, qui a culminé en Jésus Christ - celle du Dieu Créateur, du Dieu Libérateur, du Dieu qui est Amour, du Dieu Père, Fils et Esprit - peut légitimement être synthétisée (toutefois, sans en oublier aucun élément essentiel) dans celle de la Paix : L'EVANGILE DE LA PAIX. Tel a été le point de vue de Saint Paul lui-même qui, dans un admirable passage consacré au combat de la foi (Ep. 6, 10-20), a fait du concept d'« Evangile de la Paix » (v. 15) le concept-clef de l'évangélisation du monde.

Il est capital de remarquer que, dans l'Ancien Testament, LES DEUX NOTIONS DE JUSTICE ET DE PAIX peuvent être imbriquées au point de ne s'interpréter que l'une par l'autre, comme chez le prophète Isaïe. Pour lui, la paix digne de ce nom ne pouvait être qu'une paix fondée « sur le droit et la justice » (9, 6). L'insistance prophétique sur la justice nous met en garde contre toute capitulation et toute compromission avec l'injustice, contre tout pacifisme qui serait de la lâcheté ou la préservation de notre tranquillité. Du point de vue du prophète, la construction de la paix est avant tout une entreprise divine. Plus que cela, elle est un don de Dieu. Ce qui ne veut pas dire que l'homme n'ait qu'à rester passif à son égard. Il est, au con-



traire, appelé à y adhérer activement par sa réponse positive à l'interpellation divine, qui lui parvient notamment par la parole prophétique.

La profondeur et la richesse du concept néo-testamentaire sont prodigieuses. La PAIX DE DIEU est, à sa source, l'Amour entre le Père, le Fils et l'Esprit. Si la théologie de la paix est, d'abord, théologie de la charité, c'est que la Paix a précisé ment sa source dans le cœur même du Dieu Trinitaire.

Dans le Quatrième Evangile, la paix est toujours présentée en relation avec la personne du Christ, sa présence et son action vivifiante. D'après Saint Paul et Saint Jean, la Croix est la nouvelle et définitive victoire de l'Amour. En Jésus ont commencé à se réaliser l'humanité pacifiée et la société fraternelle.

Il nous faut gravir ces sommets de la théologie biblique de la paix qui nous font accéder au mystère même

de la vie trinitaire. Le croyant y puisera un ressourcement puissant qui engagera sa pensée et son énergie dans la construction de la paix humaine à tous ses niveaux : suivant la béatitude matthéenne des « bâtisseurs de paix » (5, 9). Quant à l'Eglise, la proclamation et la promotion de la paix sont UNE DIMENSION CONSTITUTIVE DE LA MISSION D'EVANGELISATION QUI LUI INCOMBE (dans la ligne de la conception paulinienne).

2) De toute évidence, LA PROMOTION DE LA PAIX A ETE L'UNE DES PREOCCUPATIONS MAJEURES DE LA PAPAUTE CONTEMPORAINE DEPUIS BENOIT XV. Pour nous en tenir au point de vue théorique, on peut dire que la problématique qui ressort de la doctrine officielle de la papauté, du concile Vatican II et des conférences épiscopales est caractérisée par un double effort : celui du renouvellement pour notre temps de la problématique augustinienne et celui de la contribution à la recherche de chemins nouveaux pour la promotion de la paix.

L'éthique de détresse élaborée par Saint Augustin est désormais repensée comme UNE ETHIQUE D'EXTREME DETRESSE, qu'il faut avoir le courage d'envisager afin d'éviter le triomphe de l'injustice dans le monde, mais qui interpelle l'humanité entière comme un IMPERATIF SUPREME, afin qu'elle mette tout en œuvre pour sortir de l'impasse suicidaire dans laquelle elle s'est imprudemment engagée. C'est LE SENS ETHIQUE, ATTENTIF A TOUTE LA COMPLEXITE DE LA REALITE CONTEMPORAINE qui à la fois maintient le droit de légitime défense et réclame le plus rapide acheminement vers la proscription de la guerre, suivant les deux principes conjoints formulés par Jean-Paul II, dans son Message pour la quinzième Journée mondiale de la Paix :

a) « Les peuples ont le droit et même le devoir de protéger, par des moyens proportionnés, leur existence et leur liberté contre un injuste agresseur ».

FOYERS MIXTES

N° 74 : Janvier 1987.

LES PARENTS DE COUPLES MIXTES.

● RAPPEL :

N° 73 : L'AUTORITE DANS NOS EGLISES.

N° 71 : GUIDE POUR LA PASTORALE DES FOYERS MIXTES : DOCUMENTS DES EGLISES.

● ABONNEMENT JUMELE :

U.D.C. + Foyers Mixtes : 132 francs, T.V.A. incluse (au lieu de 176 francs = réduction de 25 %) pour huit numéros durant l'année 1987.

C. C. P. : U.D.C. 34 611 20 C La Source.

* Professeur à l'Institut Catholique de Toulouse.



« La Paix de Dieu est, à sa source, l'Amour entre le Père, le Fils et l'Esprit ».
Icône de la Trinité de Rublëv : l'ange central.

b) « La guerre est le moyen le plus barbare et le plus inefficace de résoudre les conflits ».

C'est le même sens éthique qui fait que le Saint-Siège, tout en restant attaché à la directive d'un désarmement progressif, contrôlé, mutuel, simultané, institutionnellement garanti, ne cesse de flétrir dans les termes les plus sévères l'actuelle course aux armements. C'est encore le même sens éthique qui explique que les instances suprêmes de l'Eglise catholique se sont toujours refusé jusqu'ici à une condamnation abstraite, intemporelle, de la dissuasion nucléaire, tout en marquant fermement les limites de la tolérance morale à son égard, en refusant carrément d'y voir une panacée et en demandant instamment qu'on mette tout en œuvre pour sortir de la dynamique suicidaire sur laquelle elle repose en définitive.

Mais un sens éthique authentique doit aussi avoir le courage de poser des barrières incontournables. C'est ce que Vatican II a fait avec la plus grande netteté et à propos de l'extermination de la population civile

(GAUDIUM ET SPES, n° 80, 4) et à propos des crimes de guerre et contre l'humanité (GAUDIUM ET SPES, n° 79). Rien, pas même les repré-

sailles, ne pourra jamais justifier l'application de la stratégie anticites ou quelque nouvel Oradour. C'est, en définitive, à une révision radicale des politiques et pratiques de guerre que la problématique conciliaire convie l'humanité.

En ce qui concerne la RECHERCHE DE CHEMINS NOUVEAUX, demandée par le Concile lui-même (GAUDIUM ET SPES, n° 81, 2), en plus de l'amélioration de l'organisation internationale, les documents ecclésiastiques insistent sur la formation d'une nouvelle conscience mondiale, à partir d'une forte prise de conscience de l'impératif de la survie de l'humanité, qui vient de la menace effroyable que font peser sur elle les armes actuelles de destruction massive, et de celle que l'ensemble de nos grands problèmes de société, qui sont tous des problèmes mondiaux, appellent d'urgence une mise en œuvre intensive de la solidarité et de la coopération mondiales.

Ils insistent aussi sur le renforcement de rapports de justice et de solidarité avec les pays pauvres et sur la promotion des droits de l'homme. L'élément le plus nouveau est le droit de cité désormais accordé à la NON-VIOLENCE dans les documents officiels de l'Eglise : déjà à Vatican II (GAUDIUM ET SPES, n° 78, 5) et dans d'autres textes romains (de Paul VI, de Jean-Paul II et de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi), mais surtout dans les lettres pastorales de 1983 sur la paix des évêchés allemand, américain et français. Les évêques allemands



« La promotion de la paix a été l'une des préoccupations majeures de la papauté contemporaine depuis Benoît XV ».
Notre cliché : le pape Benoît XV.

parlent même de la « voix de la non-violence créatrice », bien qu'ils aient soin de préciser que « l'Eglise n'a, cependant, jamais fait du témoignage de non-violence de Jésus Christ une règle valable sans distinction pour tous ». Il est capital d'apprendre à vivre la non-violence évangélique et d'en découvrir les remarquables potentialités sur le plan personnel et collectif.

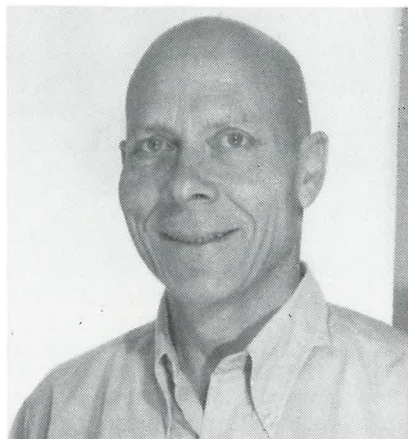
3) Jacques Maritain expliquait la nécessité d'élaborer des IDEAUX HISTORIQUES CONCRETS en vue de mobiliser les énergies. Dans le même sens, Ernst Bloch parlait d'UTOPIES CONCRETES. Il n'est pas douteux que le discours social de l'Eglise fait appel à de tels idéaux en vue de la promotion de la paix. Par exemple, lorsque Jean XXIII, dans PACEM IN TERRIS (n° 35), proposait ses quatre piliers de la vie en société : la vérité, la justice, l'amour et la liberté. Ou bien, lorsque Paul VI proposait sa « civilisation de l'amour ». Ou encore, lorsque Jean-Paul II lui-même, le 1er janvier 1985, préconisait une nouvelle philosophie des relations internationales et demandait que l'on consacre « les énergies et les ressources rendues libres par le désarmement aux grandes causes de notre temps : la lutte contre la faim, la promotion humaine, le développement des peuples ». Paul VI a magnifiquement parlé de l'« imagination prospective » dans OCTOGESIMA ADVENIENS (n° 37). Comment douter de son importance capitale pour la vie en société, dans un monde en mutation profonde et accélérée comme le nôtre ?

Si on examine la teneur du discours social de la papauté contemporaine concernant la promotion de la paix, on y perçoit la conjonction des trois attitudes suivantes : 1) UN REMARQUABLE SENS DU REEL (c'est l'indispensable préoccupation du court terme) ; 2) UN IMPRESSIONNANT ET INFATIGABLE SOUCI PEDAGOGIQUE D'EDUCATION DE LA CONSCIENCE HUMAINE ET CHRETIENNE ; 3) LA PREOCCUPATION CONSTANTE DU LONG TERME, en faisant appel aux utopies concrètes les plus audacieuses et les plus englobantes : susceptibles d'être partagées par d'innombrables hommes de bonne volonté (on ne cesse de le constater), mais, en définitive, inspirées par la Parole de Dieu en Jésus Christ. Dans le domaine international comme dans les autres, l'Eglise de Vatican II se veut l'Eglise des Béatitudes, celle du Sermon sur la montagne, l'Evangélisatrice de la Paix et de la Fraternité.

Protestantisme et pacifisme

Survol historique

— par Alain Blancy* —



La Réforme protestante a-t-elle apporté sur la question de la guerre et de la paix une contribution originale ? A-t-elle été un facteur de paix ?

A première vue, on pourrait en douter. Le nom de Luther est associé à la répression de la révolte des paysans de 1525. Il a approuvé et encouragé les autorités dans ce sens. L'aile anabaptiste extrême de son côté va connaître la sanglante équipée de la ville de Münster en Westphalie et se livrer à des exactions sous prétexte de vouloir établir par la violence le Royaume de Dieu sur terre, avant de se voir elle aussi réprimée durement tant par l'évêque catholique que par le prince protestant, agissant de concert en 1535. Enfin Luther, toujours, a soutenu que la guerre de 1538 contre l'envahisseur turc musulman était légitime, en tant que guerre défensive, mais non en tant que croisade. Il avait auparavant publié un petit écrit à l'intention des « gens de guerre » pour les assurer de pouvoir être « en état de grâce ».

Et puis, que dire des guerres de religion qui ensanglantèrent la seconde moitié du XVIème et une bonne partie du XVIIème siècles en Europe et dont les torts, après les persécutions initiales, sont bien partagés, tant la politique et la religion y avaient des connivences douteuses en ces temps encore de chrétienté ?

Et l'on pourrait poursuivre le triste

décompte du lien historique entre violence guerrière et confessions chrétiennes, quelles qu'elles soient. Car une sorte d'« œcuménisme » négatif, si l'on peut dire, une attitude similaire à l'égard du droit à la guerre, réputée juste, du recours à la violence, marquera au cours des siècles également les deux grands courants de la chrétienté occidentale, pour ne parler que d'elle, et ce avant que ne triomphe avec la lassitude et le dégoût la tolérance du siècle des Lumières. Mais nonobstant ce changement interne, on verra encore la mission en Terre lointaine, emboîter le pas à la conquête coloniale et tout près de nous, on assistera à ce terrible « Gott mit uns », du reste traduit en plusieurs langues, des deux grandes guerres mondiales, et surtout européennes, du XXème siècle, cette appropriation étrange qui déchira si bien Dieu entre Français et Allemands. Dans cette lamentable connivence entre le sacré et la violence la différence confessionnelle n'a guère joué théologiquement, mais combien plus dramatiquement sur le plan des faits...

La relation au pouvoir

Et pourtant tout n'est pas dit. Il faut reprendre le fil au départ et nuancer le propos.

Luther tout d'abord. Pourquoi et comment cette approbation de la répression contre la révolte des paysans ? Il ne désapprouvait pas au départ leurs revendications de libération du servage et de la féodalité. Mais il en refusait la justification évangélique. Il n'a pas confondu ni laissé confondre la liberté chrétienne avec la liberté civile ou politique, pas plus qu'il ne confondait la justification par la foi et la justice tout court. La première relève de la grâce divine accordée au pécheur, la seconde du gouvernement des hommes. Certes, il y a un lien entre ce qu'il appellera la « main gauche » et la « main droite » de Dieu. Mais aucune réduction de l'une à l'autre n'est tolérable, pas plus qu'il ne saurait y avoir aucune assimilation entre création et rédemption, nature et grâce, loi et évangile, naissance et nouvelle naissance. Ce n'est pas le même régime, le même

* Pasteur de l'E.R.F., co-président du Groupe des Dombes.



Manifestation antinucléaire.

statut ici et là. Justement, il a forgé à cet effet sa doctrine des « deux règnes », héritée de Saint Augustin. Il est un règne qui relève déjà du Royaume qui vient, dont la foi et l'Eglise sont les signes anticipateurs ; C'est le règne de la grâce et aucune contrainte ne saurait s'y exercer. Et il est un autre règne, celui qui gouverne le monde actuel, dont il importe qu'il subsiste jusqu'à la venue du Royaume de Dieu. Ce règne-là n'est conservé que sous l'autorité politique à laquelle revient légitimement à cet effet l'exercice de la coercition. Il ne lui est pas demandé de convertir les âmes, mais de protéger les corps, afin de maintenir les conditions extérieures requises pour une approche paisible et libre de la foi. L'autorité civile est investie divinement de la force et du droit, voire de l'obligation d'y recourir en cas de besoin, afin de maintenir l'ordre et la loi, l'ordre de la création et la loi de Dieu. Cette autorité tient donc de Dieu sa légitimité, selon Romains 13 ; elle doit assurer la paix, même au prix de la guerre pour réduire par la force le désordre de l'anarchie, de la sédition, comme de la criminalité courante. Il n'y a aucune confusion entre ces deux règnes, celui de la grâce, de l'évangile, de la foi et sous cet angle de l'Eglise, corps du Christ, indépendante du pouvoir temporel et politique, - et celui qui gouverne la société. Même si en ère de chrétienté, les deux mondes se recouvrent largement, la force ne s'exerce qu'au service de la loi, la loi au service de l'ordre et l'ordre au service de la création. Or Luther a dû constater, à son corps défendant, que la révolte des paysans se voyait théologique-

ment justifiée et de fait attisée par le bouillant Thomas Münzer, notamment, qui précisément confondait Royaume de Dieu et libération politique, faisant ainsi de la grâce de Dieu une proie à ravir pour l'homme par ses propres moyens. Luther y pressentait un retour funeste à une théologie des œuvres et des mérites, une manière pour l'homme de faire par lui-même, son salut, en s'emparant de ce qui ne peut que lui être dévolu par le libre don de Dieu.

Or Th. Münzer se mouvait lui-même dans le sillage du grand courant de ce qu'on a appelé la « gauche » de la Réforme, le courant illuministe, des anabaptistes. Il faudrait pouvoir nuancer ici. Grosso modo, ce courant, né à Zurich, mais aussi répandu en Allemagne et aux Pays-Bas, avait pour traits particuliers justement de se couper radicalement du monde tel qu'il est, société comme Eglise de chrétienté, celle qu'on désigne aujourd'hui encore d'Eglise de « multitude » ou du « peuple », en vue de se regrouper en communautés de « professants », de convertis, de séparés, de sauvés, notamment en passant par un second baptême, d'où le nom d'anabaptistes. Ce courant, héritier en partie des spirituels du Moyen-Age, avec la même revendication de séparation des purs, allait pour une part sombrer dans la violence radicale au service de la venue du Royaume de Dieu, qu'on a évoquée ci-dessus à propos de la révolution sanglante de Münster. Or, après cette tragédie, est issu du même mouvement le pacifisme le plus intransigeant, surtout avec la branche mennonite, qui tire son nom du frison

Simon Menno, prédicateur et organisateur actif aux Pays-Bas et dans le Nord de l'Allemagne. Avec les mennonites, il faut citer encore l'Eglise des Frères, d'origine allemande, mais établie aux Etats-Unis, et surtout les Quakers, la « Société des Amis », qui à eux trois formeront ce qu'on appelle les « Eglises historiques pacifistes ». Des trois groupes, c'est celui des Quakers qui est le mieux connu. Né en Angleterre, où il fut durement persécuté, il essaima en Amérique et est surtout célèbre par sa lutte contre la traite des noirs et son entraide au bénéfice des victimes de la guerre. Ce qui est donc commun à ces Eglises historiques pacifistes, c'est leur rupture avec les pouvoirs, leur refus de remplir des offices publics, parfois leur objection de conscience, voire leur rejet du serment.

Si ces premiers mouvements et manifestations pacifistes du côté protestant sont de type piétiste ou spiritualiste, d'autres les ont suivis qui ont une autre inspiration à la fois plus utilitariste et plus politique. Le pacifisme religieux et social ne date pas d'aujourd'hui. Les grands esprits et théologiens du passé s'y sont déjà essayé et même dès avant la Réforme. Mais en ce qui concerne ceux qui s'y réfèrent, il faut signaler d'une part un courant moral qui culmine en E. Kant, le célèbre philosophe allemand issu du piétisme avec son écrit « Pour la paix universelle » (1795) ; d'autre part, le courant utopiste qui imaginait un monde géré par des structures de paix, un ordre international juste avec ses organes et ses équilibres économiques, sociaux et politiques pour le garantir. Une place particulière y revient au grand pédagogue et théologien morave, Jean Comenius de Prague qui voulait promouvoir le pacifisme par l'éducation populaire. En d'autres termes, l'idée pacifiste, morale et politique, théorique et pratique, était répandue aux XVIIème et XVIIIème siècles, bien plus qu'au XIXème, marqué par un romantisme naturaliste et nationaliste. Il faudra attendre le XXème siècle et ses hécatombes pour voir se réveiller la conscience chrétienne, sinon humaine, face à l'absurdité et au scandale de la guerre et se réaliser les efforts entrepris pour mettre sur pied des structures et un ordre internationaux en faveur de la paix. Au sein des Eglises simultanément va naître le mouvement œcuménique qu'on peut à juste titre qualifier de grand mouvement en faveur de la paix entre les hommes et les peuples. Car il est en partie issu de l'« Alliance universelle pour l'Amitié

internationale par les Eglises » (1907), dont à son tour est né en 1948 l'« Alliance universelle pour l'Amitié internationale par les Religions », au moment où la première se trouva intégrée au nouveau Conseil œcuménique des Eglises (COE). Ce sera la « Commission des Eglises pour les Affaires internationales » qui reprendra ses objectifs. On en connaît les interventions sur la scène internationale, au Soudan, au Zimbabwe, au Proche-Orient, en Afrique australe en particulier.

Les Eglises ou les chrétiens ?

Or ce qui est intéressant à noter, c'est le reflux d'un œcuménisme de type universaliste et non-confessionnel au départ, un œcuménisme qui en appelait plus aux chrétiens qu'aux Eglises en tant que telles, vers un regroupement plus sensible aux différences confessionnelles et plus respectueux des identités ecclésiales. Simultanément, il y eut le passage au début du siècle d'un optimisme quant aux chances d'un véritable internationalisme à un réalisme pessimiste sur la profondeur et la pérennité des passions humaines et des divergences culturelles entre peuples, religions, idéologies... La paix générale voulue au départ était marquée du sceau d'un Occident largement protestant. Ce n'était pas encore le fait et l'effet d'un authentique dialogue entre partenaires à égalité. Il faut surtout reconnaître que, ce faisant, ce fut davantage la tendance plus dogmatique et ecclésio-centrée, disons l'aide « droite » du protestantisme qui, au contact des Eglises de tradition épiscopale, anglicans, orthodoxes, catholiques, a pris le dessus et donné naissance à ce qui allait

devenir un conseil œcuménique d'Eglises et non simplement de chrétiens. Or ce recentrement sur la réalité ecclésiale et sacramentelle par le rapprochement avec et entre des Eglises à structure épiscopale a pour sa part produit à nouveau une certaine distanciation entre Eglise et politique, religion et société, spirituel et temporel, une partition plus tranchée entre ce qui revient à chaque aire.

Le mouvement œcuménique a ainsi déplacé quelque peu le centre de gravité du social à l'ecclésial, soumettant le souci de « renouveau de la communauté humaine » à l'exigence d'« unité de l'Eglise » pour reprendre les termes du programme englobant de la commission « Foi et Constitution » du C.O.E. Et puisqu'en 1986 on aura (trop peu) célébré le centenaire de la naissance du grand théologien réformé suisse, Karl Barth, dont la « dogmatique ecclésiastique » (sic), somme théologique inégalée du XXème siècle, aura formé toute une génération d'œcuménistes, rappelons son apport décisif à la constitution en Allemagne nazie de l'Eglise confessante, principale force de résistance contre la montée sans précédent d'un monstrueux néo-paganisme idéologique, dont le caractère religieux démoniaque posait en termes inédits la question de la paix. Le rationalisme du siècle des Lumières en Allemagne d'abord et l'héritage de la Révolution française par ailleurs étaient balayés par cette vague de fond passionnelle diabolique qui exigeait une réponse nouvelle. La célèbre « Déclaration de foi » de l'Eglise confessante écrite en 1934 à Barmen et sortie de la plume même de K. Barth est on ne peut plus explicite en la matière : mieux vaut obéir à Dieu qu'aux hommes ; un seul est Seigneur, Jésus

Christ. Et cependant on y reconnaît dans l'avant-dernier article de la Déclaration, à sa place limitée, mais indéniable, le droit et le devoir de l'Etat : « L'Etat a le devoir selon l'ordonnance divine, de veiller au droit et à la paix dans un monde qui n'est pas encore délivré (du péché), monde dans lequel se trouve aussi l'Eglise, et de le faire dans la mesure de la conscience et de la capacité humaines par le recours à la menace et à la coercition... Elle rappelle le Royaume de Dieu, le commandement et la justice de Dieu et, ce faisant, la responsabilité des gouvernants et des gouvernés... Nous rejetons la fausse doctrine selon laquelle l'Etat pourrait, au-delà de son mandat propre, devenir l'ordre unique et total de la vie humaine et dès lors aussi remplir la mission dévolue à l'Eglise. Nous rejetons la fausse doctrine selon laquelle l'Eglise pourrait au-delà de son mandat propre s'approprier forme, fonction et dignité étatiques et devenir elle-même, ce faisant, un organe de l'Etat ». On ne saurait être plus clair. Dietrich Bonhoeffer, le martyr le plus connu de cette Eglise en appelait, la même année déjà, à une conférence mondiale pour la paix, une sorte de concile universel, proposition qui mettra plus d'un demi-siècle pour refaire surface et peut-être dans un avenir pas trop lointain connaître un début de réalisation. Il faut ajouter qu'à la conférence œcuménique du christianisme pratique de 1937 à Oxford, le mot d'ordre avait été lancé comme rempart contre la menace nazie « Laissez l'Eglise être l'Eglise », qui pouvait sans doute recevoir plusieurs interprétations. Mais ce mouvement fondé en 1925 à Stockholm, avait déjà sous l'inspiration de son premier président, l'évêque luthérien suédois N. Söderblom, pris nettement une option pour la paix au lendemain de la première guerre mondiale. A noter encore à côté de ces mouvements œcuméniques de l'« Alliance universelle pour l'Amitié internationale par les Eglises » et du « Christianisme pratique » et en collaboration avec eux est né dès 1914, un « Mouvement international de la Réconciliation » plus radicalement pacifiste. Un P. Cérésolo proposera, dès 1923, l'instauration d'un « service civil international » en remplacement des services militaires nationaux pour les objecteurs de conscience ; des hommes d'envergure internationale en seront les témoins et parfois les martyrs, un A. Trocmé en France, un M.-L. King aux Etats-Unis, un Luthuli en Afrique australe...

En résumé, à considérer l'histoire du protestantisme, on peut dire que la

AIMER SES ENNEMIS

(Saint CESAIRE d'ARLES)

Nul ne peut jamais, en vérité, frères très chers, se dispenser d'aimer ses ennemis. On peut me dire : je ne peux pas jeûner, je ne peux pas prier pendant la nuit. Est-ce qu'on peut dire : **je ne peux pas aimer** ? On peut dire : je ne puis donner tous mes biens aux pauvres et servir Dieu dans un monastère, mais on ne peut dire : **je ne puis pas aimer**.

Tu me dis : je ne peux me priver de biens et de viandes et je te crois, mais si tu dis que tu ne peux pardonner à ceux qui t'ont fait du mal, je ne te crois pas du tout. Et nous n'avons aucune excuse de ne pas le faire puisque nous devons accomplir cette aumône en la tirant non pas de notre cave mais de notre cœur : aimons donc non seulement nos amis, mais aussi nos ennemis...

Mais tu me dis : mon ennemi m'a fait supporter tant de mal que je ne puis en aucune façon l'aimer. Tu regarderais ce que t'a fait un homme et tu ne regarderais pas ce que toi tu as fait à Dieu ? Examine attentivement ta conscience : tu as commis sans les réparer beaucoup plus de fautes contre Dieu qu'un homme n'en a commis contre toi, et avec quelle audace tu voudrais que Dieu te pardonne beaucoup, alors que tu n'acceptes pas de pardonner un peu.

question relative à l'usage légitime de la violence est comprise comme ressortant exclusivement de l'autorité étatique, quel qu'en soit le représentant, le régime. L'Etat ainsi compris relève directement de Dieu, dont il tient sa légitimité, même en démocratie. Seul il dispose de la force et l'exerce au service du droit, dont il est le garant. Il ne dispose pas de la force à ses propres fins, mais pour la défense du droit, c'est, ce doit être un Etat de droit. Il le demeure encore, même si ses détenteurs passagers trahissent leur mandat. Dieu les jugera. Il doit en particulier assurer la liberté religieuse. Mais au-delà, c'est le domaine de l'évangile et la force n'a rien à y voir. L'Etat est limité à la conservation de ce monde, et notamment à la préservation de la paix et de l'harmonie entre les hommes et les peuples. Voilà son mandat. Calvin pour sa part a envisagé le cas de la tyrannie et du tyrannicide qu'il a justifié à condition que ce soit par le truchement d'une autre autorité reconnue, fût-elle subalterne. Les Réformateurs cependant avaient horreur de l'anarchie et du désordre, en un sens maux pires que l'injustice et la persécution. Les huguenots, on le sait, surent rester de loyaux sujets et prier pour un roi qui les persécutait. L'autorité étatique aura, quant à elle, à rendre compte de son gouvernement à Celui qui lui a conféré sa légitimité et confié son mandat. L'aile réformée du protestantisme aura de la sorte une attitude plus critique envers l'Etat, peut-être du fait aussi de sa dispersion historique, de son caractère minoritaire et donc éloigné des rênes du pouvoir, et surtout du fait de sa conviction et de sa confession de la « Seigneurie du Christ sur l'Eglise et sur le monde » qui diffère de la doctrine luthérienne des « deux règnes » déjà évoquée ci-dessus. Il en résulte un engagement politique plus marqué, moins réservé. Du coup aussi l'attention portée aux structures de convivialité propres à la tradition réformée, dite « presbytérienne », qui donnera à ses Eglises la figure originale du système « presbytérien-synodal », où des Eglises administrées par des laïcs connaissent une parfaite égalité entre elles qu'entérine une structure d'union synodale ou conciliaire. Ce « républicanisme » qui fit, plus que tout autre chose, si peur à Louis XIV, est peut-être un modèle exportable pour la paix universelle.

Vers la paix universelle

Si donc l'on veut fixer l'éventail des positions du monde protestant sur les questions relatives à la guerre et

à la paix, on peut dire que des Luthériens aux Evangéliques en passant par les Réformés (calvinistes), l'Etat et la société civile sont d'abord une réalité qui relève de la création divine et du mandat de sa conservation. Mais ils ne sauraient d'aucune manière intervenir sur le plan de l'évangile, de sa prédication et de l'adhésion de la foi. Il s'agit de deux règnes distincts qui se croisent néanmoins dans le concret des personnes et des institutions, notamment ecclésiastiques, qui participent des deux mondes. Pour le calvinisme, ce lien est à la fois plus étroit et plus critique, en ce que l'Etat et société relèvent comme l'Eglise de la souveraineté directe du Christ. Ils sont dès lors davantage sous surveillance et objets d'interventions si nécessaire. Par contre, avec le courant évangélique, plus spirituel, et notamment avec les mennonites, la césure est plus nette, l'atmosphère plus eschatologique, sinon apocalyptique, le monde tel qu'il est et l'Etat appartiennent à une sphère de perdition dont il importe de sortir pour se sauver.

Dès lors, deux grandes options demeurent. Celle qui reconnaît à l'Etat le droit du recours à la force et au besoin à la violence de la guerre pour lutter contre l'anarchie, le désordre, l'injustice. Organe de paix et de droit, la répression et la guerre sont des recours ultimes. Au contraire, les Eglises historiques de paix font de l'option pacifiste un préalable au risque de vivre en communautés séparées, voire en groupes de partage communiste (mettant les biens en commun), à la manière des premiers chrétiens. Par ailleurs, avec les quakers surtout un remarquable travail caritatif en fa-

veur des victimes de la guerre s'est développé et par là ils ont promu une nouvelle forme de pacification qui part du peuple des opprimés, des persécutés, des spoliés et non plus des autorités. C'est là une nouvelle donne qui du reste est transconfessionnelle et qui sera un jour prochain sans doute le « fer de lance » d'Eglises toutes réduites à la portion congrue de minorités dans un monde déchristianisé ou désacralisé. La paix à partir des masses, des peuples, et non des Etats, souvent déconsidérés dans leurs attitudes sinon dans leurs structures dictatoriales en ce XXème siècle barbare. Nombreux sont les chrétiens qui se retrouvent et se reconnaissent dans les théologies de la Libération qui ne sont plus la marque de telle ou telle confession particulière. Le droit de légitime défense des opprimés comme ultime recours - ce qui de toute façon ne peut qu'être le cas de ceux qui sont sans pouvoir - est alors légitimé, non sans discussion œcuménique, jusqu'au degré, à tout le moins, où leur existence (leur survie) et leur exigence (de dignité humaine) sont enfin prises en considération dans le cadre d'un réel partenariat et d'une vraie négociation. Telles sont du moins la position et la politique du C.O.E. Telles sont aussi l'attitude et la pratique de mouvements français d'inspiration protestante comme la CIMADE, né de la dernière guerre pour la défense du faible, de l'étranger, du réfugié, quel qu'il soit, et par les moyens pacifiques de pression sociale et politique. La question de la paix en dépend. Comme le dit le C.O.E. : il n'y a pas de paix sans justice, et pas de paix et de justice sans préservation de l'intégrité de la création de Dieu.



La liturgie de l'Église orthodoxe et la Paix en Christ

par le P. Michel Evdokimov *

Un chrétien : un homme de paix ?

Le Seigneur nous dit : « Si tu te souviens que ton frère a quelque chose contre toi... va d'abord te réconcilier avec ton frère avant de présenter ton offrande » (Math. 5, 23-24). Et : « Je vous donne ma paix, je ne vous la donne pas comme le monde la donne » (Jean 14, 27).

Le rapprochement de ces 2 versets montre que la vie du chrétien se déroule en tension entre un combat incessant contre l'égoïsme, la vanité, le désir d'en imposer à son frère, et la paix reçue comme une grâce, comme un don, le don de la personne même de Notre Seigneur.

La pratique de la confession, préalable à la célébration de l'offrande, préalable à la réception du corps du Christ, s'avère ici nécessaire. Il s'agit de faire le point sur notre vie, de mettre de l'ordre dans notre chaos psychique ou émotif, de recevoir sacramentellement la paix du Christ qui dépasse toute intelligence et que nul homme, serait-il psychanalyste ou gourou indien, n'est en mesure de transmettre. Ce n'est pas le prêtre qui confère la paix-absolution, mais le Seigneur qui, à travers lui, délie les péchés, source de nos conflits intérieurs. La force de notre paix intérieure se mesure à la ferveur de notre repentir.

Le modèle de la paix parfaite auquel je puis me référer est inexistant en ce bas monde, mais il est inscrit dans la Trinité, où se trouve surmontée l'opposition entre la diversité (les trois personnes) et l'unité dans l'amour (elles ne font qu'un) : « Je leur ai donné la gloire que tu m'as donnée, afin qu'ils soient un comme nous sommes un ». Toute prière personnelle ou liturgique nous introduit dans la paix de l'amour trinitaire. Elle s'ouvre toujours sur une invocation à l'Esprit Saint qui est « trésor des grâces » (et parmi celles-ci : la paix).

C'est en nous communiquant ses grâces que l'Esprit nous rend aptes à prononcer le nom du Père, à accueillir la personne de Jésus.

La prière de l'Eglise

L'invitation à nous joindre aux prières liturgiques qui ponctuent les différentes étapes de la liturgie, se fait en ces termes : « En paix, prions le Seigneur. » Dès le début, je suis saisi par cet appel : faire taire en moi le tumulte des pensées, des émotions, qui disperse mon esprit ; m'établir dans une attitude confiante et aimante pour écouter la parole sacrée que le Seigneur aujourd'hui veut m'adresser ; écarter toute divagation d'ordre charnel, terrestre, toute angoisse personnelle, tous « les soucis du monde », pour me mettre dans une disponibilité totale, dans une tension de tout mon être.

Outre cette injonction initiale pour la paix, la première grande litanie de la liturgie de Saint Jean Chrysostome contient deux autres demandes particulières : « Pour la paix qui vient d'en haut et le salut de nos âmes, prions le Seigneur. » Cette paix qui vient d'en haut contient une grande exigence, elle est inconnue de l'esprit de ce monde, soucieux avant tout de s'installer dans son petit confort. Notre pays n'est pas en guerre ? Tant mieux ! Mais cela ne signifie pas que les hommes aient la paix intérieure, comme en témoignent les divorces, la criminalité, la drogue, l'instabilité psychologique. Cette paix d'en haut n'est pas naturelle à l'homme, contrairement aux utopies terrestres qui croient l'homme naturellement bon, et elle n'est pas non plus un état psychique où l'on se sent bien. Cette paix est surnaturelle, elle rayonne sur le visage émacié, éclairé d'un feu intérieur, des saints sur les icônes, elle est le fruit d'un combat parfois épuisant contre les « passions », elle éclaire ces visages d'une « douloureuse joie ». Cette paix est un don de Dieu.

« Pour la paix du monde entier, la prospérité des saintes Eglises de Dieu, et l'union de tous, prions le Seigneur ». Après avoir demandé la paix d'en haut, nous tournons nos regards vers les besoins de ce monde, dans un acte d'intercession pour

les souffrances des hommes. La paix du monde concerne les états en guerre, mais également toutes sortes de conflits collectifs et individuels, de même que la nature (les cataclysmes), les végétaux et les animaux, toute cette nature entraînée par l'homme dans sa chute. Telle est la dimension « cosmique » de la liturgie. La paix s'applique à l'ensemble de la création divine (sans oublier l'union des Eglises), destinée à devenir un lieu où toutes les créatures pourront vivre dans la concorde et l'amour.

Le baiser de paix, dont on peut regretter que, dans les Eglises orthodoxes, il soit réservé au clergé, précède la récitation du Credo. L'affirmation de notre foi, qui ne saurait être un simple exposé de vérités abstraites, découle ainsi de la relation d'amour avec nos frères. C'est l'amour, rayonnant dans la paix de la communauté, qui éclaire notre foi, et notre foi qui donne à l'amour sa rectitude.

La transmission de la paix (« Paix à tous ! ») souligne les temps forts de la liturgie, invite à renouveler l'attention, nous pénètre toujours plus de la paix du Christ qui surpasse tout entendement.

Va en paix !

Avec l'ultime exclamation : « Sortons en paix ! », nous sommes invités à retourner dans le monde, porteurs de la paix venue d'en haut, ayant pour mission de la faire rayonner autour de nous. En nous la paix est devenue le fruit d'un combat intérieur et d'une grâce, celle de la personne même de Jésus qui donne son corps et son sang en nourriture.

Dans sa dynamique profonde, la paix nous projette alors sur un au-delà, nous donne un avant-goût du Royaume. Au soir de sa vie, le juste Siméon s'écrie : « Maintenant, Seigneur, laisse aller ton serviteur en paix... » (cantique repris à vêpres). Et l'antienne du dimanche nous rappelle gravement : « Heureux les pacificateurs, car ils seront appelés Fils de Dieu ». Le Christ lui-même nous renvoie à nos occupations, transformés, guéris, réconciliés : « Va en paix, ta foi t'a sauvé. »

* Prêtre orthodoxe, professeur à l'Université de Poitiers.

TEMOIGNAGES ORTHODOXES SUR LA PAIX

Acquiers la paix intérieure, et des foules d'hommes seront en paix autour de toi.

(Saint Séraphin de Sarov)

*
**

Le Seigneur dit : « Bienheureux les pacifiques ». Et je me suis dit : « Je vais passer une partie de mon temps en prière silencieuse, et, dans le temps qui me reste, je tâcherai d'apporter la paix aux hommes ». J'allai m'installer dans une cellule voisine de celle d'un frère au caractère coléreux. Tout en parlant avec lui, je me mis à l'exhorter de vivre en paix avec tous et de pardonner à tous. Il patienta un moment, puis explosa contre moi avec une telle violence que je dus même quitter ma cellule et ne pus qu'à grand-peine lui échapper. Ensuite, je pleurai longuement devant Dieu de ce que la paix n'avait pu être gardée. Je compris qu'il faut chercher la volonté de Dieu et vivre comme le Seigneur le désire, et ne pas s'inventer pour soi-même des exploits ascétiques. J'ai commis bien des erreurs de ce genre.

(Starets Silouane)

*
**

« Seigneur, Tu vois que les démons n'empêchent de prier. Inspire-moi ce que je dois faire pour que les démons me quittent ».

Et le Seigneur dit dans mon âme :

« Les âmes orgueilleuses souffrent toujours des démons ».

Et je dis : « Seigneur, fais-moi comprendre quelles doivent être mes pensées pour que mon âme trouve l'humilité ».

Et je reçus cette réponse dans mon âme :

« Tiens ton esprit en enfer, et ne désespère pas ».

A partir de ce moment, je commençai à faire cela, et mon âme trouva la paix en Dieu.

(Starets Silouane)

*
**

L'âme ne peut avoir de paix si elle ne demande pas de toutes ses forces au Seigneur le don d'aimer tous les hommes.

(Starets Silouane)

*
**

Si nous n'aimons pas nos ennemis, nous n'aurons pas de paix dans nos âmes.

(Starets Silouane)

Ne pense pas que le Seigneur t'aime si tu regardes quelqu'un avec hostilité. Oh ! non. Ce sont plutôt les démons qui t'aiment, car tu es devenu leur serviteur ; mais ne tarde pas, repens-toi, demande au Seigneur la force d'aimer ton frère et tu verras la paix dans ton âme.

(Starets Silouane)

*
**

Lorsque ton âme sera devenue tout à fait humble, tu trouveras la paix parfaite.

(Starets Silouane)

*
**

Il n'y a rien de meilleur que la paix en Jésus Christ, cette paix qui repousse tous les assauts des esprits mauvais, répandus dans l'air (cf. Eph., VI, 12) et sur la terre...

L'homme montre qu'il a une âme raisonnable, s'il plonge son intelligence à l'intérieur de soi-même et accomplit une activité en son cœur. Alors la grâce de Dieu se répand en lui, et il se trouve en paix et, par suite, en dehors de ce monde ; il est en paix, car il a une bonne conscience ; il est en dehors de ce monde, car son intelligence contemple en son intérieur la parole de Dieu : « Il a sa demeure en Sion » (Ps., LXXVI, 3).

Peut-on ne pas se réjouir en voyant le soleil des yeux du corps ? Mais combien plus grande est la joie quand l'intelligence voit de son œil intérieur le soleil de sainteté, le Christ ? Alors on se réjouit dans la paix des anges ; l'apôtre en parle : « Notre cité est dans les cieux » (Phil., III, 20).

Celui qui reste dans une disposition de paix puise les dons spirituels comme avec une cuiller.

Les saints pères se trouvaient en un état de paix et, protégés par la grâce de Dieu, avaient une longue vie.

Quand l'homme a atteint l'état de paix, il fait rayonner sur les autres la lumière d'une raison éclairée. Au-paravant, il doit répéter ces paroles... : « Hypocrite, ôte d'abord la poutre de ton œil » (Matth., VII, 5).

Cette paix, ce trésor inestimable, notre Seigneur Jésus Christ l'a laissée à ses disciples avant sa mort...

On doit s'efforcer de toute façon de garder la paix de l'âme et de ne pas être troublé par les offenses qui viennent du prochain. Pour en arriver là, il faut réprimer de toutes ses forces la colère et porter toute son attention à éloigner de l'esprit et du cœur les impulsions néfastes.

Il faut supporter les offenses avec indifférence et se créer une disposition de l'esprit, comme si ces offenses ne nous regardaient pas et concernaient d'autres personnes.

Cet exercice peut assurer au cœur humain la tranquillité et en faire une demeure de Dieu.

S'il est impossible de ne pas s'émouvoir, il faut chercher au moins à retenir la langue, selon le psalmiste : « Dans mon agitation, je ne puis parler » (Ps., LXXVII, 5).

Pour garder la paix de l'âme, il faut bannir l'abattement, il faut tâcher d'avoir un esprit joyeux, et exempt de tristesse. Quand l'homme manque grandement de ce qui est nécessaire pour le corps, il lui est difficile de dominer le découragement ; cela concerne évidemment les âmes faibles.

Pour conserver la paix intérieure, il faut aussi éviter soigneusement de blâmer les autres. On conserve la paix en ne jugeant pas le prochain, en gardant le silence. En cet état, l'esprit reçoit les révélations divines.

Pour se défaire de l'habitude de critiquer, il faut porter son attention sur soi-même et ne pas recevoir, de qui que ce soit, des pensées étrangères ; il faut être mort à tout. Il faut souvent entrer en soi-même et se poser la question : « Où suis-je ? ».

(Saint Séraphin de Sarov)

*
**

Le bien-être commun est assuré par la charité mutuelle. Oh ! quelle vie heureuse auraient-ils tous, s'ils s'aimaient les uns les autres ! Alors, il n'y aurait pas de guerre avec ses terribles et déplorables carnages ; il n'apparaîtrait pas en peu de temps une multitude de veuves pleurant leurs maris, d'orphelins pleurant leurs pères, de pères et mères pleurant leurs enfants, tous ceux-là que le fléau de la guerre frappe en masse subitement.

La querelle et la guerre sont l'indice que la charité est détruite. Si la charité existait, il n'y aurait pas de brigandages, de vols, de rapines, d'assassinats, de violences, de déprédations, d'astuces, de flatteries, de reproches, de médisances, d'injures et d'autres calamités mortelles pour le christianisme, à cause desquelles tant d'hommes souffrent, pleurent et meurent prématurément ! Car tout cela, ce sont les signes que la charité est chassée au loin...

(Saint Tikhon Zadonski)

LE CONSEIL ŒCUMENIQUE ET LE COMBAT POUR LA PAIX

par le Pasteur Jacques Maury *

Il faut souligner d'emblée que la préoccupation de la paix a, depuis toujours, été au cœur du Conseil Œcuménique des Eglises (C.O.E.). Il n'y a du reste pas de quoi surprendre si l'on se rappelle combien la période, où sa création se préparait, était marquée par la menace de plus en plus précise de la deuxième guerre mondiale.

C'est, en effet, en 1937 que les rassemblements successifs en Grande-Bretagne du mouvement « Vie et Action » et du mouvement « Foi et Constitution » ont décidé le principe de sa formation. C'est d'ailleurs la guerre qui a empêché qu'elle ne voie le jour officiellement comme c'était prévu en 1940 ou 1941. Et quand en 1948 se réunit enfin l'Assemblée constitutive d'Amsterdam, il n'est pas besoin de souligner combien présent encore était le traumatisme profond causé par la deuxième guerre mondiale. Il est du reste significatif de remarquer à quel point ce contexte guerrier a accéléré la prise de conscience œcuménique. C'est en grande partie à cause de l'horreur de la première guerre que nombre des rescapés des champs de bataille ont réalisé la profonde contradiction avec la foi chrétienne qu'ont pu représenter les bénédictions dispensées par les Eglises sur les combattants des deux camps ; de sorte que c'est au nom de Jésus Christ qu'ils avaient été appelés à s'entretuer. C'était bien « Gott mit uns » des deux côtés. Ainsi ces hommes ont-ils réalisé d'avantage l'urgence de l'unité chrétienne par-dessus toutes les frontières. Il est même dramatique qu'il ait fallu une telle tragédie pour prendre conscience de la portée exigeante du Règne du Seigneur de la réconciliation.

Le combat pour la paix s'est donc bien clairement inscrit d'emblée dans la volonté œcuménique. Et il n'est pas étonnant que l'un des premiers organismes créé dans le cadre du Conseil Œcuménique des Eglises ait été la Commission des Eglises pour les Affaires Internationales (CEAI).

Sans passer en revue toutes les étapes successives de l'engagement commun des Eglises membres du C.O.E. dans ce combat persévérant, je peux me référer, par exemple, à



la substantielle déclaration adoptée par la troisième Assemblée générale du C.O.E. (New-Delhi, 1961) sur « la paix et la sécurité internationale » commençant par la phrase suivante :

« La guerre étant une offense à Dieu, il est du devoir du chrétien de faire tout ce qui est en son pouvoir pour la prévenir et même l'éliminer... ».

Je puis citer aussi, à titre de simples exemples, deux événements auxquels il m'a été donné de participer personnellement : la tenue à Amsterdam, en novembre 1981, d'un « International hearing » sur le désarmement nucléaire convoqué par le C.O.E. Dix-huit représentants des Eglises membres, de toutes les parties du monde, y ont entendu, pendant une semaine, une trentaine d'experts en matière de stratégie nucléaire venus essentiellement des deux super-puissances (USA, URSS), et de quelques autres pays, et ont ensuite débattu des initiatives possibles à prendre par les Eglises dans le sens du désarmement.

Deuxième exemple : en novembre 1984, la CAEI du C.O.E. réunissait, au Japon, une vaste consultation sur la paix dans le Nord-Est asiatique. Il y est vite apparu que la séparation du peuple coréen, dont l'unité remontait à presque un millénaire, entre deux Etats séparés d'une manière dont nous ne pouvons imaginer la radicalité, constitue la plus grande menace de conflit dans cette région

du monde, et probablement pour le monde entier.

Suite à cette consultation, et grâce aux efforts persévérants des responsables de la CAEI, il a été possible, pour la première fois depuis la guerre de Corée, de rassembler, au mois de septembre dernier, à Glion en Suisse, quelques représentants des Eglises protestantes de Corée du Sud et de ce qu'il reste, et qui est difficile à évaluer, de la communauté chrétienne évangélique de Corée du Nord.

Nous avons vécu là des moments d'une intensité émotionnelle profonde. Pour le comprendre, il faut réaliser que la coupure est telle que des milliers et sans doute des dizaines de milliers de Coréens séparés par le 38ème parallèle sont, depuis 30 ans, dans l'ignorance totale sur le sort de leur mari, de leur épouse, de leurs parents, de leurs frères et sœurs... Pour nos frères Coréens c'était donc un moment quasi-miraculeux. Quant à moi, je n'ai, je crois, jamais ressenti aussi profondément à quel point il est vrai qu'en Jésus Christ, Dieu veut, et peut, « renverser les murs de séparation » les plus épais et les plus durables. Et ceci grâce à la persévérance de quelques chrétiens. Je ne sais, bien sûr, pas quelles seront les suites de cette rencontre, mais le fait est qu'elle a permis d'ouvrir une brèche et constituée ainsi une bien grande promesse.

Sans pouvoir ici, faute de place, évoquer encore bien d'autres exemples, il me faut noter cependant combien, dès le début et de manière constamment croissante, la préoccupation de la justice a été étroitement liée à cette action pour la paix. Sans doute l'arrivée massive, à partir des années 60, des Eglises du Tiers monde dans le Conseil Œcuménique des Eglises a-t-elle particulièrement contribué à souligner cette dimension. Ainsi a-t-il été plus aisé de reconnaître combien dans le message biblique lui-même « justice » et « paix » s'appartiennent mutuellement.

Cette conscience a atteint son point culminant lors de la sixième Assemblée générale tenue à Vancouver en juillet-août 1983, autour du thème : « Jésus Christ la vie du monde ». On peut reconnaître l'expression centrale de la dynamique qui a traversé

* Président de la Fédération Protestante de France et Co-président du Groupe mixte de travail COE-ECR.

toute cette Assemblée dans la double citation suivante : « La vision biblique de la paix, qui implique la justice pour tous, l'intégrité, l'unité de tout le Peuple de Dieu ne constitue pas, pour les disciples du Christ, une option parmi d'autres ; c'est un impératif de notre temps... plus que jamais, il est indispensable que les chrétiens et les Eglises s'unissent dans leur lutte pour la paix et la justice ».

Bien des impulsions venues de délégations d'Eglises arrivées des quatre coins du monde, et aussi de tous les points chauds du monde contemporain, expliquent comment le souci de la paix et de la justice est devenu un tel point de cristallisation. Il convient de souligner particulièrement l'interpellation dont étaient porteurs les délégués des Eglises d'Allemagne de l'Est, avec l'appel qu'ils ont lancé pour la convocation d'un Concile universel pour la paix, reprenant une intuition datant des années d'avant-guerre du célèbre théologien martyr allemand Dietrich Bonhoeffer.

Toujours est-il qu'une des conclusions majeures de la Conférence a été formulée dans les termes suivants :

« Jésus Christ est la vie du monde. Cette vie doit s'exprimer dans la justice et la paix pour le monde entier, et dans le respect de l'intégrité de toute la création. Toutes les Eglises membres devraient s'efforcer, dans toutes leurs dimensions, de s'engager pleinement, sur le plan ecclésial, spirituel et politique, en faveur de la justice et de la paix, et cette démarche devrait constituer l'un des objectifs de tous les programmes du COE. La justice, la paix et l'intégrité de toute la création ne sont pas séparables ».

Trois ans après Vancouver, où en sommes-nous ?

Il faut noter tout d'abord que l'appel à un concile universel pour la paix est toujours là. Il a été repris fortement, cette fois, par la chrétienté évangélique allemande de l'Ouest. Dès 1984, le Kirchentag, vaste rassemblement de laïcs, regroupant tous les deux ans entre 100 000 et 200 000 personnes, en a relancé le mot d'ordre, en particulier sous l'impulsion d'un de ses principaux responsables, le professeur Carl Friedrich von Weizsäcker, physicien de renom qui, à l'instar d'Oppenheimer, s'est dans les années de l'immédiat après-guerre courageusement signalé à l'attention générale par son objection de conscience à la poursuite de la recherche nucléaire. Dans les mois

qui suivirent le Kirchentag, plusieurs Eglises régionales allemandes puis l'Eglise évangélique en Allemagne elle-même (EKD) apportaient à leur tour leur appui, appuyées d'ailleurs par d'autres Eglises européennes comme la Fédération des Eglises protestantes d'Italie.

Pendant ce temps, le COE s'efforçait de répondre au mandat donné par l'Assemblée de Vancouver et décidait très vite le principe d'une Conférence mondiale sur « la Justice, la Paix et l'Intégrité de la Création » pour le moment planifiée pour 1990.

On peut à la fois être frappé par la convergence du projet allemand et de celui du COE et se demander s'il n'y a pas là une concurrence inutile. Tout le monde l'a bien aperçu et sans qu'il soit encore possible de dire exactement comment on peut, aujourd'hui, prévoir qu'ils conflueront. Il faut, cependant, leur reconnaître des différences d'accentuation. Tandis que la formulation allemande se concentre exclusivement sur la paix, à cause de l'ampleur massive du débat sur l'armement et le désarmement nucléaire, celle du COE, fidèle à l'insistance de l'Assemblée de Vancouver, refuse d'isoler le problème de la paix de celui de la justice - qui est même premier dans le titre - et de celui de l'intégrité de la création. Mais, il n'y a assurément là aucune opposition de fond. Si l'on interroge, par exemple, le professeur von Weizsäcker, il répond que, bien

évidemment, la recherche de la paix implique celle de la justice et celle d'une vraie maîtrise des défis écologiques.

Une autre difficulté vient aussi du recours par les Allemands au terme « Concile » qui n'a assurément pas la même connotation dans les différentes familles ecclésiales. De sorte qu'il suscite immédiatement un débat ecclésiologique paralysant.

Est survenue d'autre part, l'hiver dernier, l'invitation pontificale à la Journée d'Assise du 27 octobre. On a peut-être pu regretter le caractère unilatéral de sa convocation qui aurait sans doute eu plus de sens si elle avait pu être largement concertée par avance. Il n'empêche qu'elle a représenté un événement d'importance, qui a eu, comme on le sait, un véritable impact sur les médias, et a manifesté à son tour l'existence d'une attente croissante sur l'engagement commun des Eglises... et des religions non chrétiennes dans la défense de la paix. En élargissant ainsi le rassemblement, elle a d'ailleurs ajouté une autre dimension et un nouveau défi qu'il faudra évaluer et relever : la relation des Eglises chrétiennes avec les autres religions dans ce domaine.

Par ailleurs, le C.O.E. s'est efforcé de préciser ses premiers plans pour la Conférence 1990 sur « la Justice, la Paix et l'Intégrité de la Création ». Son Comité central, qui se réunira fin janvier, devra en discuter l'essen-



Manifestation pour la paix. (Photo du C.O.E.)

tiel, consigné dans le rapport d'une large consultation réunie début novembre à Glion. Quelques-uns des aspects récents de la crise contemporaine y sont évoqués comme illustrations des urgences actuelles dans les trois domaines envisagés : le problème de la dette internationale qui épuise tant de pays du Tiers monde (justice). L'échec des conversations russo-américaines de Reykjavik (paix). Après l'accident spectaculaire de Tchernobyl, l'énorme pollution du Rhin provoquée, durant le temps même de la consultation, par l'accident des usines chimiques de Bâle (intégrité de la création). Dans un monde aussi dangereusement instable, il est vrai que l'urgence d'une mobilisation pour les trois objectifs rassemblés dans le titre de la Conférence projetée s'impose à l'évidence. C'est face à ce monde-là et pour lui que les Eglises doivent se mobiliser ensemble, aussi largement que possible, sous le signe d'une véritable « alliance » pour la justice, la paix et l'intégrité de la création.

Il y aura assurément d'ici 1990 tout un processus de préparation, peut-être une série de rassemblements régionaux et une sensibilisation de tout le peuple.

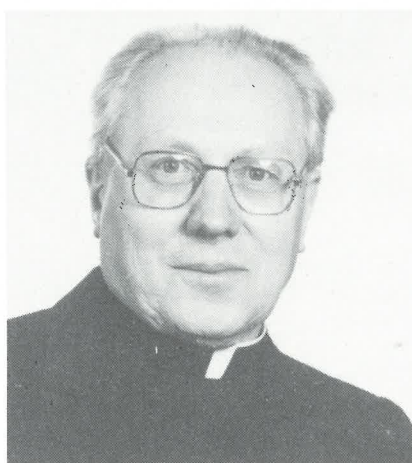
Qu'on me permette de mentionner aussi une espérance que je ne suis pas le seul à nourrir : que cette assemblée, cette « convocation » mondiale puisse ne pas être l'affaire du seul Conseil Œcuménique, mais qu'elle soit sa décision conjointe avec l'Eglise catholique romaine, voire avec d'autres Eglises encore et qu'elle devienne ainsi une véritable réponse à l'ambition allemande d'un concile universel. Même s'il faut très vraisemblablement renoncer au terme « Concile » qui, pour les raisons évoquées plus haut, soulève trop de difficultés.

Une remarque enfin : l'accumulation des menaces d'aujourd'hui ne devrait pas enfermer la Conférence à venir, et tout ce qui la préparera, dans une perspective défensive. C'est à une lutte constructive pour la paix, la justice et un exercice responsable de la maîtrise sur la création que sont appelés les chrétiens et leurs Eglises s'ils veulent répondre en fidélité à leur vocation d'artisans, de fabricateurs de paix.

Il ne s'agit pas seulement de maintenir, tant bien que mal, un état de non-guerre, d'ailleurs absent en bien des coins de la planète, c'est la paix, dans sa plénitude, fondée sur la justice et la réconciliation, qu'il faut construire et les chrétiens ont une pierre irremplaçable à y apporter.

Assise, une démarche audacieuse

par Mgr Gérard Leman *



Le souvenir le plus intense que je garderai de la Rencontre de prière pour la paix à Assise, le 27 octobre, est celui du silence qui a suivi la lecture de l'Evangile pendant la prière chrétienne dans la cathédrale San Rufino, un long silence, grave, recueilli, fraternel comme l'étaient d'ailleurs ces deux heures et demie de prière où la parole de Dieu et la méditation silencieuse ont tenu une si grande place. Méditant ce passage de l'entretien de Jésus avec ses disciples après la Cène où il dit : « Je vous laisse la paix, je vous donne ma paix », je me suis arrêté sur une des phrases de Jésus à ses disciples : « Si vous m'aimiez, vous vous réjouiriez de ce que je vais au Père car... ». Et je me suis dit alors : si l'on demandait à des chrétiens de terminer la phrase, trouveraient-ils, aurais-je trouvé moi-même la bonne réponse, qui correspond aux sentiments profonds de Jésus de Nazareth ? N'aurais-je pas dit quelque chose comme : « Vous vous réjouiriez de ce que je vais au Père car le Père m'aime » ou bien « car le Père et moi vous enverrons l'Esprit » ou bien tout simplement « car j'aime mon Père et retourne vers Lui ». Qui d'entre nous aurait pu deviner ce que Jésus ajoute : « Vous vous réjouiriez de ce que je vais au Père CAR LE PERE EST PLUS GRAND QUE MOI ».

Qui aurait pensé à cela ? Pourquoi devons-nous nous réjouir du départ

de Jésus parce que le Père est plus grand que lui ?

Je vous appelle mes amis

Regardant alors dans le chœur de la cathédrale San Rufino les disciples du Christ assis en silence, les uns à côté des autres, tandis que le siège cathédral était vide, ce fut en moi comme une lumière, une joie très forte. « Le Père est plus grand que moi » : cette affirmation me rendait soudain Jésus de Nazareth plus proche, comme s'il était l'un d'entre nous. Il ne nous appelait plus ses serviteurs, mais ses amis. Et pendant ce long silence qui tenait lieu d'homélie, j'imaginais chacun des disciples du Christ - le pape Jean-Paul II de Rome, le métropolite Filaret de Kiev, l'archevêque Runcie de Canterbury et tant d'autres - revivant cet entretien de Jésus avec ses amis après la Cène, réunis par son Esprit dans une même prière.

Quel plus beau témoignage de l'Eglise du Christ pour la paix que celui-là : les disciples de Jésus de Nazareth se retrouvant dans une méditation et une prière communes pour demander au Père par Jésus Christ d'envoyer dans le monde son Esprit de justice et de paix, de faire tomber les barrières qui divisent les chrétiens et les hommes, de faire croître dans la justice et la réconciliation, chacun avec sa culture propre, les peuples d'Asie et d'Afrique, ceux d'Amérique latine et d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Océanie.

Il fallait bien une langue commune pour cette longue intercession et pour la récitation finale du Notre Père. C'est l'anglais qui fut choisi. Par l'acceptation réaliste de cette langue humaine parmi d'autres, les disciples du Christ ne témoignaient-ils pas de l'Incarnation du Seigneur et de son Eglise dans l'humanité pour la sauver ? Ce moment du Notre Père récité par tous en anglais fut pour moi l'émergence la plus claire de la manière dont l'Eglise du

* Délégué général de PAX CHRISTI - FRANCE.

Christ veut être signe et instrument
de paix parmi les hommes.

Ubi Deus, ibi Pax

Tout cela à huis clos, me dira-t-on, dans la « maisonnée de l'œcuménisme ». Oui, mais le soir même la maisonnée s'ouvrait sur le monde. Quand vint leur tour de prier Dieu pour la paix en présence d'autres hommes religieux, les chrétiens affirmèrent clairement que « la Paix de Dieu qui surpasse toute intelligence (Ph. 4, 7) appelle, en tant que vocation chrétienne spécifique, notre réponse personnelle et communautaire, dans la foi, l'espérance et la charité, en prière, action et souffrance ».

Démarche audacieuse dont François d'Assise devait se réjouir. Sa présence était en quelque sorte tangible dès le matin du 27 octobre où Jean-Paul II s'était longuement arrêté devant la chapelle de la Portioncule avant de recevoir chaque délégation. Elle le fut plus encore à la fin de la Rencontre où la prière pour la paix du pauvre d'Assise, humble créature de Dieu vouée à l'amour universel, fut le dernier acte de cette journée.

Comme il aurait été heureux le Frère François d'entendre la prière émouvante du grand rabbin de Rome ou voir les Amérindiens fumant le calumet de la paix en regardant le ciel où notre frère Soleil était bien lointain et notre sœur la pluie plutôt froide ! Comme il aurait partagé avec joie le pain de 1,20 m et de 5 kg apporté de Paris comme présent par un juif venu à Assise avec la délégation de Pax Christi-France, un pain sur lequel le mot paix s'inscrivait dans plusieurs langues ! Comme sa joie aurait été parfaite en entendant le premier serviteur de l'Eglise catholique réaffirmer « son humble conviction que la paix a pour nom Jésus Christ ».

Sans doute, Assise fut plus une Rencontre de prière au sommet qu'un grand rassemblement communautaire qu'il eut été impossible de réaliser sur quelques heures en un même lieu. Mais la preuve a été faite que partout dans le monde, un profond et puissant courant d'opinion s'est formé. J'en parle en connaissance de cause puisqu'à Pax Christi, plus de 40 000 cartes de soutien ont été effectivement diffusées, alors que des efforts pour la paix du même genre les années précédentes n'atteignaient que quelques milliers de personnes. Qui pourra dénombrer aussi les



Le pape Jean-Paul II et le Dr Runcie, archevêque de Cantorbéry, à la rencontre d'Assise, à la sortie de la cathédrale San Rufino où a eu lieu la prière œcuménique des chrétiens.

multiples veillées, jeûnes, rencontres interreligieuses, célébrations qui se sont faits autour du 27 octobre dans les communes de France et partout dans le monde ?

Comme si l'on retrouvait de plus en plus la vraie mesure de la paix entre les hommes : la quête de la paix est inséparable de la quête de Dieu. Les pionniers qui ont fondé la Conférence Mondiale des Religions pour la Paix, dont une section s'est créée en France fin 1986 à l'initiative de Jacqueline Rougé, avaient bien compris la nécessité de manifester ce lien : là où est Dieu, là est la Paix.

Quelle joie de lire quelques heures avant la Rencontre ces mots inscrits dans la pierre même d'Assise sur le Mont Subasio, à l'ermitage des Carceri où François se retirait dans la solitude avec quelques disciples. Ubi Deus, ibi Pax. Seule la langue latine pouvait écrire en si peu de mots cette équation universelle : où (est) Dieu, là (est la) paix. C'est le message qui peut, à mon sens, résumer le plus clairement la Rencontre d'Assise. Heureux tous ceux qui le recevront, quelle que soit leur famille religieuse, et deviendront des artisans de paix puisqu'ils seront appelés fils de Dieu.

VIOLENCE CRÉATRICE

(Frère ROGER, de TAIZE)

Violence des pacifiques ! Tout l'esprit d'Evangile capable de porter la révolution sur la terre serait-il condensé dans cette apparente contradiction ?

Que l'on ne s'y trompe pas. Il ne peut s'agir de n'importe quelle violence. Celle qui s'empare du royaume est créatrice. Elle n'est pas empreinte de besoin de puissance.

Au nom du Christ, il est possible d'engager des croisades de colère, d'imposer aux autres ses options partisans, un esprit de secte et de révolte, un purisme quelconque. Dans l'histoire, on s'est entretenu en son nom. Quelques-uns, par leur seule plume, ont discrédité la personne humaine. La violence destructrice entre chrétiens, la révolte des uns et la contre-offensive des conservatismes font s'écrouler de vastes pans de l'Eglise de Dieu.

Susciter la violence destructrice entre baptisés, n'est-ce pas crucifier le corps du Christ au nom de motivations soi-disant élevées ? Loin de s'emparer du royaume, n'est-ce pas s'y rendre inapte ?

François d'Assise, Homme de Paix

par Frère Guirec Le Page, capucin

Assise, « ce haut-lieu que le rayonnement spirituel du Poverello a rendu universel, patrimoine de tous les hommes de bonne volonté » (Card. Etchegaray) a rassemblé récemment des croyants de toutes races, cultures et religions. A l'invitation de Jean-Paul II, ils venaient, chacun à sa manière, prier le Dieu de la Paix : qu'elle prenne corps entre les nations et les hommes !

L'histoire a retenu de François l'image d'un « faiseur » de paix. Son siècle, le XIII^{ème}, était violent : croisades à l'extérieur des frontières, guerres fratricides à l'intérieur, révoltes armées dans les villes, brigandages dans les campagnes... Dire la paix pour l'homme d'Assise relevait de l'utopie. François s'y risqua. Le monde ne fut guère modifié, mais le cœur des disciples s'éveilla au refus des armes, à la non-violence, à la paix de Dieu.

C'était bien là sa victoire : convertir le cœur de l'homme. Il n'avait d'autre stratégie que la folie de l'amour.

Pauvre, chaque homme est d'autant plus respectable, que se reconnaît en lui l'infinie tendresse de Celui qui en son Fils s'est fait pauvre afin que tout soit réconcilié : le soleil et les herbes, les loups et les hommes. C'est l'image de la petitesse, de la fragilité, du « mineur » qui désarme la violence. Offrir son corps nu, comme le suggère sa compagne Claire, pour vaincre l'emprise des guerriers.

La prière inlassablement entreprise, soit. Car il n'y a de paix véritable que celle qui naît de l'action de Dieu « Prince de la Paix ». Mais aussi la simplicité du pauvre qui s'insère dans le conflit d'un évêque et du podestat de sa ville : « Bienheureux, leur fit-il chanter, ceux qui pardonnent par amour pour Toi ». Mais aussi l'audace qui le pousse à franchir les lignes des croisés pour se présenter les mains ouvertes devant le Sultan et s'en faire un ami. Mais aussi le réalisme qui nourrit les corps des brigands avant de solliciter le renouvellement de leur cœur. Plus

encore, la force de se mettre en paix avec soi-même quand tout chavire de ses ambitions et découvrir alors dans les faits la communion profonde avec le Crucifié dont on s'est fait l'amant.

La paix est œuvre de Dieu. « Donneleur ta paix ! » supplie Jésus. Offre ta plénitude, pouvait continuer François, celle qui comble les attentes de chacun parce qu'elle s'appelle justice, celle qui transforme les cœurs parce qu'elle s'appelle charité.

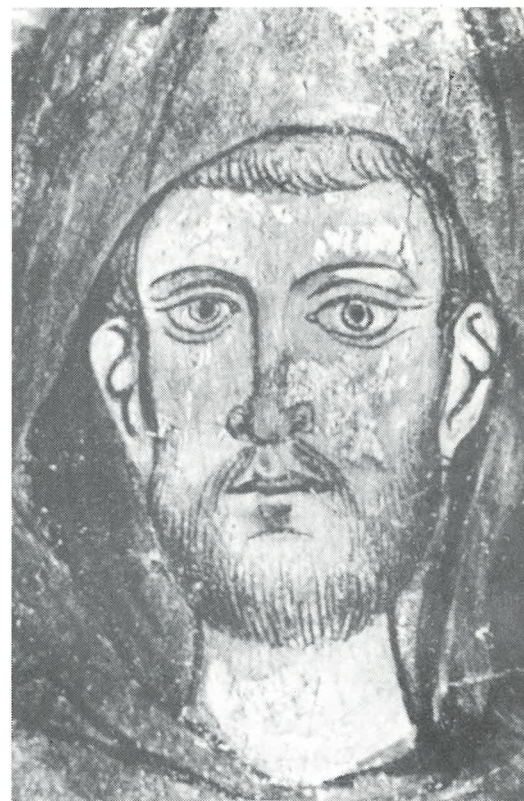
Comment renvoyer quelqu'un en paix s'il n'a pas pris la mesure de sa dignité ? En recueillant un jour sur la bouche le baiser d'un lépreux, François a goûté cette paix divine. « Tout homme est homme », quelles que soient sa race, sa foi, les plaies de son visage ou celles de son cœur. Faute de quoi, c'est la guerre.

CONSTRUIRE LA PAIX

(VATICAN II)

Les chrétiens collaboreront de bon gré et de grand cœur à la construction de l'ordre international qui doit se faire dans un respect sincère des libertés légitimes et dans l'amicale fraternité de tous. Ils le feront d'autant plus volontiers que la plus grande partie du globe souffre encore d'une telle misère que le Christ lui-même, dans la personne des pauvres, réclame comme à haute voix la charité de ses disciples. Qu'on évite donc ce scandale : alors que certaines nations, dont assez souvent la majeure partie des habitants se parent du nom de chrétiens, jouissent d'une grande abondance de biens, d'autres sont privées du nécessaire et sont tourmentées par la faim, la maladie et toutes sortes de misères. L'esprit de pauvreté et de charité et, en effet, la gloire et le signe de l'Eglise du Christ.

Lorsque l'Eglise, en vertu de sa mission divine, prêche l'Evangile à tous les hommes et leur dispense les trésors de la grâce, c'est partout qu'elle contribue à affermir la paix et à établir entre les hommes et les peuples le fondement solide d'une communauté fraternelle : à savoir la connaissance de la loi divine et naturelle.



*Le plus ancien portrait
de François d'Assise.
Chapelle de Subiaco.*

Philippines : Eglise - Foi - Non-violence

par Pierre de Charentenay *

Un jeune prêtre célébrant sa première messe dans une manifestation, des chars entourés de religieuses et de laïcs portant chapelets ou statues de la Vierge, un cardinal appelant à descendre dans la rue : rarement l'Eglise n'a été aussi engagée, de nos jours, dans un changement politique.

C'était la révolution de février 1986 à Manille, il y a bientôt neuf mois.

Certains s'interrogent : l'Eglise n'a-t-elle pas été trop loin ? N'a-t-elle pas joué avec le feu en s'impliquant directement dans le renversement de M. Marcos ? Ne reste-t-elle pas prisonnière de son engagement d'alors ?

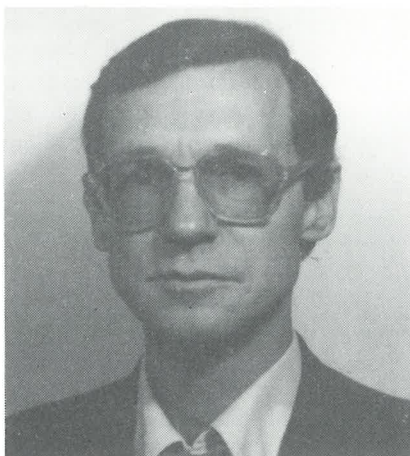
Questions légitimes : un regard sur l'histoire, l'analyse du changement survenu et la position adoptée aujourd'hui par l'Eglise peuvent les éclairer.

Une tradition de libération

A la fin du XIX^{ème} siècle, l'Eglise philippine se trouve dans une situation de déchirement : d'un côté les prêtres philippins sont prêts à tout, même à la violence, pour se libérer de la tutelle de l'Espagne (colonisateur jusqu'en 1898) puis de celle des Etats-Unis (colonisateur de 1898 à 1947). De l'autre les évêques, espagnols ou américains, appuient la puissance coloniale du moment pour empêcher toutes les tentatives de « subversion ». L'enjeu est à la fois politique (recherche de l'indépendance) et culturel (volonté des Philippins de gérer eux-mêmes leur Eglise).

Dès 1872, des prêtres se sont engagés dans des actions pour la libération du joug espagnol. Trois d'entre eux, les Pères Gomez, Burgos et Zamora, accusés d'avoir organisé une mutinerie à Cavite le 20 janvier 1872 sont exécutés. Dix autres prêtres philippins sont condamnés à l'exil.

Le mouvement indépendantiste clandestin « Katipunan » prend comme mot de passe les noms de ces trois prêtres exécutés, ce qui illustre bien la forte intégration des membres du



clergé indigène dans les mouvements politiques. L'indépendance politique et l'autonomie culturelle ne sont pas recherchées contre la foi ou contre l'Eglise. Malgré la position de la hiérarchie, les Philippins n'ont jamais identifié la foi avec l'oppression coloniale. Au contraire, elle fut un moteur dans leur recherche de libération.

Deux ans et demi d'incubation

Les événements de février 1986 manifestent la continuité de cette tradition : la foi n'a jamais été identifiée avec le pouvoir de M. Marcos malgré les efforts de celui-ci pour marquer son appartenance et sa fidélité à l'Eglise et malgré le retard des évêques à se désolidariser de ce régime.

Et, pourtant, bien malin qui aurait pu prévoir l'issue de ces événements. Des scénarios avaient été construits, ils ont tous été démentis par les faits.

Beaucoup pensaient que, si M. Marcos devait être un jour renversé, ce serait le fruit de la lutte des opposants les plus radicaux. Depuis 1971, en effet, une guérilla d'origine marxiste sévit dans plusieurs régions du pays. Pas encore assez puissante pour mettre en danger le régime, elle aurait pu devenir une menace sérieuse si M. Marcos était resté au pouvoir. Des chrétiens, laïcs, religieuses ou prêtres, ont été très actifs dans ces mouvements. On a pu se demander un moment si le scénario d'une révolution à la nicaraguayenne n'allait pas se reproduire : une révolution où communistes et chrétiens ont collaboré pour le renversement d'une dictature.

Or, les choses se sont passées bien différemment : la révolution a été totalement pacifique, et les forces d'extrême-gauche n'y ont joué aucun rôle. Elles ont refusé de suivre les voies proposées par l'Eglise et se sont trouvées complètement marginalisées de tout l'ensemble du processus de février. Etonnante révolution « non-violente ». Elle est le fruit d'une évolution de plusieurs années, qui s'est déroulée sur deux plans, politique et religieux. Rien n'aurait pu changer si ces deux transformations n'avaient été concomitantes. Les meilleures volontés du monde n'auraient pu agir et l'Eglise n'aurait pu se faire entendre si la scène politique n'avait pas été transformée en l'espace de deux ans et demi, période d'incubation avant l'explosion.

Le point de départ de ces évolutions se situe le 21 août 1983 au bas d'un escalier de descente d'avion : c'est là que le Sénateur Aquino est assassiné à son retour d'exil. Cet assassinat et le procès monté de toute pièce qui s'en est suivi ont renforcé les oppositions au Président Marcos. Rien ne pouvait, semble-t-il, enrayer la perte de crédibilité du régime. Chaque geste supplémentaire, chaque discours nouveau rendait le gouvernement plus impopulaire. Dans le même temps, la veuve du Sénateur, Cory Aquino, voyait croître sa popularité.

Pour enrayer cette hémorragie de la confiance, le président Marcos décida la tenue d'une élection présidentielle le 7 février 1986. Il espérait ainsi retrouver une nouvelle légitimité mise à mal par l'assassinat de son opposant et par le jugement qui avait acquitté les militaires soupçonnés d'avoir organisé cette liquidation. Cette manœuvre allait se retourner contre lui.

L'Eglise et les droits politiques

Ces élections présidentielles furent un défi au droit. Non dans leur principe, mais dans leur déroulement. Tout le monde sait que des manipulations des urnes, des tricheries dans le décompte des voix sont monnaie courante dans de telles circonstances aux Philippines. Il en a toujours été

* Directeur des « Cahiers de l'actualité religieuse et sociale » où l'article ici reproduit a paru en novembre dernier (n° 338, pages 24 à 29).

ainsi. Rien ne pouvait permettre de penser qu'il en serait autrement.

L'Eglise se trouvait alors devant un dilemme. Allait-elle préconiser le boycottage de cette consultation électorale ? Allait-elle s'engager en faveur d'un côté ou d'un autre ? L'option du boycottage a été largement évoquée.

Cette discussion a révélé des divergences à l'intérieur de l'Eglise elle-même. Les courants les plus à gauche parmi les catholiques, liés au Front Démocratique National d'obédience communiste, ont demandé à leur sympathisants de ne pas participer à l'élection.

La conférence épiscopale, en revanche, a opté pour la participation au vote. Mais elle ne s'est pas contentée d'appeler à remplir son devoir civique ; elle a patronné indirectement une organisation chargée de surveiller le bon déroulement de la consultation, la Namfrel, association de citoyens pour des élections libres. Tout le réseau de l'Eglise, écoles, radios locales, personnels divers, a été mis à la disposition de Namfrel. Ainsi 150 000 personnes étaient sur le pied de guerre en ce 7 février 1986. Leur but : faire que le vote démocratique soit respecté.

L'intervention de l'Eglise est donc manifeste. Le motif en est clair : que les citoyens soient respectés dans leurs droits politiques. Certains y ont vu un choix partisan ou une volonté d'orienter le vote. En fait, le seul désir de l'Eglise était que soit respectée la volonté des Philippins. La conférence épiscopale a appuyé et justifié cette option par une lettre pastorale, intitulée : « Il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes ». Elle fut lue dans toutes les paroisses le 2 février 1986, cinq jours avant l'élection.

Le jour de l'élection venu, ce qui devait arriver arriva : une tricherie de grande ampleur fut organisée par les partisans de M. Marcos. La Namfrel fit tout son possible pour l'empêcher.

Ses décomptes des voix montraient une disparité considérable avec les chiffres de l'organisation officielle, Comelec. La tricherie fut révélée au grand public philippin et à la presse internationale par la démission d'une trentaine de jeunes filles de Comelec, refusant de participer à la poursuite d'un décompte des voix manifestement trafiqué : elles se retirèrent publiquement de la grande salle où se déroulait le décompte officiel et se mirent à l'abri le lendemain dans une maison religieuse où le cardinal Sin vint les visiter.

Face à ce truquage massif des élections, la Conférence épiscopale intervint de manière plus vigoureuse encore dans sa déclaration du 14 février 1986. Soulignant que les résultats officiels étaient en train d'être faussés, elle déclarait en substance que le gouvernement de M. Marcos était illégal. Cette intervention très directe était tellement redoutée par le pouvoir que Mme Marcos s'est déplacée, en personne, à deux heures du matin pour demander au Président de la conférence épiscopale de ne publier aucun communiqué (1). Elle savait l'importance que de telles paroles auraient sur la population. Elle sentait aussi que les évêques n'appuyaient plus la politique de son mari.

Le rôle de l'Eglise a donc été déterminant dans l'évolution, mais elle n'aurait rien pu faire si le changement social n'avait pas été mis en route par l'assassinat du Sénateur Aquino.

A ce stade de la crise, rien n'était encore réellement accompli : pas de changement en vue, bien au contraire. M. Marcos faisait avaliser son décompte des bulletins électoraux par un Parlement à sa solde, qui le proclamait vainqueur. Au même moment, dans un autre secteur de la ville, Mme Aquino se proclamait gagnante de cette consultation. Cette situation pouvait durer longtemps, et le temps jouait pour M. Marcos. L'Eglise, semble-t-il, ne pouvait plus rien faire. Soucieuse de ne pas lancer elle-même les actions, elle s'en tenait à son rôle propre : tenir ferme, très ferme sur

les principes sans chercher à conduire l'événement pour son profit. Elle se contente de réagir avec discernement sur ce qui advient.

La révolution « miracle »

Dans cette situation incertaine, bloquée, de nouveaux événements ont précipité les changements. Sans l'avoir cherché, l'Eglise va de nouveau jouer un rôle déterminant pendant les quatre jours de la révolution, du 22 au 25 février 1986.

Des militaires furent les catalyseurs de l'évolution décisive qui permit une sortie de ce pourrissement dans l'illegalité. Le 22 février, le ministre de la défense, M. Juan Ponce Enrile, et le chef d'état-major adjoint des Armées, le général Fidel Ramos, menacés tous deux d'être mis en prison, décidèrent de faire sécession. Ils se retirèrent dans un camp militaire de Manille, où ils furent bientôt encerclés par des troupes restées fidèles au président Marcos. M. Enrile appela alors le Cardinal Sin, lui demandant de mobiliser les chrétiens pour venir les protéger dans leur camp. Ce que le Cardinal fit au moyen de la radio du diocèse, Radio-Vérité. Dès lors, et pendant quatre jours, des centaines de milliers de Philippins firent bloc entre les deux armées, masse humaine non-violente, interdisant l'attaque des « insurgés » par les « loyalistes »

(1) Voir les démêlés de la Conférence épiscopale avec le Nonce et le gouvernement dans l'article de Mgr Claver, Etudes, mai 1986.



A l'appel du cardinal Sin, le 23 février, les chrétiens formaient des « barrières humaines », bloquant pour les troupes fidèles à Marcos l'accès au camp des militaires rebelles.

(Photo Matsumoto-Sygma)

pourtant bien supérieurs en nombre, et en matériel.

Les images de ces quatre jours sont saisissantes. Un gros livre, « People power », les a immortalisées. On y voit des foules entourant les tanks, des jeunes tendant des fleurs à des soldats, des religieuses à genoux sur le goudron face à l'armée. Cet affrontement sans violence dura quatre jours et quatre nuits, favorisé par la saison sèche et la douceur du climat. L'issue en fut le départ de M. Marcos dans l'après-midi du 25 février.

Imprudence d'un Cardinal un peu inconscient des dangers qu'il faisait courir à des civils ? En fait, rien n'a été improvisé dans ces prises de position de l'Eglise pendant les quinze jours qui ont suivi les élections. Le Cardinal Sin réunissait quotidiennement, dans sa résidence, un conseil d'une douzaine de personnes, évêques, religieux, prêtres, laïcs, pour discuter de la stratégie à adopter. Les débats ont parfois été chauds. Mais, finalement, le Cardinal pouvait ainsi décider et agir en connaissance de cause et après avoir pris avis.

Le résultat fut un véritable « miracle ». C'est ainsi que tous nomment, encore aujourd'hui, ces quatre jours (2). Miracle parce qu'aucune violence n'a éclaté durant ces jours et ces nuits d'extrême tension, miracle parce qu'ils ont abouti à la libération du pays. Miracle parce que Dieu est resté présent pendant ces instants décisifs. Ouvrant la cérémonie de remise du doctorat Honoris Causa par l'Ateneo de Manila à Madame Aquino le 11 juillet 1986, le Cardinal Sin priait ainsi : « Nous te remercions, Père, pour le don de la libération, dans la révolution pacifique de février, et pour nous avoir mis sur le chemin de nouveaux commencements, dans l'espérance ».

La révolution de février reste, dans les souvenirs des Philippins, une expérience spirituelle collective : la libération et la paix en furent les fruits. Ce mélange de spirituel et de politique peut nous sembler étrange, car il n'est pas seulement le fruit de l'action conjointe de l'institution Eglise avec des groupes politiques. Mais, il a bien été vécu comme mélange du spirituel et du politique lui-même.

La meilleure preuve en sont les traces spirituelles toujours visibles dans les esprits. Malgré les peurs et les ru-

meurs, malgré des difficultés grandissantes, Madame Aquino poursuit sa mission. Pour elle, cette mission politique a une dimension religieuse.

On ne discute plus, ici, des relations entre Etat et Eglise, mais des capacités d'une nation à faire vivre en elle des valeurs fondamentales, celles qu'un chrétien enracine dans la foi.

N'embellissons pas trop la mariée. De larges catégories de la population ne vivent déjà plus la même expérience ; les militaires ont eu beaucoup de mal à suivre ce mouvement. Les groupes de la bourgeoisie financière et industrielle n'ont pas tous suivi non plus et ne veulent toujours pas suivre. Si l'expérience en cours aux Philippines devait ne pas réussir, ils porteraient certainement une responsabilité considérable dans cet échec.

L'Eglise en retrait

Cette présence spirituelle de la foi dans la vie nationale persiste. Mais l'Eglise comme institution s'est retirée de toute action directe sur la scène politique. La démocratie est rétablie ; les droits de l'homme sont respectés, le gouvernement met en place un système institutionnel nouveau. L'Eglise observe ce qui se fait sans faire de commentaire. L'épiscopat n'intervient plus. Il se contente de rappeler que le gouvernement est le seul responsable de la gestion du pays et annonce qu'il jugera sur pièce des réalisations accomplies.

Certains chrétiens regrettent que l'Eglise ait ainsi repris ses distances. Ils l'accuseraient presque de lâcheté ou d'irresponsabilité. Elle aurait lancé toute cette entreprise et serait donc responsable du nouvel état du pays. Voudrait-elle maintenant se retirer avec les honneurs sans se salir les mains ? A cela, les évêques peuvent répondre de deux manières : la première en rappelant que ce n'est pas l'Eglise qui a fait la révolution, mais qu'elle a seulement voulu dire la vérité à un moment crucial. La deuxième que la gestion d'une économie n'est pas de son ressort. Elle n'a jamais eu de prétention partisane ou politique.

Ce retrait officiel de l'institution n'empêche pas que de nombreuses personnes proches de l'Eglise restent actives dans la reconstruction institutionnelle du pays. Mais ceci est une toute autre affaire qui obéit à d'autres critères. Les chrétiens et, éventuellement, des prêtres peuvent et, parfois, doivent contribuer à la gestion de la cité. Leurs rôles dans la politique sont divers selon leur statut

dans l'institution Eglise, mais la présence des chrétiens est indispensable dans la reconstruction des Philippines.

Les soupçons sur le rôle de l'Eglise

En Europe, on soupçonne parfois l'Eglise philippine d'avoir profité de sa position dominante ou de s'être, pour le moins, laissée entraîner au-delà de ce qui est normalement acceptable pour le bon respect de l'indépendance entre l'Eglise et l'Etat. Et on craint les suites de cette imbrication des domaines.

Certes, les interventions de l'Eglise ont été éminemment politiques puisqu'elles touchaient l'organisation même du pays, et très radicalement. Mais, il y a différentes formes d'intervention : elles sont politiques dans leurs conséquences, pas dans leur motivation. La volonté des évêques était de rétablir le respect des droits de l'homme dans le pays. Ils l'ont fait en demandant que les élections soient libres, puis en empêchant la violence entre les armées. Jamais, ils n'ont été partisans. S'ils ont accepté la présence de Madame Aquino à la messe d'action de grâces organisée juste après le départ de M. Marcos, c'est parce qu'elle représentait le retour à l'état de droit, ou pour le moins la fin de l'illégalité.

Le fond de l'intervention de l'Eglise est donc strictement motivé par la volonté de respect des droits de l'homme, de la défense de l'homme et non de la défense d'un parti.

L'objectivité du rôle de l'Eglise en la circonstance a permis qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur le sens de son intervention. Cette objectivité, non contestée aux Philippines, sauf par le président Marcos et ses derniers partisans, a permis que la foi des Philippins puisse s'exprimer sans aucun sentiment d'ambiguïté. Il n'y avait plus ni riches, ni pauvres, ni tendance politique particulière, ni origine ethnique qui comptent face aux chars de M. Marcos. L'unanimité a rassemblé le pays dans un mouvement unique devenu événement fondateur.

Nulle part ailleurs, une révolution ne s'est déroulée sur un tel rapport entre l'Eglise et la société civile.

Expérience unique qui a fait dire que les Philippines avaient, désormais, une mission à jouer dans l'ensemble du Tiers monde.

(2) The « Miracle » of the Philippine revolution, Symposium organisé par la Loyola School of Theology, Loyola Papers n° 15, édité par Pedro de Achutegui, Ateneo de Manila University, 1986, 180 pages.

Une déclaration de foi et d'engagement par des chrétiens en Irlande du Nord

Belfast, le 24 juin 1986

Assassinats, incendies, menaces et violences en parole et en acte accroissent la tension chaque jour et répandent la peur dans toute la population de l'Irlande du Nord. Les activistes fanatiques et les faux dieux des partis exigent de nos communautés respectives une fidélité qui ne peut être donnée qu'au Christ. Les disciples du Christ, vivant ensemble dans ce pays, sont tenus d'affirmer à nouveau sa seule Seigneurie. En ce moment décisif, nous faisons la déclaration suivante de notre foi et de notre engagement.

1. - Nous croyons

Nous croyons que notre pays appartient à Dieu : pas aux Unionistes ni aux Nationalistes. Tous nous avons à y vivre et à le partager ensemble.

Nous pensons que toute vie humaine est sacrée. Tous les chrétiens doivent reconnaître que le meurtre est un

mal, quel qu'en soit l'auteur et quelle qu'en soit la raison. Le péché de meurtre est partagé par tous ceux qui y coopèrent avant, pendant ou après son exécution.

Nous croyons que pour nous notre obéissance au Christ est plus importante que le Nationalisme ou l'Unionisme.

Nous croyons que tous sans exception nous partageons la responsabilité des malheurs présents et de l'échec de nos communautés à vivre ensemble dans la paix et le respect mutuel. Nos désaccords ne peuvent être une excuse pour refuser de chercher à nous réconcilier avec Dieu et entre nous.

2. - Nous cherchons

Nous cherchons la justice pour tous dans notre société. C'est pourquoi nous ne réclamons pour nous-mêmes

ni droits ni privilèges que nous ne serions pas préparés à partager avec nos concitoyens d'autres traditions.

Nous cherchons la liberté pour tous d'exprimer et de pratiquer leur foi suivant leurs traditions, mais jamais aux dépens du droit de leur prochain. Aussi l'interruption des services religieux et la profanation des églises doivent être condamnées absolument.

3. - Nous rejetons

Bien que les Unionistes aient le droit d'être Britanniques et les Nationalistes d'être Irlandais :

Nous rejetons ce mensonge que la justice pourrait se réaliser par l'emploi de la violence. Nous sommes interdépendants et nous sommes obligés de nous adapter les uns aux autres. Le fanatisme, la discrimination, les menaces et la déformation de la vérité ne devraient avoir aucune place dans nos relations. La violence verbale doit également être condamnée ; par exemple des mots tels que traître, collaborateur, espion et quisling doivent être bannis de notre vocabulaire.

Nous rejetons toute espèce de triomphalisme religieux ou politique et toute affirmation arrogante de notre propre tradition dans la préparation des défilés, l'organisation des manifestations illégales ou les cérémonies célébrées de façon provocante.

4. - Nous déclarons

Nous déclarons que les gouvernants ont la responsabilité de protéger la vie humaine et de garantir la justice et les droits politiques, économiques et sociaux à la fois des Na-



Betty Williams (à gauche) et Mairead Corrigan, les deux fondatrices de « Peace People » qui ont reçu le Prix Nobel de la Paix et que l'on voit ici en compagnie de leur collaborateur Cieran Mc Keown.

tionalistes et des Unionistes sans aucune exception.

Nous déclarons que les gouvernants sont tenus de respecter les droits des deux communautés et que la police doit servir impartialement les deux traditions. C'est la responsabilité de chaque chrétien d'obéir à la loi du pays et de soutenir les organismes de gouvernement, y compris la police, dans la juste exécution des demandes légales, à moins que l'obéissance au Christ n'exige autre chose. C'est aussi notre responsabilité de reconnaître que des injustices, comme celles qui sont subies maintenant par l'une ou l'autre communauté, ne peuvent justifier que l'un ou l'autre n'essaie de rendre tout gouvernement impossible.

Nous déclarons que c'est la responsabilité de chaque chrétien de travailler à des structures plus justes de la société et de chercher à réparer les actes injustes de toute sorte de la part des gouvernants ou de la société.

Nous déclarons et nous reconnaissons que l'aliénation et l'injustice ont été subies de la part des deux communautés. Tous ont le droit de protester par des moyens pacifiques, sans porter atteinte au droit des autres.

5. - Nous nous engageons

Nous nous engageons à obéir à la volonté de Dieu et à sa Parole plutôt que de donner un appui sans réserve à un leader politique ou à un

manifeste, qu'il soit nationaliste ou unioniste.

Dans cette foi et dans l'obéissance à Jésus Christ, notre seul Seigneur et Sauveur, en tant que chrétiens,

nous nous engageons envers Dieu et l'un envers l'autre. Ce faisant, nous invitons instamment d'autres à se joindre à nous dans cette déclaration et engagement.

W. J. Arlow
D. G. Banham
Thomas P. Bartley
Richard J. H. Bell
David W. Bleakley
Eugene Boyle
Arthur Butler
W. Sydney Callaghan
John Comerton
Patrick J. Conway
J. Cooper
Cahal B. Daly
John Dunlop
Muriel J. L. Frazer
R. D. Eric Gallagher
Brian Gibson
Peter Gormley
Brian Gregory

David Hewitt
Ruaidhri J. Higgins
Aileen Irvine
Cecil Kerr
Brian Lennon S. J.
Gemma Loughran
William McCappin
David McCarthy
W. L. McConville
Jim McCusker
Frankie McNally
Sr M. Damien Madden O.P.
Sr Genevieve Martin
Robert W. Menary
C. J. Morris
John W. Morrow
Hugh P. Murphy
Robert Murphy

Joyce Neill
Kenneth N. E. Newell
James O'Hara
Cornelius O'Leary
Anthony Orr
John O'Sullivan
Ruth Patterson
Tom Patterson
Desmond Rea
W. James Rea
Norman L. Richardson
J. W. Russel
John Shearer
David Stevens
R. Clayton Stevenson
Sydney A. Stewart
Norman W. Taggart
Kenneth A. Wilson



Le mouvement des femmes pour la paix en Irlande du Nord a pris rapidement une coloration œcuménique, toutes les Eglises soutenant son effort.

PAIX SUR LA TERRE

La vitesse du temps nous pousse en avant. Abandonnons-nous y activement, passionnément, comme à l'action de Dieu. Que notre être soit tendu et ardent à répandre le feu qui l'habite. Faisons une confiance tenace et absolue à la Grande Présence qui nous pense et qui nous agit.

Nous qui sommes du Christ, nous devons être prêts, avec le meilleur de nous-mêmes, à faire tout ce qui est en notre pouvoir dans la direction d'une plus grande sympathie entre les hommes. Liés les uns aux autres, bon gré mal gré, nous nous acheminons

vers un but qui, même dans sa réalité tangible, est requis par le Corps du Christ.

Paix aux hommes de bonne volonté partout dans le monde. Malgré la douleur et le tragique de la crise actuelle, quelque chose se dessine et c'est pour toujours l'aurore d'un large courant d'amour dans la masse humaine. Après deux mille ans, c'est peut-être aujourd'hui que nous sommes le plus près d'entendre les paroles : « Aimez-vous les uns les autres », et de les vivre, traversées par l'immense joie de la Création, dans leur plénitude universelle.

PIERRE TEILHARD DE CHARDIN

LE DOUZIEME CENTENAIRE DE NICEE II

C'est le 24 septembre 787 que le septième Concile œcuménique, convoqué par l'Impératrice Irène, inaugurerait ses travaux à Nicée, là même où s'était réuni le premier Concile œcuménique en 325 pour condamner l'arianisme. Le Concile Nicée II se réunissait pour combattre et condamner une nouvelle hérésie, celle des iconoclastes, qui empoisonnait la vie de l'Eglise de Constantinople depuis plus d'un demi-siècle et avait fait de nombreux martyrs, surtout parmi les moines. Ce que l'on a appelé la querelle des images fut donc bien un combat et un combat héroïque pour la foi.

Pour la défense des saintes images, le deuxième Concile de Nicée publiait le 13 octobre 787 un décret définissant comme légitime le culte des icônes, « car l'honneur rendu à l'image va à son prototype et celui qui vénère l'icône vénère la personne qui y est représentée ». L'assemblée conciliaire entendait bien condamner l'iconoclasme, mais sans donner prise aux critiques de ce dernier. Avec beaucoup de précision, elle distinguait le culte de latrie qui ne peut s'adresser qu'à Dieu seul et l'hommage d'honneur ou de *dolie* que l'on rend soit à la personne des saints, soit à leurs représentations. Elle réhabilitait également l'intercession des saints et la très sainte Théotokos reprenait la place d'honneur qu'elle avait toujours occupée dans la piété byzantine.

Mais depuis les débuts de la grande aventure iconoclaste où Léon l'Isaurien en 727 avait entraîné Byzance, l'Eglise de Constantinople se trouvait isolée et éloignée non seulement de Rome, mais aussi des autres Patriarcats Orientaux. Le deuxième Concile de Nicée où Rome était représentée par les légats du Pape, devait restaurer l'unité dans le monde chrétien. Malheureusement il y eut ensuite l'affaire des Livres carolins : une traduction latine défectueuse des actes synodaux, dénaturant le sens des déclarations conciliaires, parvenue à Charlemagne, donna lieu à une réfutation en règle, partiellement inspirée par la doctrine de Grégoire le Grand et probablement composée par Alcuin. Un climat d'hostilité devait s'instaurer entre Rome et Byzance. En 794, le Synode de Francfort condamnait le Concile de Nicée. Mais le Pape Hadrien s'opposa aux critiques des Francs et réaffirma qu'il avait approuvé les actes synodaux et que, par-là, il avait « reçu » le deuxième Concile œcuménique de Nicée.

Comme on le sait, le Concile de Nicée II marqua seulement une trêve dans la lutte contre l'icono-

clasme. A Byzance, les événements se précipitaient. Le triomphe des iconodules, victoire personnelle d'Irène, allait être compromis par les aventures où la basilissa entraînait la dynastie isaurienne. Avec l'arrivée de Léon l'Arménien en 813, les ennemis des images relevèrent la tête ; le patriarche Nicéphore fut déposé ; les décrets du Concile iconoclaste de Hieria (753) furent rétablis ; la persécution s'abattit sur le Stoudion, centre de la résistance monastique dont Théodore le Studite était l'âme. Le second iconoclasme se montra aussi persécuteur que le premier et il fallut attendre le règne de Michel II le Bègue, successeur de Léon V, pour observer une certaine accalmie dans la persécution.

Après la mort du basileus iconoclaste Théophile en 842, sa femme Theodora qui était, à l'opposé de son mari, une parfaite iconodule, rétablit la paix religieuse par la restauration des saintes images, aidée en cela par le nouveau patriarche Méthode. Un Concile vint entériner la chose et renouveler les décisions des sept Conciles antérieurs. Restait à célébrer par une fête solennelle ce triomphe de la vraie doctrine : le premier dimanche de Carême fut choisi pour fêter le triomphe de l'orthodoxie et l'exaltation des saintes icônes. Le 11 mars 843, le dimanche de l'Orthodoxie était institué et depuis lors, chaque année, l'Eglise orthodoxe renouvelle cette célébration.

Si Nicée II fut important pour la défense de la Tradition en Orient, il le fut également pour l'ensemble du monde chrétien. C'est pourquoi cette année 1987 sera l'année de l'icône. Aussi est-ce tout le peuple chrétien qui est invité à célébrer ce douzième centenaire de Nicée II. Et tout d'abord en nous rappelant ce que fut ce Concile. A ce sujet, il faut féliciter les Editions du Cerf d'avoir réimprimé l'ouvrage de Christov Schönborn : « L'icône du Christ. Fondements théologiques », mais en y ajoutant une précieuse postface où l'auteur rend compte des résultats de la recherche la plus récente. Déjà un colloque international Nicée II, organisé par le P. F. Bœspflug, o.p., et Nicolas Lossky, a rassemblé, du 2 au 4 octobre, au Collège de France des spécialistes et des chercheurs autour des thèmes suivants : « Les dimensions de l'iconophobie », « L'iconodolie triomphante », « Nicée II invoqué, méconnu, rejeté » et « Pour une redécouverte du statut de l'image ». Nous publierons un compte rendu de ce colloque Nicée II dans les jalons d'octobre.

JUILLET

REUNION DE JEUNES A HARARE SUR L'AFRIQUE DU SUD

A HARARE (Zimbabwe), du 1er au 5 juillet, s'est tenue une rencontre internationale de jeunes, organisée par le Conseil œcuménique des Eglises. Cette rencontre faisait suite à la Conférence des dirigeants d'Eglises en décembre 1985 (cf Jalons dans U. D. C., n° 62, p. 39). Les jeunes ont en effet leur rôle à jouer dans la lutte contre l'apartheid. Les participants ont publié un résumé des positions de la Conférence dans lequel ils « réaffirment la légitimité de la lutte armée actuellement menée par les mouvements de libération en Afrique du Sud et en Namibie ». BIP n° 1021 publie le compte rendu de la rencontre, vue par le délégué français, Thierry Baldensperger, ECAAL.

DIALOGUE ENTRE ORTHODOXES ET VIEUX-CATHOLIQUES

A MINSK, du 1er au 5 juillet, s'est réunie la sous-commission de dialogue théologique entre orthodoxes et vieux-catholiques sous la co-présidence du métropolite Damaskinos de Suisse et de Mgr Léon Gauthier, évêque vieux-catholique. La rencontre portait sur les sacrements du sacerdoce, de la pénitence, de l'onction et du mariage, et aussi sur l'eschatologie et sur les conditions et implications de la communion ecclésiale entre les deux Eglises. Les six textes produits en exécution des décisions de la VIème réunion plénière de la Commission théologique mixte à Amersfoort en 1985 seront soumis à la prochaine réunion plénière prévue pour octobre 1987 à Chypre.

RENCONTRE ŒCUMENIQUE AVEC LE PAPE A BOGOTA

A BOGOTA, le 2 juillet, dans le cadre de son voyage pastoral en Colombie, le pape Jean-Paul II a participé à une rencontre œcuménique à la nonciature. Celle-ci a permis au

pape de rencontrer des représentants des communautés protestante (selon la Conférence évangélique de Colombie, les protestants sont un million et constituent une petite minorité dans toutes les régions du pays) et juive (environ 12 000 membres).

SESSION DE L'AMITIÉ, RENCONTRE ENTRE CHRÉTIENS

A VIVIERS, (Ardèche), du 2 au 10 juillet, s'est tenue à l'ancien grand Séminaire une session œcuménique animée par « l'Amitié-Rencontre entre chrétiens ». Une soixantaine de membres de cette association et un certain nombre de personnes de la région vécurent une semaine de réflexion, d'échange, de prière et de liturgie.

Le thème choisi « Jésus Sauveur — Mystère de la Rédemption » fut abordé sous divers angles :

— biblique : le vocabulaire du salut dans la Bible hébraïque (Pasteur Strauch), les épîtres pauliniennes (Pasteur Wagner), évangiles de l'institution de la Cène et du lavement des pieds (Père Perron) ;

— philosophique : « Le Bouc émissaire » de René Girard (Odette Vi-deau) ;

— théologique : lecture renouvelée de Saint Anselme (Père Corbin), synthèse théologique (Père Sesbouë), compréhension orthodoxe de la Rédemption dans les diverses liturgies (Père Cyrille Argenti).

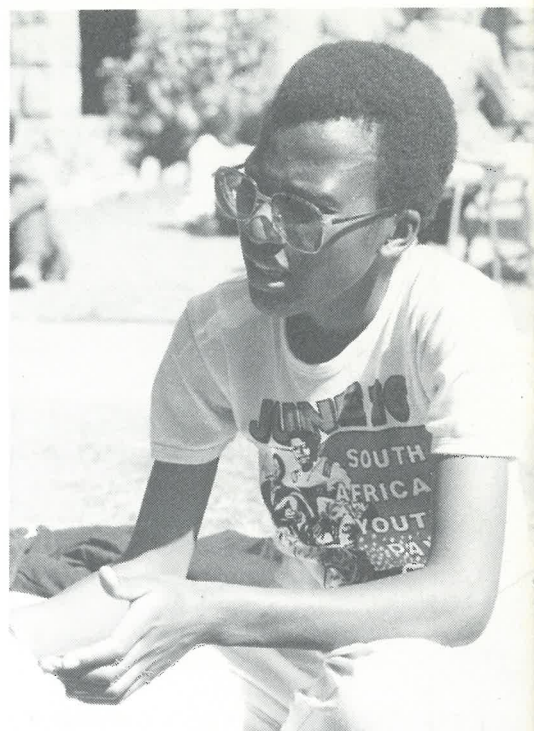
Un échange libre permet à chaque participant de s'exprimer sur la manière dont lui et sa communauté s'efforcent de vivre ce mystère.

S'il fallait résumer d'une phrase un ensemble aussi riche, on pourrait citer Saint Paul « où le péché a abondé, la grâce a surabondé » Rom. 5,20.

Le compte rendu détaillé des différentes journées a paru dans le Bulletin de l'Amitié (25 Francs C.C.P. Amitié - Rencontre entre chrétiens 1482-67 N Rouen).

La prochaine session aura lieu à Gand (Belgique) début juillet 1987 sur le thème : « Sacerdoce des baptisés et ministères ».

Pour toute commande de bulletins ou tout renseignement s'adresser à Jeanne Carbonnier, 13, rue des Pleins Champs, 76000 Rouen.



L'un des jeunes, venus de 24 pays, qui se sont réunis, du 1er au 5 juillet, à Harare, Zimbabwe, pour discuter de « la solidarité avec les peuples d'Afrique du Sud et de Namibie ».

La réunion avait été organisée par le C.O.E. et le Conseil des Eglises d'Afrique du Sud.
(Photo Peter Williams - C.O.E.)

LE 20ème SEMINAIRE INTERNATIONAL DU CENTRE ŒCUMENIQUE DE STRASBOURG

A STRASBOURG, du 3 au 10 juillet, a eu lieu le 20ème séminaire international organisé par le Centre d'Etudes œcuméniques de la Fédération luthérienne mondiale (FLM). Ce séminaire qui a réuni 120 participants, issus des cinq continents, et membres d'Eglises luthériennes, réformées, baptistes, anglicane et catholique a porté sur le thème : « La théologie de la libération — un défi pour les Eglises ».

Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 9 juillet, le professeur Milton Schwantes de la Faculté de Théologie protestante de Sao Leopold (Brésil), a déclaré que la pratique d'une théologie de la libération est, très profondément, une expérience œcuménique en Amérique latine : « L'Eglise des peuples persécutés est nécessairement une Eglise œcuménique ». Aussi se réjouit-il des

récentes ouvertures du Vatican, et notamment des déclarations du Pape lors de son récent voyage en Colombie, et espère « que les Eglises protestantes sauront bientôt envisager cette pratique avec la même sympathie ».

De son côté, Jean-Marc Ela, prêtre catholique du Cameroun, déclarait que « l'Afrique est, par excellence, le continent des réfugiés où les situations de répression sont monnaie courante. Un grand nombre d'Etats africains sont devenus des déserts des droits de l'homme ». Dans cette situation, « une théologie pertinente ne peut être qu'une théologie qui réponde aux cris de l'homme africain ». Or cette théologie doit à son tour s'élaborer dans les communautés, là où elles sont rassemblées « Sous l'arbre » de la palabre — ce dernier devenant alors « l'arbre de la Croix sous lequel l'Eglise se rassemble pour réfléchir à ce que doit être son action dans ce continent de l'oppression ».

A l'issue du Séminaire, les participants ont adopté à une large majorité un message aux Eglises qui est publié par le BSS n° 554, pp. 5 et 6.

L'EGLISE ANGLICANE DIVISEE SUR L'ORDINATION DES FEMMES

A YORK, du 4 au 8 juillet, les travaux du Synode général de l'Eglise d'Angleterre ont été dominés par le problème de l'ordination des femmes. La décision de confier à sa Chambre épiscopale la tâche de ré-examiner la question de l'admission des femmes à la prêtrise, reporte la solution à plus tard. On se souvient que, dès 1984, le Synode s'était prononcé en faveur de l'ordination des femmes. Mais, selon ses propres règlements, si une majorité simple est suffisante pour introduire une nouvelle législation, cette majorité doit être par contre des deux tiers pour entériner son application.

Les différents votes ont montré que si les partisans de l'ordination ont bien une majorité des deux tiers dans la Chambre épiscopale (70 %), ils n'ont par contre qu'une majorité simple dans celle du clergé (58 %) et des laïcs (63 %).

Dans ce débat, les deux camps ont marqué des points. Si les traditionalistes sont parvenus à faire inter-

dire aux femmes prêtres ordonnées hors de la province d'Angleterre, d'officier au Royaume-Uni, le mouvement pour l'ordination des femmes a réussi à faire adopter une résolution importante. Désormais, après autorisation du Parlement, les femmes diacones ne seront plus considérées comme de simples laïques, mais pourront entrer dans le premier degré des ordres anglicans.

Il est certain que nombre de partisans de l'ordination ont préféré la solution d'un report qu'appuyaient les archevêques d'York et de Canterbury plutôt que de prendre le risque de voir un ou deux milliers de membres du clergé, menés par Graham Leonard, l'évêque de Londres, former une Eglise séparée fidèle à une conception plus traditionnelle de l'anglicanisme.

En conséquence, le vote définitif sera différé et un rapport sur le point précis de l'ordination des femmes doit être rédigé avant la fin février 1987. Selon des responsables anglicans, on ne peut espérer en tout état de cause la première ordination de femmes avant 1990, à moins que d'autres manœuvres procédurières reportent ultérieurement le choix définitif de l'Eglise anglicane.

LA XVIème CONVENTION CHARISMATIQUE A LA « PORTE OUVERTE »

A CHALON-SUR-SAONE, du 5 au 13 juillet, 1 500 à 2 000 participants à la « Porte Ouverte » se sont rassemblés pour la 16ème Convention charismatique sous la « Tente de l'Unité ». Cette année, le thème choisi était : « Ecoute, ma fille, regarde et tends l'oreille : oublie ton peuple et la maison de ton père, alors le roi désirera ta beauté. Il est ton Seigneur, prosterne-toi devant lui ». Ps. 45, 11-12. Le journal « Réforme » a publié sur cette rencontre un compte rendu enthousiaste d'Edith de Barolle.

LE COLLOQUE ANNUEL DU CONSEIL INTERNATIONAL DES CHRETIENS ET DES JUIFS

A SALAMANQUE (Espagne), du 6 au 11 juillet, pour la première fois en 500 ans, des chrétiens, des musulmans et des juifs, se sont réunis pour le colloque annuel du Conseil international des chrétiens et des juifs.

Environ 250 personnes participaient à cet événement. C'est la première fois que des musulmans y participent en nombre significatif. Un thème-clé des discussions était « comment rester fidèle à sa propre foi tout en respectant celle des autres ». Au cours du colloque, on annonça que le prix Sir Sigmund Sternberg 1986 « décerné pour une contribution intellectuelle utile à l'avancement de la compréhension interreligieuse » serait remis au professeur Marcel Dubois, doyen de la Faculté de philosophie à l'université hébraïque de Jérusalem.

CONGRES ŒCUMENIQUE FRANCOPHONE SUR LA DIACONIE

A LA BAUME-LES-AIX (Aix-en-Provence), du 7 au 11 juillet, s'est tenu un congrès œcuménique et francophone dont le thème était : « La Diaconie de Jésus Christ, propositions d'un sens pour l'homme et de dialogue pour les Eglises ».

Organisées par le Comité de rédaction élargi de « Communion et diaconie », revue internationale et œcuménique d'information et de recherche sur le service chrétien, ces journées ont regroupé une centaine de participants dont plusieurs étaient délégués d'Eglises, d'Institutions ou de Communautés : Suisses, Français, Belges, Italiens, Allemands et Togolais. Trois théologiens avaient été invités : Jean Vinatier, prêtre à la mission de France, Daniel Marguerat, professeur à la Faculté de Théologie de Lausanne, et enfin Cyrille Argenti, prêtre orthodoxe à Marseille.

Les participants à ce congrès - membres des Eglises catholique romaine, réformées et orthodoxe, ont adopté une déclaration commune où ils disent notamment : « Comme pratique communautaire, la diaconie, dans sa créativité offre à l'Eglise la capacité de discerner les impuissances cachées et les fragilités oubliées. Cette créativité s'exerce à partir des gestes les plus simples de la vie quotidienne jusqu'aux bouleversements plus profonds des situations politiques ».

Les participants à ce congrès d'Aix-en-Provence décident de publier les actes de ces journées d'étude et de partage, afin d'inaugurer ainsi une recherche active dans les années à venir, particulièrement sur le sens des ministères, en renouvelant ce type de rassemblement.

LES 140 PREMIERES REPONSES AU BEM SONT GLOBALEMENT POSITIVES

A POSTDAM (R.D.A.), du 13 au 20 juillet, s'est réunie la Commission permanente de « Foi et Constitution » du C.O.E. A cette occasion, Günther Gassmann et Max Thurian - directeur et collaborateur de la Commission - ont fait le point au sujet des réponses envoyées par les Eglises au document de Lima sur le baptême, l'eucharistie et le ministère (BEM).

Venant de tous les horizons ecclésiastiques, les réponses expriment, en général, un accord surprenant sur le texte de Lima, que les premières réactions n'avaient pas laissé espérer. Parmi les 140 réponses, venues des plus hautes autorités des Eglises, 20 viennent d'Eglises non membres du Conseil Œcuménique des Eglises (COE), telles que l'Eglise luthérienne, Synode du Missouri et l'Eglise adventiste du 7ème jour. Dans les 1 500 pages de réponses reçues à ce jour - on en attend encore, en particulier celle de l'Eglise catholique romaine - aucune ne rejette, par principe, le contenu et l'intention du BEM. Par exemple, l'Armée du Salut, qu'on

appelle une communion non sacramentelle, réagit de manière différenciée et constructive. Les réponses d'Eglises d'une même confession ne sont pas uniformes du tout. Quelques-unes des réponses les plus critiques viennent de plusieurs Eglises réformées et baptistes d'Europe. Mais dans d'autres Eglises de ces confessions, le ton est largement positif.

Dans le détail, les réponses aux trois questions sur le baptême, l'eucharistie et le ministère sont assez positives et convergentes : BEM est considéré comme une bonne base de dialogue œcuménique. La plupart des commentaires critiques des Eglises de la réforme et des « Eglises libres » se concentrent sur le chapitre du ministère.

Malgré l'accord sur le plan théologique concernant le baptême, il est certain qu'un grand travail reste à faire pour réconcilier les Eglises dans leur pratique : baptême des enfants ou/et des adultes.

La convergence grandit à propos de la présence réelle du Christ dans l'eucharistie, même si la présidence de la célébration eucharistique fait encore problème.

Une des difficultés soulevées par le chapitre sur le ministère est la sacramentalité de l'ordination des ministres. Le vrai problème est peut-être celui du don définitif des charismes du ministère.

La Commission travaille à l'élaboration d'un canevas en cinq ou six points autour desquels les réponses s'articuleraient. L'Assemblée du Conseil œcuménique des Eglises (COE) en 1991 pourrait alors proposer un cadre de référence aux Eglises pour qu'elles prennent une décision concernant l'unité entre elles.

LE 10ème CONGRES DE L'ASSOCIATION DES ŒCUMENISTES JESUITES

A OXFORD, du 14 au 18 juillet, soixante-dix œcuménistes jésuites ont tenu le 10ème Congrès de leur Association à Plater's College. Le P. Kolvenbach, Général des Jésuites, a donné la Conférence d'ouverture dans laquelle il a rappelé l'histoire de cette Association.

Le congrès portait sur deux documents œcuméniques importants et récents : le Rapport final de la Com-

mission internationale anglicane catholique-romaine : Eucharistie, Ministère et Ordination, Autorité dans l'Eglise, et le document de la Commission Foi et Constitution : Baptême, Eucharistie et Ministère (B.E.M.). Comment la Compagnie de Jésus peut aider à la réception du fruit de ces dialogues théologiques œcuméniques aux divers niveaux de l'Eglise catholique romaine. Cinq textes avaient été remis à l'avance aux participants pour être discutés en atelier durant le congrès :

1) Le baptême dans le contexte œcuménique, par Michael Amaladoss, assistant du Général et consultant du Conseil Œcuménique des Eglises.

2) L'Eucharistie dans le Rapport final et le B.E.M., par Michael Fahey, professeur au Loyola Campus de l'Université Concordia.

3) Le Ministère et l'avenir du mouvement œcuménique, par Joseph Ver-cruysse, professeur à l'Université Grégorienne.

4) L'Autorité dans l'Eglise, par Carlos Bravo, professeur à Bogota, Colombie.

5) Réception et pluriformité, par Robert Butterworth, professeur au collège interconfessionnel de Rochampton, Angleterre.

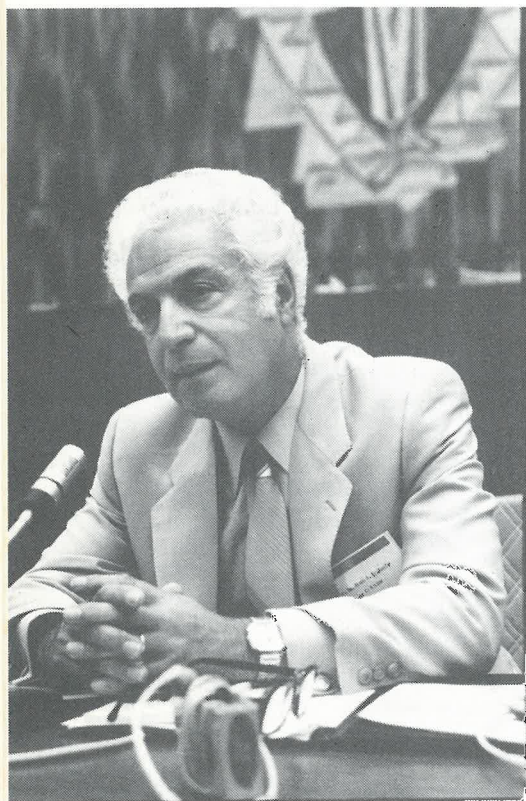
Les Congressistes jésuites d'Oxford rédigèrent des recommandations à la Compagnie afin d'intensifier encore davantage son activité œcuménique dans tous les domaines. Les œcuménistes jésuites tiendront leur prochain congrès en 1987 à Louvain où ils seront accueillis par le P. Joseph Ver-cruysse.

TENTE DE L'UNITE : CAMPAGNES D'EVANGELISATION 1986

A DIEULEFIT, le 15 juillet, s'ouvrait une campagne d'évangélisation sous la « Tente de l'Unité ». Ainsi, nous écrit le Père Philippe Larère, o. p. : « Durant les mois d'été, la « Tente de l'Unité » a mené trois missions, totalisant 82 évangélisateurs, Catholiques, Evangéliques et Protestants :

— à Dieulefit (Drôme) et Anduze (Gard) en accord avec les Eglises locales : Catholiques et Eglises issues de la Réforme : Réformés, Réformés Evangéliques, Evangéliques, Méthodistes, Pentecôtistes, Adventistes.

— à Etampes (Essonne), unissant Catholiques, Evangéliques et Réformés de la localité.



Le regretté Professeur Nikos Nissiotis, éminent œcuméniste orthodoxe qui fut président de la Commission « Foi et Constitution » du COE.

Les évangélisateurs y ont mené leur vie fraternelle en parfaite communion ; les communautés locales se sont rapprochées ; et Jésus-Christ Sauveur a été annoncé, particulièrement parmi les marginaux et en milieu populaire ».

COLLOQUE A KIEV POUR LE MILLENAIRE DE L'EGLISE RUSSE

A KIEV, du 21 au 28 juillet, un colloque international d'historiens a eu lieu dans le cadre de la préparation du 1 000ème anniversaire du baptême de la Russie qui sera célébré en 1988. Plusieurs représentants des Eglises orthodoxes ainsi que d'universités et facultés de théologie y ont pris part et ont présenté des communications sur les premiers pas de l'Orthodoxie et du Christianisme en terre russe. Les travaux se sont déroulés sous la présidence du métropolite Philarète de Kiev. Mentionnons parmi les conférenciers le représentant du Patriarcat œcuménique, le professeur Théodore Zissis, dont la communication mit à jour certains aspects intéressants de la contribution constructive de l'Eglise de Constantinople dans l'édification de l'Eglise russe au cours des premiers siècles de sa vie. Le professeur Zissis souligna notamment le rôle-clé de l'Eglise-mère dans la formation de la personnalité nationale et culturelle du peuple russe dont elle a su promouvoir l'unité en restant au-dessus des tendances particularistes des princes russes de l'époque.

A PROPOS DU CARMEL D'AUSCHWITZ, SOMMET JUDEO-CHRETIEN A GENEVE

A GENEVE, le 22 juillet, à l'initiative du Cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, et de M. Theo Klein, président du Conseil Représentatif des Institutions Juives de France, un sommet européen sur l'affaire du Carmel d'Auschwitz s'est tenu afin de « mieux faire connaître les points de vue et les intentions des parties juive et catholique engagées dans la controverse ». Etaient entre autres présents à cette rencontre de conciliation les cardinaux F. Macharski (Cracovie), J.-M. Lustiger (Paris) et G. Danneels, (Malines-Bruxelles), accompagnés de plusieurs experts ;

parmi les participants juifs figurait le Grand Rabbín de France Samuel Sirat.

A l'issue de cette rencontre, les participants ont publié un communiqué commun. En voici le texte :

« Un dialogue a été ouvert. Bénéficiant de l'hospitalité des autorités suisses, les participants, juifs et chrétiens, ont exposé tour à tour leurs points de vue et leurs sentiments. Après quoi, ils ont rédigé ensemble la « Déclaration d'Auschwitz », marquant ainsi leur désir commun de prendre en compte la réalité incontestée du caractère symbolique des camps d'extermination d'Auschwitz, monument et mémoire de la Shoah.

Des premières mesures concrètes ont été définies dans ce sens ; le dialogue doit continuer pour que soient définitivement établies des modalités satisfaisantes dans le respect de ce lieu unique situé en terre polonaise chrétienne.

Chacun est appelé à participer à cet effort de respect mutuel et de compréhension par sa réflexion, son recueillement et, pour les croyants, par la prière du cœur ».

Les participants ont encore précisé qu'en attendant leur prochaine rencontre, rien ne sera changé à ce qui existe actuellement et que la nef centrale restera dans l'état qui était le sien avant l'arrivée des carmélites, de façon à souligner le caractère provisoire de l'établissement.

LA XVème CONFERENCE METHODISTE MONDIALE

A NAIROBI (Kenya), du 23 au 29 juillet, s'est tenue la XVème Conférence méthodiste mondiale réunissant trois mille participants de 90 pays différents. La Conférence a examiné les progrès accomplis dans les dialogues que les Méthodistes ont avec les Catholiques, avec les Luthériens et avec les Réformés. Le P. Kevin McDonald, membre du Secrétariat romain pour l'Unité des chrétiens et observateur catholique à la Conférence, s'est adressé à celle-ci au nom de plusieurs observateurs des autres Eglises (anglicans, disciples, quakers, luthériens, salutistes) et a déclaré qu'il n'était pas vrai que le mouvement œcuménique avait échoué. Au contraire, a-t-il précisé, le dialogue international entre les différentes Communions chrétiennes

est « entré dans une phase de travail très assidu, mais qui n'intéresse pas la grande presse ».

(Compte rendu dans SOEPI du 12 septembre).

LE XXIVème COLLOQUE DU S.A.E. A LA MENDOLA

A LA MENDOLA (Trente), du 26 juillet au 2 août, le XXIVème colloque organisé par le SAE (Secrétariat pour les activités œcuméniques) a regroupé environ 500 participants sur le thème « Œcuménisme et catéchèse ». Catholiques, protestants, orthodoxes, juifs et musulmans ont exprimé un jugement favorable sur l'ensemble de ces travaux. Les intervenants du côté protestant étaient le professeur Paolo Ricca (vaudois) et le pasteur Paolo Spanu (baptiste).

La fondatrice et l'animatrice du SAE est, comme on le sait, Maria Vingiani (cf. U.D.C., n° 64, pp. 25 et 26).



A O U T

LE PATRIARCAT ORTHODOXE RUSSE OUVRE UN CENTRE D'INFORMATION

A MOSCOU, l'été dernier, en prévision des festivités du millénaire de la christianisation de la Russie, qui auront lieu en 1988, l'Eglise orthodoxe russe a ouvert un centre d'information dans une rue du centre de Moscou : Pogodinskaya oulitsa. Il est destiné aux citoyens soviétiques et aux touristes et pèlerins étrangers, dispose de salles d'exposition et de conférences, offre des renseignements, des voyages, vend des objets d'art religieux et des disques à tout venant.

Ce centre a été inauguré solennellement par le président du Bureau des relations extérieures du Patriarcat, le métropolite Philarète, qui y a déjà tenu deux conférences de presse devant les journalistes étrangers. Une exposition d'icônes se déroule actuellement dans les locaux du centre.

On y trouve également une agence touristique qui, en collaboration avec le service d'Etat « Intourist », offre un programme d'itinéraires religieux dans toute l'Union soviétique. Selon un accord passé l'an dernier avec le Conseil des affaires religieuses auprès du Conseil des ministres de l'U.R.S.S., des séminaristes et des prêtres de l'Académie de théologie de Zagorsk serviront de guides au cours de visites aux lieux saints de l'Union soviétique.

LE CONGRES ANNUEL DU FELLOWSHIP DE SAINT ALBAN ET SAINT SERGE

A DURHAM (Angleterre) du 10 au 17 août, près de 160 personnes, orthodoxes, anglicans et catholiques venant de 15 pays ont participé au congrès annuel du Fellowship de Saint Alban et Saint Serge, sur le thème « Le sacerdoce royal: le ministère de l'Eglise en Orient et en Occident ». Au programme, des sujets comme la signification du baptême, les rôles féminins dans le sacerdoce royal, épiscopat et diaconat permanent dans l'Eglise anglicane. Christos Yannaras (Athènes) et Wendy Robinson (Oxford) figuraient parmi les conférenciers.

SEMINAIRE DE JEUNES D'EUROPE ET D'AMERIQUE LATINE SUR LES « DROITS DES PEUPLES »

A GWATT (Berne), du 14 au 24 août, 35 responsables de jeunesse de 22 pays ont participé au IVème séminaire Europe-Amérique latine sur les « Droits des peuples » et se sont interrogés sur la dette extérieure et le problème des réfugiés.

Après trois rencontres analogues au Panama (1980), en Suède (1982) et à Cuba (1984), 16 représentants de l'Union de la jeunesse œcuménique en Amérique latine (ULAJE) et 19 délégués du Conseil œcuménique de jeunesse en Europe (COJE) ont tenu à poursuivre leur coopération et à renforcer leur solidarité dans une défense commune des « Droits des peuples ».

Lors du travail par groupes, sur les thèmes de la « dette » et des « réfugiés », les participants latino-américains ont manifesté clairement à

quel point ces questions les concernent, et de manière immédiate. Qu'en dit la Bible? La réponse est nette, de toute manière pour les jeunes d'Amérique latine, et son appel intransigeant, étant donné qu'ils sont confrontés, tous les jours, en tant que responsables, avec les conditions pénibles de l'existence des jeunes qui représentent près de 60 % de la population de leur continent.

LA 12ème ASSEMBLEE GENERALE DE SYNDESMOS

A EFFINGHAM (Angleterre), du 17 au 24 août, plus de 100 délégués et observateurs ont participé à la XIIème Assemblée générale de Syndesmos, Communauté mondiale de la jeunesse orthodoxe. L'assemblée a décidé que pour les trois années à venir la communauté devra mettre l'accent sur les implications du baptême, telles que l'engagement des jeunes envers l'Eglise, et leur responsabilité dans sa mission et son service au monde.

Des allocutions importantes ont été prononcées, en particulier par le prêtre libanais Paul Tarazi, spécialiste de la Bible, et par le métropolite Anthony Bloom, de Londres. Les deux orateurs ont souligné la nécessité d'élargir les perspectives et d'aller au-delà de la théologie eucharistique en vigueur parmi les orthodoxes au cours des dernières décennies.

Dans la discussion sur le rôle des membres, en particulier des femmes, le métropolite Anthony a déclaré que la réflexion théologique digne de l'orthodoxie est encore à faire, précisant que le point de vue de nombreux orthodoxes à cet égard est insultant pour les femmes. Il a également mis en garde contre la création d'un « ghetto liturgique » dans l'orthodoxie, et ajouté que « l'hérésie de la pyramide » dans la structure de l'Eglise conduit souvent à l'oppression.

L'Assemblée a évoqué le rôle important que devrait jouer Syndesmos en produisant une « génération d'orthodoxes capables d'aller au-delà des clichés, en transmettant la foi orthodoxe aux chrétiens de traditions occidentales, et à tous ceux qui les entourent, dans un langage compréhensible » et en « engageant les jeunes des Eglises locales orthodoxes dans le mouvement œcuménique mondial de la jeunesse ».



A l'occasion du 450ème anniversaire de la Réformation à Genève, le célèbre philosophe Jean Guittou, membre de l'Académie Française, est venu livrer son testament spirituel au personnel du C.O.E.

Le voici en train de prononcer son discours.

(Photo M. Dominguez - C.O.E.)

Un économiste et enseignant français, Alexis Struve, 27 ans, a été élu à la présidence, succédant au Libanais Georges Nahas.

Le secrétaire général (et seul membre du personnel) est Mark Stokoe.

Les bureaux de Syndesmos se trouvent à Kuopio, Finlande.

Les académies théologiques de Sofia (Bulgarie), Tbilissi (Géorgie/URSS), les mouvements de jeunesse orthodoxes du diocèse de Chania (Crète/Grèce), et de Belgique ont été acceptés comme nouveaux membres.

LA MORT ACCIDENTELLE DU GRAND ŒCUMENISTE NIKOS NISSIOTIS

A ATHENES, le 18 août, Nikos Angelos Nissiotis, œcuméniste orthodoxe éminent, qui fut président de la Commission de Foi et Constitution du Conseil œcuménique des Eglises (COE) de 1975 à 1983, a été victime d'un accident de la route. Son

épouse, Marina, qui l'accompagnait, a été gravement blessée.

Des funérailles nationales ont eu lieu le 25 août, en la cathédrale d'Athènes, célébrées par l'archevêque Serafim, chef de l'Eglise orthodoxe de Grèce. Le professeur Nissiotis a été enterré au cimetière principal de la ville, dans une section réservée aux Grecs honorés par le gouvernement.

Nikos Nissiotis, professeur à la faculté de théologie de l'Université d'Athènes, était également membre du Comité international olympique. L'accident a eu lieu alors qu'il revenait de l'Académie olympique où il donnait des conférences sur la philosophie du sport olympique à de jeunes athlètes.

Il fut l'un des observateurs du COE au Concile de Vatican II, et avait prononcé un discours marquant sur le rôle de l'Eglise orthodoxe au sein du COE, lors de la troisième assemblée, à la Nouvelle-Delhi en 1961.

Il avait fait partie de l'Institut œcuménique de Bossey, d'abord en 1958 comme directeur-adjoint, puis comme

directeur de 1966 à 1974. Il fut secrétaire général du Mouvement chrétien étudiant en Grèce après la deuxième guerre mondiale et participa activement aux travaux de la Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants (FUACE).

Nikos Nissiotis, fils d'un prêtre, était né en 1925. Il avait étudié la théologie en Grèce et en Suisse avec, comme professeur Emil Brunner à Zurich et Karl Barth à Bâle. Il était titulaire d'un doctorat en philosophie de l'Université de Louvain (Belgique) et avait reçu des titres honorifiques de l'Université d'Athènes, de l'Institut orthodoxe Saint-Serge de Paris et de l'Université d'Aberdeen, en Ecosse.

LA SEMAINE ŒCUMENIQUE DES AVENTS

A SAINT-MAUR-DU-THOUREIL, du 24 au 30 août, s'est tenue la Semaine œcuménique des Avents sur le thème : « Le Ministère de Communion dans l'Eglise universelle ». Dans un compte rendu très intéressant, E. D. écrit dans la Semaine religieuse d'Angers : « Cette fois encore, les participants viennent d'une vingtaine de départements (de Besançon à Bayonne ; de Lille à Montpellier...). Ils sont 75, de 2 à 82 ans, et, parmi eux, égayant conversations et liturgies, 10 enfants heureux.

Dialogue : 15 protestants et 45 catholiques dialoguent sur le Ministère de Communion dans l'Eglise universelle. Trois théologiens, tous trois du groupe des Dombes, conduisent l'information et la réflexion : un historien, un bibliste, un théologien œcuménique. Dominicain, le Père Claude Gerest est professeur d'Histoire de l'Eglise à l'Institut catholique d'Abidjan (dont Mgr Orchamp fut l'un des fondateurs). Exégète et spirituel, le Pasteur Louis Lévrier est Pasteur de la paroisse de Royan, et actif dans bien des instances de l'Eglise Réformée de France. Mariste de Lyon, le Père Joseph de Baciocchi enseigne au grand séminaire de Sébikotane, dans le diocèse de Dakar.

... Chaque jour, trois temps de prière (louange du matin ; chant des Béatitudes à midi ; Eucharistie ou Sainte Cène le soir) ; trois temps d'étude (deux exposés et un débat, avec réponses aux questions préparées par équipes libres) ; beaucoup d'échanges (à table, ou bien sous les arbres, ou le long des vignes et vergers des coteaux). Les conférenciers ne sont pas ici pour l'instant d'une leçon, mais, tout le long du jour, chacun

peut les interroger, les renseigner, causer avec eux... Il y a dans les Semaines des Avents, trois accents inséparables : la prière en commun ; le travail intellectuel ensemble ; l'amitié.

« Des protestants et des catholiques qui réfléchissent ensemble sur le pape... c'est étonnant ». Oui. Mais bien des semainiers se connaissent maintenant depuis des années, et tous, anciens ou nouveaux (les nouveaux venus représentent un tiers de l'effectif...), viennent avec l'esprit et le cœur grand ouverts... ».

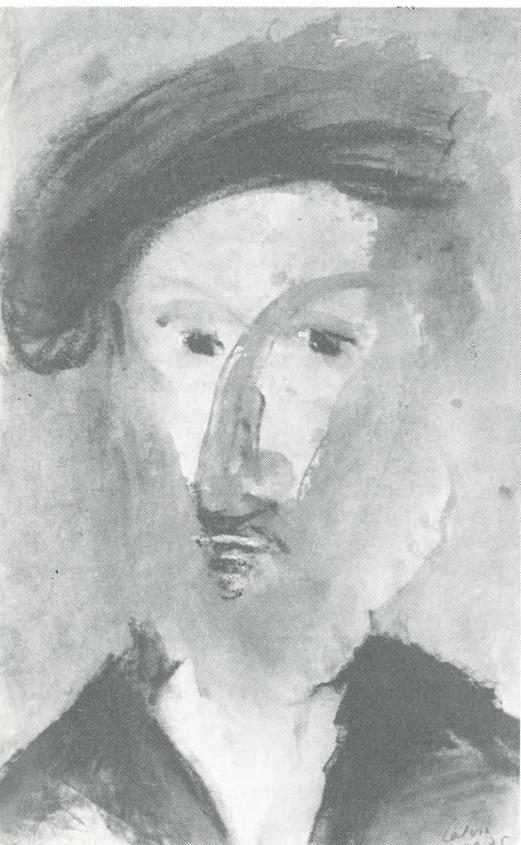
LE 24ème CONGRES DE L'EGLISE VIEILLE-CATHOLIQUE A MUNSTER

A MUNSTER (R.F.A.), du 24 au 30 août, a eu lieu le 24ème Congrès International de l'Eglise vieille-catholique centré sur le thème : « Témoignage et service dans le monde ». Les travaux ont été ouverts par un culte solennel en l'église des saints Apôtres, présidé par S. E. l'archevêque d'Utrecht et Primat de l'Eglise vieille-catholique Antonius Jan Glazemaker. A côté des délégués vieux-catholiques, plusieurs représentants des Eglises orthodoxes étaient présents en qualité d'observateurs, et ont adressé des salutations aux congressistes.

Dans son allocution, le représentant du Patriarcat œcuménique, S. E. l'évêque Basile d'Aristi, a transmis les vœux et la bénédiction de Sa Sainteté le patriarche Dimitrios I, a souligné l'état réjouissant du dialogue théologique officiel entre les Eglises orthodoxes et vieille-catholique et a salué cordialement les congressistes de la part du co-président orthodoxe de ce dialogue, S. E. le métropolite Damaskinos, de Suisse.

LA IVème SESSION PLENIERE DE L'ARCIC II

A LLANDAFF (Pays de Galles), du 25 août au 6 septembre, s'est tenue la 4ème session plénière de l'ARCIC II. La Commission a abouti à un accord sur les questions du salut et de la justification, accord qui porte sur les quatre points suivants : la foi, la justification, les œuvres, et le rôle de l'Eglise pour le salut. Le document conclut que les « différences qui subsistent ne sont pas de nature à jus-



Portrait de Jean Calvin, peint par Jean Guittou et offert par lui au C.O.E. lors de sa visite à Genève.

tifier la persistance de la séparation entre anglicans et catholiques ». L'accord est soumis aux autorités des deux Communions. Le travail de la Commission va désormais porter sur la question de l'ordination des femmes, à l'ordre du jour de la prochaine réunion plénière qui se tiendra à Palazzola, près de Rome, en septembre 1987.

LE METROPOLITE MAR PAULOS MAR GREGORIOS PELERIN A LOURDES

A LOURDES, le 29 août, arrivée de Mar Paulos Mar Gregorios (Paul Verghese), métropolite de Delhi et œcuméniste bien connu, de l'Eglise syrienne orthodoxe (jacobite), venu en pèlerin et hôte du Monastère des Dominicaines où il désirait faire une courte retraite. Sœur Jean-Marie, qui appartient à ce Monastère, nous écrit à ce sujet : « Mgr Gregorios découvre Lourdes en compagnie de M. B. Ameline, ami du Monastère. Au Chalet Episcopal : joie des retrouvailles puisque Mgr Gregorios et Mgr Donze se sont connus au Concile. Cordiale réception chez le P. Bordes qui lui offre son livre sur Lourdes puis chez le Chanoine Lavedan qui lui fait visiter l'Imprimerie de la Grotte. Visite des lieux de prière et du Pavillon de l'Œcuménisme où le P. Sorre et Mlle Christien présentent les différents panneaux et le montage audiovisuel. « C'est fait dans un très bon esprit » conclut Mgr Gregorios. Une prière commune clôture cette visite.

Le samedi, Mgr Gregorios passe la journée en prière, soit aux Sanctuaires, soit au Monastère : « Ici, je me sens chez moi » dit-il. Face aux Moniales dans le sanctuaire, il assiste à tous les Offices et à la fin

POUR L'UNITE DES EGLISES

Vous pouvez contribuer à la restauration de l'Unité :

1) en vous abonnant à « Unité des chrétiens » et en contribuant à sa diffusion par les moyens dont vous disposez. A cette fin, commandez-nous des tracts-dépliants en deux couleurs pour les distribuer lors de réunions ou manifestations œcuméniques ;

2) en adhérant à l'Association pour l'Unité des chrétiens, pour participer davantage au mouvement œcuménique aujourd'hui en France.

• Ecrire à « Unité des Chrétiens », 17, rue de l'Assomption, 75016 Paris.

des Vêpres, surprise : il lit au micro la Prière pour l'Unité !

Dimanche à 9 h, Mgr Gregorios est accueilli à la Messe Internationale par le P. Bordes et le P. Decha : une place d'honneur lui est réservée près de l'autel où plusieurs Pèlerins Indiens accourent vers lui. Il y a 20 évêques et 300 prêtres pour la Concélébration.

L'après-midi, pour les Moniales, Mgr Gregorios parle de la prière, son rôle unique dans toute la vie, par elle se réalise sur le monde le dessein d'Amour de Dieu. Quant à l'Unité de l'Eglise... il y a des difficultés historiques et surtout des obstacles d'ordre culturel... Les Moniales font leurs adieux avec regret, conscientes d'avoir rencontré un grand spirituel ».

UN NOUVEAU RESPONSABLE POUR L'EGLISE VAUDOISE

A TORRE PELLICE (près de Turin), le 29 août, le pasteur Franco Giampiccoli a été élu modérateur de la Table vaudoise par le Synode des Eglises vaudoises et méthodiste d'Italie. Le Rév. Giampiccoli a succédé au pasteur Giorgio Bouchard qui avait dirigé pendant sept ans la Table (Conseil) de cette très ancienne Eglise protestante qui compte quelque 20 000 fidèles dans les vallées du Piémont et en France et quelques colonies en Sicile et en Uruguay.

LA 15ème RENCONTRE INTERCONFESSIONNELLE DE RELIGIEUSES

A FABRIANO (près d'Ancône), du 30 août au 5 septembre, a eu lieu la Rencontre interconfessionnelle de Religieuses qu'organise chaque année le P. Julian Garcia Hernando, responsable du Secrétariat pour l'Unité à Madrid. Le thème de la Rencontre portait sur la vie de consécration au Seigneur. Les religieuses catholiques, orthodoxes, anglicanes et réformées de divers pays européens furent accueillies par Mgr Ablondi, évêque de Livourne et président de la Commission épiscopale italienne pour l'Unité des Chrétiens. Parmi les conférenciers, on notait la présence de Mgr Emiliano Timiadis, du Patriarcat de Constantinople ; du P. Olivier Raquez, recteur du Collège grec de Rome ; du Pasteur Scuderi, de l'Eglise vaudoise ; de Sœur Ursula, de la communauté de Pomeyrol, etc. Les



*Le métropolite
Mar Paulos Mar Gregorios
(Paul Verghese)
œcuméniste bien connu
de l'Eglise syrienne orthodoxe
(jacobite)
pendant son séjour au Monastère
des Dominicaines à Lourdes.*

conférenciers préparaient les débats des groupes de travail qui se réunissaient l'après-midi. Comme les précédentes, la 15ème Rencontre interconfessionnelle de Religieuses se déroula dans un climat de ferveur et de haute qualité spirituelles.

UNE SESSION LITURGIQUE ORTHODOXE A VEZELAY

A VEZELAY, fin août, d'après le « SOP » (du mois d'octobre), une session s'est tenue sur « le rôle et l'utilisation des tons dans la liturgie » (de langue française), organisée par la Fraternité Orthodoxe de France. La trentaine de participants — étudiants et jeunes adultes, de toute la France, de Belgique, de Suisse et d'Espagne — a été accueillie par les sœurs franciscaines du Centre Sainte Madeleine et la communauté orthodoxe locale. Conférences sur la place du chant « qui a un rôle catéchétique », sur l'icône « dont l'espace pédagogique rejoint le rôle d'enseignement du chant ». Les exposés plus techniques alternant avec les ateliers d'apprentissage des mélodies, les journées étaient rythmées par les célébrations. Les communications paraîtront dans un recueil de la collection Ephemerides liturgicae de Rome.



*Bénédiction officielle du Monastère Saint-Elie
à Saint-Rémy de Montbard (Dijon), le dimanche 28 septembre 1986.
Ce monastère est devenu un haut-lieu de l'œcuménisme.*

SEPTEMBRE

RENCONTRE ANNUELLE DU GROUPE DES DOMBES

A **MARLIEUX**, du 1er au 5 septembre, à l'abbaye N.-D. des Dombes, se sont réunis les membres du Groupe œcuménique sous la présidence du Pasteur Alain Blancy et du Père Maurice Jourjon. Ils ont dressé le bilan des résultats et des réactions au document publié en septembre 1985 : « Le ministère de communion dans l'Eglise universelle ». Un exposé de Jacques-Noël Perez était consacré à l'utilisation des Pères dans le document. Le Père René Girault a présenté une rétrospective historique du Groupe des Dombes. Le Père Jean-Noël Aletti a fait un exposé sur les rapports Ecriture - Tradition dans le document. Les deux prochaines années, le Groupe s'attachera à l'étude du thème : « Identité confessionnelle et métanoïa ecclésiale ». Le groupe fêtera son jubilé de cinquante ans, le 11 septembre 1987 et, à cette occasion, la revue « Unité des Chrétiens » publiera un numéro spécial.

LE COLLOQUE DE CHEVETOGNE SUR LE MYSTERE DE L'EGLISE

A **CHEVETOGNE** (Belgique), du 1er au 5 septembre, s'est tenu un colloque sur le mystère de l'Eglise et ses implications œcuméniques. Alors que, dans ce haut-lieu de l'œcuménisme qu'est le monastère bénédictin de l'Unité, les précédents colloques de

1982 à 1985 avaient étudié les résultats des dialogues entre les Communions chrétiennes, leurs implications pour l'identité ecclésiale de chacune et leurs traditions propres, enfin les exigences de la réception des résultats de ces dialogues, le présent colloque entendait affronter une question qui est posée par plusieurs aujourd'hui avec une grande urgence : dans quelle mesure une conception différente du mystère de l'Eglise dans l'économie du salut peut-elle affecter la recherche de l'unité chrétienne ?

Les différentes communications présentées à Chevetogne ont examiné successivement la conception du mystère de l'Eglise dans les dialogues bilatéraux en cours (Michel Van Parys), la notion de mystère chez saint Paul (J. Giblet), l'évolution de l'ecclésiologie catholique jusqu'à Vatican II (John Long) et le tournant ecclésiologique du concile lui-même (A. de Halleux), la sacramentalité de l'Eglise dans une perspective luthérienne (A. Birmelé), réformée (P. Buhler), anglicane (Nicolas Lossky et A. M. Allchin), orthodoxe (le métropolite Jean Zizioulas).

Une table ronde devait permettre de dégager les convergences en ce domaine si important pour la recomposition de l'Unité des chrétiens.

REUNION DE LA « SOCIÉTÉ ŒCUMÉNIQUE » A ERFURT

A **ERFURT** (RFA), au début de septembre, sous la présidence du rév.

professeur Jo Vercruysse, s. j. (Université grégorienne de Rome) a eu lieu la réunion de la « Société œcuménique » (Société européenne pour la recherche œcuménique), fondée en 1978. Le sujet traité était : « Y a-t-il une neutralité ecclésiologique dans le cadre du mouvement œcuménique ? ».

SEMINAIRE SUR LE FONDEMENT BIBLIQUE ET THEOLOGIQUE DE LA PAIX

A **GLION** (Suisse), du 2 au 5 septembre, s'est tenu un séminaire sur le fondement biblique et théologique de la préoccupation des chrétiens pour la paix, organisé par la Commission des Eglises pour les Affaires Internationales (CEAI) du Conseil Œcuménique des Eglises (COE). Y participaient des représentants des Eglises d'Australie, du Canada, de la France, du Japon, du Royaume-Uni, des Etats-Unis et d'URSS, ainsi que des membres de la CEAJ.

L'événement marquant de cette réunion a été que, pour la première fois depuis la division de la Corée en 1945, des chrétiens de la Corée du Nord (République démocratique populaire de Corée) et de la Corée du Sud (République de Corée) ont pu se rencontrer face à face.

Au cours du dialogue, les participants ont repris la conclusion du colloque de Tozanso selon laquelle « la péninsule coréenne divisée est au cœur d'un conflit dans lequel est pris l'ensemble de la région d'Asie du Nord-Est », et les tensions liées à la division de la Corée pourraient constituer « l'une des plus lourdes menaces à la paix mondiale et servir de détonateur à une guerre nucléaire mondiale ».

Tous les participants à la réunion ont reconnu l'importance du communiqué commun du 4 juillet 1972 publié par les gouvernements de Corée du Sud et de Corée du Nord, qui apportait une base à la continuation du dialogue et des négociations.

Tout en reconnaissant les nombreuses différences idéologiques et socio-économiques entre les deux Corées, qui se sont développées durant quatre décennies de division, les deux délégations ont réaffirmé le rôle que chrétiens et Eglises des deux pays devraient jouer afin d'aider à briser les barrières et instaurer un avenir nouveau, juste et pacifique pour une Corée unie.

LA IX^{ème} ASSEMBLEE DE LA CONFERENCE DES EGLISES EUROPEENNES (K E K)

A STIRLING (Ecosse), du 4 au 11 septembre, s'est tenue l'assemblée de la Conférence des Eglises européennes, réunissant deux cents délégués de 26 pays et de 116 Eglises. Le thème de l'assemblée de Stirling était : « Gloire à Dieu et paix sur la terre ». Il a été traité et étudié de diverses manières dans des rapports, des études bibliques, des groupes et, bien sûr, des cultes.

Deux nouvelles Eglises, l'Eglise orthodoxe serbe (10 500 000 fidèles) et l'Eglise méthodiste d'Estonie (2 000 membres), ont été admises comme membres au cours de l'Assemblée, ce qui porte le nombre des Eglises membres de la KEK à 118. Au cours de la rencontre de Stirling, ont été notamment abordés les sujets suivants : le travail théologique, la collaboration avec l'Eglise catholique, les relations Nord-Sud, la situation en Irlande du Nord, la paix, les problèmes des droits de l'homme, les relations avec les juifs et les musulmans, le sort des réfugiés et demandeurs d'asile, l'organisation interne de la KEK et le problème de ses finances.

Le secrétaire général Glenn G. Williams, pasteur gallois, se retire et il sera remplacé par Jean Fischer, laïc suisse. A la suite des élections au nouveau Présidium, une Française a été élue : Madame Marjolaine Chevalier, de Strasbourg, secrétaire du Comité directeur de l'Eglise réformée d'Alsace et de Lorraine.

(Compte rendu et message final dans SOEPI du 8 et du 12 septembre).

LE MESSAGE DE LA CONFERENCE DES EGLISES EUROPEENNES (K E K)

A STIRLING (Ecosse), du 4 au 11 septembre, s'est réunie la IX^{ème} assemblée de la KEK qui a adopté un message final déclarant notamment : « Nous nous engageons, nous et nos Eglises, à travailler avec tous ceux qui sont prêts à renverser les barrières de la peur et de la méfiance, à passer de la guerre froide à une paix chaleureuse, d'une coexistence hostile à une coexistence solidaire. En beaucoup d'hommes et de femmes qui ne connaissent pas le Christ, nous discernons la sagesse et l'amour de Dieu.

Nous nous engageons aussi à appuyer toute proposition concrète visant à mettre peu à peu un frein, puis un terme à la course aux armements, en particulier aux armements nucléaires, terriblement coûteux, qui menacent d'envahir l'espace. Nous croyons que rien ne justifie la poursuite des essais nucléaires, ni le perfectionnement des armes. L'heure est maintenant venue de s'arrêter ...

... Nous encourageons nos Eglises à soutenir le projet d'une Assemblée œcuménique pour la paix, qui réunirait toutes les Eglises résidant dans les Etats signataires de l'Acte final d'Helsinki. Nous croyons que cela nous rapprochera du jour où les chrétiens s'adresseront, d'une seule voix, à un monde qui réclame la paix à grands cris. Une telle assemblée, nous l'espérons, favoriserait l'indispensable dialogue entre les pacifistes et les autres. Que vienne le jour où les jeunes ne seront plus appelés à apprendre l'art de la guerre. Que tous ceux qui sont appelés à faire un service militaire dans leur pays recherchent la volonté de Dieu et reçoivent la force de l'accomplir ».

LA CONFERENCE DES EGLISES DES CARAIBES, EXEMPLE DE COLLABORATION OECUMENIQUE

A BRIDGETOWN (Barbade), du 4 au 9 septembre, s'est tenue la IV^{ème} Assemblée de la Conférence des Eglises des Caraïbes (CCC) qui a élu

comme présidents deux éducateurs et un évêque. Les présidents et dix-sept autres membres (élus parmi 26 candidats) forment le Comité de continuation de la CCC, qui dirige l'organisation entre les assemblées, qui se réunissent environ tous les cinq ans.

Selon une nouvelle du SOEPI, les présidents, choisis parmi six candidats, sont Richmond Nelson, de l'Eglise des Disciples du Christ, pasteur et directeur d'une école secondaire de Jamaïque (qui sera à la tête du Présidium), Myrtha Leetz-Cyntje, catholique romaine, directrice d'une école pour enfants ayant des difficultés à apprendre à Curaçao, et Drexel Gomez, évêque anglican de Barbade.

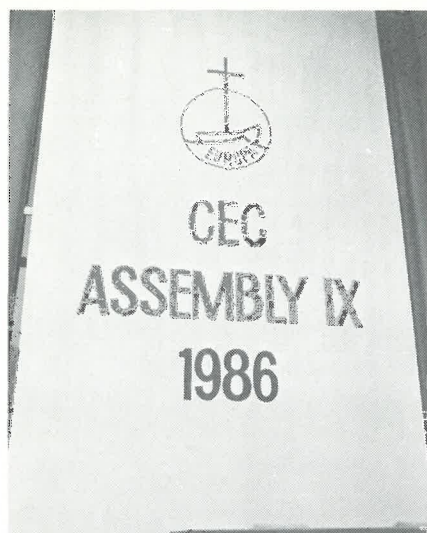
Dans une allocution sur l'œcuménisme (lue en son nom par Mgr Basil Meeking, néo-zélandais, membre du Secrétariat du Vatican pour l'unité des chrétiens), le cardinal Johannes Willebrands, président de ce secrétariat, a déclaré que la CCC était « la preuve pratique de... la collaboration chrétienne qui a caractérisé la région ».

Cependant, a-t-il ajouté, l'unité pour laquelle les chrétiens doivent lutter est plus qu'un « ensemble d'efforts communs ». Tout conseil d'Eglises qui « se borne à être seulement un organisme de développement et de service » et qui n'est pas en même temps un promoteur de l'unité chrétienne, manque à sa fonction œcuménique.

L'Assemblée a également demandé que l'accent soit mis sur le dialogue



*Au cours du culte d'ouverture de l'Assemblée de la KEK, dans la halle de gymnastique qui servait de salle de réunions plénières.
(Photo Whyler, Stirling)*



*La IXème Assemblée de la Conférence des Eglises européennes (KEK)
(Photo Whyler, Stirling)*

théologique dans la région. Cependant, une autre résolution, demandant le dialogue sur l'ordination des femmes, a provoqué un énorme débat, et ce fut la seule fois que les représentants d'une tradition particulière ont formé bloc. La résolution soumise à la CCC lui demandait d'« ouvrir un dialogue œcuménique intensif sur la question de l'ordination des femmes au ministère chrétien ».

Plusieurs délégués de l'Eglise catholique romaine, qui est un membre ordinaire de la CCC, ont fait objection. Finalement, les délégués ont approuvé des amendements dans le texte proposé par Samuel Carter, archevêque catholique romain de Kingston. La CCC devra, désormais, « faciliter le dialogue œcuménique sur le rôle des femmes dans l'Eglise, y compris la question du ministère ». D'autres passages de la résolution approuvée encouragent les membres de la CCC à « promouvoir la pleine participation des femmes aux ministères de l'Eglise », y compris la prise de décisions dans les paroisses, les Eglises et les groupes œcuméniques.

QUELQUE 13 000 PERSONNES PARTICIPENT A L'ASSEMBLEE DU DESERT

A MIALET (Gard), le 7 septembre, l'assemblée annuelle du « Désert » s'est tenue au Mas Soubeyran par beau temps. Malgré la gêne résultant de la précoce rentrée scolaire, elle a connu une affluence importante,

12 à 13 000 personnes selon l'évaluation de la gendarmerie. Le pasteur Olivier Pigeaud, qui présidait le culte du matin, a mis l'accent sur les multiples formes du devoir qui s'impose de « sortir de Babylone ». Le nombre croissant de fidèles - 2 000 environ - qui participent à la Sainte Cène pose au Musée du Désert un difficile problème d'organisation. Une nouvelle formule plus satisfaisante est prévue pour 1987, le dimanche 6 septembre.

La fête commémorative de l'après-midi avait pour thème l'Exode et le Refuge, deux faces d'un même événement, qui a été analysé par Madame Gabrielle Cadier, de l'Université de Paris IV. Le pasteur R. Gigandet, des Eglises wallonnes de Rotterdam, Delft et Utrecht s'est attaché à faire le portrait des pasteurs du Refuge, Claude, Jurieu et Brousson. Auparavant, le professeur Olivier Fatio, de la Faculté de théologie de Genève, avait évoqué les liens historiques et spirituels qui ont toujours uni et unissent aujourd'hui encore Genève au protestantisme français.

RAPPEL DES EVEQUES SUISSES AU SUJET DE L'HOSPITALITE EUCHARISTIQUE

En SUISSE, le 11 septembre, « Evangile et Mission », hebdomadaire pastoral officiel des diocèses suisses romands a publié un document approuvé par la Conférence des évêques suisses et adressé aux prêtres exerçant un ministère en Suisse, qui est un rappel doctrinal sur l'extrême rareté des exceptions qui justifient « l'hospitalité eucharistique ». Dans ce pays où « les catholiques vivent en contact plus ou moins étroit avec des chrétiens d'autres confessions », les évêques, dans une introduction « demandent de prendre très au sérieux ce rappel des raisons dogmatiques qui motivent la législation de l'Eglise ».

Le document précise qu' : « ... on constate, en maints endroits, une pratique qui se veut œcuménique, mais qui, en fait, dessert l'œcuménisme parce qu'elle ne correspond pas aux exigences de la foi catholique »... « Il existe... un lien profond entre l'unité ecclésiale dans la même foi et la réception de l'eucharistie.

C'est pourquoi le catholique communie au corps du Christ, dans son Eglise, avec d'autres catholiques qui confessent, implicitement au moins,

la même foi. Mais, avec un frère d'une autre confession chrétienne qui se réclame d'une confession de foi qui diverge de la nôtre, la réception commune de l'eucharistie n'est pas possible hors des cas de nécessité. Si nous acceptons une hospitalité eucharistique régulière, nous dissocions nécessairement le lien profond qui doit relier le sacrement du Seigneur à l'unité ecclésiale dans une même foi ».

Il en résulte qu'un non-catholique ne peut qu'exceptionnellement recevoir l'Eucharistie, qu'un pasteur, même ayant prononcé l'homélie au cours d'une messe, ne peut ni la recevoir, ni la distribuer et qu'enfin un catholique ne peut participer à la Cène protestante. « On ne peut adhérer simultanément à deux communautés de foi différentes ».

Le dernier paragraphe de ce document reste tout aussi ferme, sans esquisser ses conséquences possibles : « Nous avons conscience que ce rappel doctrinal sera cause de souffrance pour certains de nos frères catholiques et réformés engagés dans le dialogue œcuménique. En présence du mystère si central de l'eucharistie, nous voulons toujours avancer sur le chemin de l'œcuménisme, mais nous ne pouvons permettre des pratiques qui donnent lieu à des équivoques et des ambiguïtés qui finalement desserviront la cause de l'unité chrétienne ».

VIVE REACTION PROTESTANTE AU RAPPEL DES EVEQUES SUISSES SUR L'HOSPITALITE EUCHARISTIQUE

De son côté, le Conseil de la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse (FEPS) a publié un communiqué dans lequel il affirme « déplorer énormément » la consigne des évêques catholiques selon laquelle la pratique de l'invitation réciproque à la Sainte Cène est interdite. Voici le texte de ce communiqué retransmis par le SPP : « Les Eglises protestantes sont convaincues que le Christ invite à la Sainte Cène tous ceux et celles qui confessent Jésus Christ comme Dieu et Sauveur. Cette conviction a été, de nouveau, soulignée par l'assemblée des délégués de la FEPS en juin dernier à Locarno. De l'avis du Conseil, les évêques sous-estiment la signification de l'invitation réciproque à la Sainte Cène, et cela dans maints domaines : ainsi, en particulier, dans

la vie commune des Eglises, dans les couples mixtes, ou dans l'aumônerie des hôpitaux et l'aumônerie de l'armée, mais aussi pour la crédibilité de l'engagement œcuménique de l'Eglise catholique romaine. Il est regrettable, d'autre part, que la Conférence des évêques ait publié sa consigne sans tenir compte des efforts œcuméniques. Du point de vue du Conseil de la FEPS, aussi bien la tradition que la théologie catholique romaines fournissent des arguments en faveur de l'hospitalité à la Sainte Cène. De même, il n'est pas non plus compréhensible que, dans sa consigne, la Conférence des évêques parle de « l'Eglise » comme s'il n'existait qu'une Eglise valable. La FEPS rappelle que, lors de la visite en Suisse, le pape a exhorté toutes les Eglises à démolir les murailles qui barrent le chemin de l'unité. Les Eglises protestantes, en tout cas, sont disposées, indépendamment de la consigne des évêques, à approfondir ensemble, avec leurs frères et sœurs catholiques romains, la communion œcuménique désirée par le Christ lui-même ».



L'actuel secrétaire général de la KEK, le pasteur Glen Garfield Williams (à dr.) et son successeur désigné, Jean Fischer (Photo Whyler, Stirling)

L'ŒCUMENISME A L'ASSEMBLEE DE LA CONFERENCE DES EGLISES DU PACIFIQUE

A APIA (Samoa occidentales), du 14 au 24 septembre, s'est réunie l'Assemblée de la Conférence des Eglises du Pacifique comprenant plus de 300 délégués, observateurs et visiteurs au Collège méthodiste Levaula.

Selon une nouvelle du SOEPI, dans son sermon d'ouverture, L. Beauchemin, prêtre catholique romain venu à Samoa comme jeune missionnaire voici plus de 60 ans, a mentionné les divisions que provoque la lutte des différentes traditions chrétiennes pour trouver des disciples. Maintenant, a-t-il dit, nous devons travailler dur pour éliminer ces séparations. « Personne ne peut prévoir la forme que prendront les Eglises unies dans le futur », « et l'unité ne saurait être réalisée dans un esprit de troc et de commerce de chevaux, dans un esprit donnant-donnant, mais dans un esprit de générosité, de magnanimité et d'objectivité ». Il a indiqué que l'« on se souviendra difficilement de ce que chaque Eglise a laissé sur la voie de l'unité ».

Dans son rapport, Jabez Leslie Bryce, évêque anglican de Polynésie (Fidji), qui présidait la Conférence des Eglises du Pacifique depuis sa VIème Assemblée en 1981, a déclaré que

l'assemblée était l'occasion importante pour tous de cesser d'agir isolément dans sa propre Eglise.

Le secrétaire général sortant, Baiteke Nabetari, a fait remarquer avec une certaine tristesse la réduction du personnel et des programmes lancés par les responsables de la Conférence après la dernière assemblée.

Dans une allocution sur les problèmes nucléaires, Suliane Siwatibau, directeur du Département pour l'énergie et les ressources naturelles de Fidji, a déclaré que les habitants du Pacifique ont été des « participants passifs » des activités nucléaires dans leur région. Mais actuellement, a-t-elle ajouté, « une méfiance profonde à l'égard de tout ce qui touche le nucléaire se développe rapidement ».

Selon une autre nouvelle du SOEPI, le texte œcuménique de 1982 sur le Baptême, l'Eucharistie et le Ministère (BEM) a été un des points importants à l'ordre du jour de la Vème Assemblée de la Conférence des Eglises du Pacifique.

LA PROCHAINE ASSEMBLEE MONDIALE DU C.O.E. AURA LIEU A CANBERRA EN 1991

A REYKJAVIK (Islande), du 15 au 19 septembre, le Comité exécutif du C.O.E. s'est réuni pour sa session semi-annuelle. Il a décidé que c'est

à Canberra, capitale de l'Australie, qu'aura lieu au début de 1991, la VIIème Assemblée du Conseil œcuménique des Eglises (C.O.E.), dont le siège est à Genève. Le Comité exécutif du C.O.E. a également approuvé une déclaration publique sur le Nicaragua, et a appelé « l'attention des Eglises sur l'urgence du problème » posé par le Sida (Syndrome immuno-déficitaire acquis).

Huit autres villes avaient été proposées et visitées par les dirigeants du C.O.E. : Hambourg (RFA), Birmingham (Angleterre), Perth et Sydney (Australie), Manille (Philippines), Tokyo et Kyoto (Japon) et Séoul (République de Corée). Une autre proposition, Harare (Zimbabwe) avait été soumise, trop tard pour qu'il soit possible d'y faire une visite.

Les assemblées précédentes du COE ont eu lieu à Amsterdam (Pays-Bas, 1948); Evanston (près de Chicago dans l'Illinois - Etats-Unis, 1954), la Nouvelle-Delhi (Inde, 1961), Upsal (Suède, 1968), Nairobi (Kenya, 1975) et Vancouver (Colombie britannique - Canada, 1983).

DECLARATION COMMUNE DES RESPONSABLES RELIGIEUX SUR LE TERRORISME

A PARIS, le 18 septembre, à la suite de la vague d'attentats terroristes, les responsables des cinq religions

monothéistes de France ont publié la déclaration suivante :

« Nous partageons l'émotion générale devant cette nouvelle flambée de violence qui méprise la vie et tue les innocents et nous exprimons notre sympathie douloureuse aux familles victimes de ce drame.

Dans cette épreuve nationale, qui ne peut qu'entraîner l'unanimité dans la condamnation, se manifeste l'unité de tous les Français.

Nous affirmons notre solidarité avec les pouvoirs publics qui ont la responsabilité du pays comme avec ceux qui ont la lourde charge du maintien de l'ordre et du soin des victimes.

Pour répondre au terrorisme, notre peuple tout entier doit se garder de céder à la violence qu'engendrerait la peur et faire preuve d'une fermeté maîtrisée qui respecte les règles de la justice et de la démocratie.

Nous, croyants au Dieu de justice et de paix, nous nous tournons vers lui et invitons nos fidèles à le prier avec confiance ».

Mgr Vilnet, président de la Conférence des Evêques de France ; M. le Cardinal Lustiger, Archevêque de Paris ; son Excellence le Métropolitain Meletios, président du Comité inter-épiscopal orthodoxe ; son Excellence Cheick Abbas, recteur de la Mosquée de Paris ; M. le grand Rabbin Sirat, grand Rabbin de France ; M. le Pasteur Maury, président de la Fédération protestante de France ».

UNE DELEGATION ŒCUMENIQUE DES EGLISES DE FRANCE EN SUEDE

A PARIS, le 18 septembre, s'envolait pour la Suède, une délégation œcuménique des Eglises françaises, conduite par Mgr Vilnet, président de la Conférence épiscopale, le Pasteur Jacques Maury, président de la F.P.F. et Mgr Meletios, président du Comité interépiscopal orthodoxe. Cette visite de cinq jours était la deuxième, la première ayant eu lieu en 1979 et une délégation des Eglises de Suède étant venue en France en 1982.

Dans le B.S.S. n° 561 (pp. 3-4), Michel Freychet publie un excellent compte rendu de ce voyage doublement œcuménique :

« Deux lieux principaux de rencontre :

— Stockholm d'abord, avec en particulier un pèlerinage à l'île de Björkö, à deux heures de bateau de la capitale (cette île fut le premier lieu de Suède à recevoir l'Evangile qui fut apporté en 829 par Anskaire, moine originaire de Corbie, près d'Amiens).

— Uppsala ensuite, où se déroula un colloque théologique sur la vocation prophétique des Eglises dans une société sécularisée.

Au cours de ces journées, la délégation participa à divers services religieux parmi lesquels un office œcuménique solennel à la cathédrale (luthérienne) d'Uppsala, présidé par les représentants des Eglises suédoises et où intervinrent aussi plusieurs des délégués des Eglises de France. Par ailleurs, elle fut l'objet de multiples réceptions, toutes fraternelles et chaleureuses, à l'archevêché, à l'ambassade de France, dans les paroisses locales, dans les familles... »

Après avoir souligné le caractère œcuménique de la démarche, Michel Freychet qui faisait partie de la délégation, ouvre des perspectives d'avenir : « En particulier, outre le projet de continuer ces relations au niveau des représentants des Eglises, par exemple en 1989 en France, avec un nouveau colloque qui pourrait reprendre et approfondir le thème abordé en 1986 sur l'évangélisation et la sécularisation, ne devrait-on pas promouvoir, comme cela a été suggéré, des ren-

contres et des échanges d'étudiants et de professeurs au niveau des Facultés de théologie ? »

INAUGURATION DU CENTRE ŒCUMENIQUE DE LOS RUBIOS EN ESPAGNE

A MALAGA, les 20 et 21 septembre, le Centre œcuménique de Los Rubios a été inauguré par une rencontre qui a rassemblé des représentants de l'Eglise évangélique espagnole, d'autres Eglises, ainsi que des organisations œcuméniques internationales et d'entraide qui ont coopéré pour réaliser ce Centre dont le projet date d'il y a plus de vingt ans. Sa réalisation offre la preuve de la persévérance dans la solidarité fraternelle.

Lors du culte d'inauguration, Mgr Ramon Buxarrais, évêque de l'Eglise catholique à Malaga, a prononcé la prière de consécration de ce Centre qui entend être au service du mouvement œcuménique en Espagne. Mgr Buxarrais avait fait un don en argent pour la construction du Centre.

Le bâtiment du Centre œcuménique de Los Rubios a été construit à l'endroit même où se trouvait la mission de l'Eglise espagnole, fondée par le pasteur Manuel Carrasco il y a presque cent ans.

BILLY GRAHAM A BERCY

A PARIS, du 20 au 27 septembre, Billy Graham a animé une grande campagne d'évangélisation dont l'impact sur les médias a été considérable : plus de 100 articles dans la presse, des émissions de radio sur France-Inter et Europe 1 (sans compter les mentions dans les journaux) ; des programmes ou des sujets en direct et en différé sur les trois chaînes nationales et des échos jusque dans un quotidien japonais et un journal télévisé de Buenos Aires...

Quelques chiffres. Tout d'abord à Bercy, 100 500 personnes dont 20 000 le samedi 27 septembre (record pour le Palais Omnisports). 7 094 personnes se sont avancées et ont rempli une carte ; elles se répartissent à peu près par moitié entre les hommes et les femmes. L'offrande recueillie est de 1 400 000 FF environ et la quantité de nourriture ras-



Mère N. Chernobrivceva,
déléguee de l'Eglise orthodoxe russe
à l'Assemblée de la KEK.

(Photo Whyler, Stirling)

semblée pour les nécessiteux : 32 tonnes. En province, on a dénombré 161 915 participants et 5 870 cartes remplies. C'est donc un peu plus de 262 000 personnes qui ont pris part à cette campagne d'évangélisation. De la part des participants, des observateurs ou des journalistes, les réactions furent très mélangées. Aussi bien du côté protestant que catholique, des appréciations élogieuses, mais aussi de sérieuses réserves furent émises à propos du fondamentalisme scripturaire de l'évangéliste et sa manière de concevoir l'acte de conversion comme un acte ponctuel encore que le converti soit invité à retourner à son Eglise d'origine. A ce propos, la campagne d'évangélisation n'avait rien d'anti-œcuménique. En effet, toute forme de prosélytisme était bannie. André Ostertag note dans le « *Messenger évangélique* » : « Chaque candidat (conseiller) avait promis de ne pas faire de prosélytisme. Les consignes à ce sujet étaient claires et, comme j'ai pu le constater, scrupuleusement respectées ».

REUNION REGIONALE DES FOYERS MIXTES DE L'EST

AU LIEBFRAUENBERG, les 20 et 21 septembre, les foyers mixtes de l'Est ont essayé de faire le point sur l'œcuménisme tel qu'ils le perçoivent

actuellement dans les différents domaines. Ainsi, ont-ils insisté sur le fait que l'hospitalité eucharistique qui leur est accordée (cf. texte de Mgr Elchinger, en 1972) a été reçu comme une grâce et est entré dans leur vie de façon irréversible. Ils souhaitent qu'elle puisse être étendue à d'autres cas (réunion de groupe, paroisse...). Cependant Mgr Hégélé, qui a ouvert la session, a rappelé que les accords entre les Eglises restent partiels. Il propose de s'en tenir aux possibilités actuelles et, en communion avec tous ceux qui sont privés de l'Eucharistie, de s'abstenir parfois de communier eux-mêmes : c'est pour les foyers mixtes une souffrance qui les fait participer à la Croix de Jésus Christ.

Conscients qu'Unité ne veut pas dire uniformité, les foyers mixtes tiennent à l'identité de leur Eglise d'appartenance et vivent leurs différences comme une richesse.

Les foyers mixtes ont adressé des recommandations à leurs Eglises :

- prier pour l'Unité tous les dimanches ;
- prier pour l'ensemble des responsables des Eglises dans les prières eucharistiques, universelles et d'intercession ;
- sensibiliser les catéchètes au fait œcuménique ;
- informer les paroissiens en lan-

gage compréhensible par tous des avancées théologiques de l'œcuménisme. (D'après André et Danièle Muser, correspondants pour Strasbourg de la revue *Foyers Mixtes*).

UN PELERINAGE DE REPENTANCE A AUSCHWITZ

A AUSCHWITZ-BIRKENAU, le 21 septembre, se sont rendus 120 juifs et une soixantaine de chrétiens qui participaient à un pèlerinage organisé par le Mouvement juif libéral et les Amitiés judéo-chrétiennes de France. Au mémorial de Birkenau, au cours de la prière des morts, a été lue « une déclaration de repentance des chrétiens » qui participaient au pèlerinage. En voici de larges extraits :

« Chrétiens, nous ne sommes pas venus à Auschwitz-Birkenau de notre propre initiative. C'est la main de nos frères juifs qui nous y a guidés. En cette heure, où nous prenons part, avec eux, à la prière des morts, nous devons d'abord nous souvenir. (...) Le crime a été réalisé dans une Europe fertilisée par la foi chrétienne. (...) »

Pour avoir le droit de prier à Auschwitz, il nous faut confesser la trop faible et trop lente prise de conscience chrétienne devant la perversité nazie et devant le danger mortel qui s'abattait alors sur les juifs. Il ne suffit pas de condamner l'action des bourreaux. Notre repentance n'est pas un réflexe de culpabilité morbide. Nous ne pouvons pas récuser la part de responsabilité chrétienne dans l'histoire qui a abouti à la Choa. Nous devons essayer de prendre la mesure de notre péché, telle que l'histoire nous la révèle. »

La déclaration poursuit : « Nous (le peuple juif) l'avons environné de mépris et de haine. L'accusant d'aveuglement, nous avons voulu le faire chrétien, y compris souvent par la force et en violant sa conscience. Nous avons désobéi au commandement qui nous oblige à reconnaître, dans notre frère juif, notre prochain. Nous avons ainsi troublé et perverti des consciences humaines à son endroit. »

Ce jugement sur le peuple juif, transmis de siècle en siècle, les multiples discriminations qui en ont résulté, en dépit de l'attitude de refus d'hommes exceptionnels, ont ouvert la voie à l'antisémitisme moderne, raciste.

Oui, notre responsabilité est immense. A-t-il fallu un tel abîme pour



Le Congrès « Amsterdam 86 » organisé par l'Association évangélique Billy Graham a réuni du 12 au 20 juillet, plus de 8 000 participants, venus de 180 pays.

Il a été ouvert et clôturé par des cérémonies dignes des jeux olympiques au cours desquelles des porteurs de torches symbolisaient « la flamme de l'Evangile »

(Photo C.O.E.)

réveiller nos consciences ? Nous qui venons d'être associés à la prière juive à Auschwitz, nous prenons solennellement l'engagement d'être vigilants dans un monde qui est loin d'être guéri de tous ces maux. Nous promettons de combattre de toutes nos forces pour que vérité et justice soient rendues au peuple juif. (. . .) »

LE CHANOINE A. DENAUX, NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION NATIONALE CATHOLIQUE POUR L'ŒCUMÉNISME

A BRUXELLES, le 23 septembre, les évêques de Belgique ont nommé, sur proposition du bureau de la commission, le chanoine A. Denaux, président de la commission nationale catholique pour l'œcuménisme.

Originaire du diocèse de Bruges, le chanoine A. Denaux est candidat en philologie germanique et docteur en théologie. Il est président du séminaire de Bruges où il enseigne le Nouveau Testament. Depuis fort longtemps, il s'est montré très actif au plan œcuménique. C'est ainsi qu'en tant que président de la commission diocésaine de Bruges pour l'œcuménisme, il fut nommé chanoine honoraire de la cathédrale anglicane de Lincoln (Grande-Bretagne). Secrétaire de la revue interdiocésaine flamande de théologie et de pastorale, il est l'auteur de multiples publications scientifiques. Il succède en cette fonction à Mgr Albert Houssiau, nommé évêque de Liège, il y a quelques mois.

CONSEIL DES EGLISES EN FRANCE : LES EGLISES PROTESTANTES PLUTOT FAVORABLES

A PARIS, les 27 et 28 septembre, le Conseil de la Fédération protestante de France s'est réuni pour sa session d'automne, sous la présidence du pasteur Jacques Maury. Parmi les nombreux sujets abordés, il y avait la prochaine assemblée générale du protestantisme français à Strasbourg qui se tiendra du 29 au 31 mai 1987 et aura pour thème : « Conviction et tolérance ». Le président a fait état des premières réactions des Eglises membres concernant la création en France d'un Conseil des Eglises (catholique, orthodoxe et protestantes). Elles sont globalement positives, mais une décision ne pourra être prise qu'après consultation et délibération



Billy Graham à Bercy

des différents organes directeurs locaux, régionaux et nationaux, selon le système de gouvernement propre aux Eglises protestantes. Le pasteur Maury est chargé d'écrire à la conférence épiscopale pour l'informer de l'avancement de la réflexion.

RADIO-FOURVIÈRE AU SERVICE DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

A LYON, fin septembre, à l'occasion du voyage du Pape et pour en assurer le plus large retentissement, Radio-Fourvière a été autorisée à émettre de façon à couvrir la région Rhône-Alpes. A partir du samedi 27 septembre 1986, du sud de Valence au nord de Bourg-en-Bresse, chacun a pu donc capter 24 h sur 24 Radio-Fourvière sur 103,4 F.M. Pour les habitants de l'agglomération lyonnaise et du Roannais, Radio-Fourvière est toujours sur 88,3 F.M.

Ce dispositif devrait permettre progressivement à chaque département d'avoir sa radio chrétienne, en liaison avec Radio-Fourvière, les dépenses engagées par cette mise en place étant financées par les dons-abonnements des nouveaux auditeurs.

Ce sont les responsables des Eglises de la région Rhône-Alpes qui ont souhaité cette extension : Mgr Albert Decourtray, Cardinal-Archevêque de Lyon, vice-président de la Conférence épiscopale de France, Primat des Gaules. Mgr Didier-Léon Marchand, évêque de Valence, président de la Région apostolique Centre-Est. Mgr Gabriel Matagrin, évêque de Grenoble, membre de la Commission épiscopale de l'Opinion publique. Mgr Norvan Zakarian, évêque de l'Eglise arménienne apostolique pour la région Rhône-Alpes. Père Athanase Iskos, vicaire général de l'Eglise orthodoxe

pour la région Centre-Est. Pasteur Jean-Marc Viollet, président du Conseil régional de l'Eglise réformée de France pour la région Centre-Alpes-Rhône. Pasteur Guy Wagner, président du Conseil presbytéral de l'Eglise réformée de Lyon. Joseph Danet, pasteur de l'Eglise baptiste. Bruneau Jousselein, pasteur de l'Eglise luthérienne. Rév. Gérald Hovenden, ministre de l'Eglise anglicane.

LES DAUPHINOIS EN TERRE BRITANNIQUE : LES PELERINS DE LINCOLN

Exemplaire, le pèlerinage accompli en fin septembre par des personnalités du diocèse de Grenoble au tombeau de Saint Hugues évêque de Lincoln de 1186 à 1200. Les pèlerins de Lincoln étaient le Père Mondesert, Marius Bret, indispensable et excellent interprète, M. Michel Guillermin, président de l'Association Saint-Hugues de Pontcharra-sur-Bréda, Jean-Paul Buisson, Joseph Murgier, originaire de Saint-Maximin-Avalon et Emmanuel Magnin.

Ce dernier a publié dans la Semaine religieuse de Grenoble un excellent reportage où il écrit : « Il est 20 h. La façade de la plus belle cathédrale des Iles britanniques, dit-on, flamboie sous le feu des projecteurs. Depuis 19 h, le grand vaisseau n'a cessé de se remplir. Ils sont 3 000 ; les pèlerins de Grenoble sont seuls maintenant devant le grand portail roman. On entend à l'intérieur chant et musique . . . »

Les liens qui unissaient deux Eglises sœurs au temps de l'Eglise indivise semblent voir un jour tout nouveau. Mais, aujourd'hui, « ILS » sont anglicans, « NOUS » catholiques. L'histoire cependant ne pourra pas effacer « CE SOIR ».

Arrivé au podium devant le jubé, Monseigneur Simon, évêque anglican du lieu, descend vers le Père Mondesert ; ils s'embrassent : le Dr Runcie, archevêque de Canterbury et primat de la communion anglicane, suit. La foule exulte toujours. On nous conduit à notre place. L'assistance ? Une foule bigarrée de tous âges. Aux premiers rangs, l'évêque catholique de Nottingham, Monseigneur Mac Guinness, le représentant de la reine, disons le préfet du Comté de Lincoln, le maire de la ville, ses conseillers et puis d'autres dont je ne connais pas les titres.

Le silence vient. La prière. Un lecteur proclame un chapitre de la « Magna

Vita » latine de saint Hugues... en anglais. Mystère ! Puis, une hymne est chantée : « Les âmes des justes sont dans les mains de Dieu ». Très beau. Tout le monde chante. L'Evangile (Jn 18, 33 - 19, 3. 12-16) est lu par l'évêque catholique de Nottingham. Un jour, je l'espère, nous lirons l'homélie du Dr Runcie : Jésus devant Pilate, Hugues devant le pouvoir royal et avec les humbles du plus grand des diocèses anglais de l'époque (il s'étendait des bouches de la rivière Trent jusqu'à la Tamise). Au vol, nous saisissons quelques noms : Mère Teresa, Desmond Tutu... à défaut de tout le reste.

L'archevêque termine : ... Amen. Silence, méditation. La chorale entonne : « Christ est le fondement et la pierre d'angle ». La foule suit.

Monseigneur Simon invite alors tout le monde à se diriger vers l'abside, la « chapelle des anges » ajoutée à la cathédrale une vingtaine d'années après la mort d'Hugues ; il fallait alors abriter la dépouille du saint récemment canonisé... Vingt ans seulement de délai pour le procès. La foule des pèlerins n'avait pas attendu le verdict des juges romains...

L'évêque et l'archevêque s'agenouillent, tous cherchent un espace pour faire de même ou s'incliner. On se recueille. Etonnant homme que fut Hugues qui réunit un instant dans la ferveur les fils, divisés, des pères unis à leur époque... ».

Mais il faudrait citer intégralement le beau reportage d'Emmanuel Magnin et aussi la lettre adressée à Monseigneur Gabriel Matagrin, évêque de Grenoble par Mgr Simon, évêque anglican de Lincoln, et que l'on trouvera également dans la Semaine religieuse de Grenoble.

UN COLLOQUE ŒCUMENIQUE FRANCO-BRITANNIQUE

C'est sous l'égide du jumelage Calvados-Devon qu'en fin septembre, s'est tenu un colloque franco-britan-

nique, consacré à l'accompagnement des mourants.

La délégation britannique comprenait à la fois des anglicans au nombre de six dont une laïque infirmière, et deux catholiques dont le nouvel évêque de Plymouth Monseigneur Budd et une doctoresse de réputation mondiale, Mrs Sheila Cassidy.

La délégation française avait à sa tête Monseigneur Badré et comprenait neuf personnes dont deux prêtres, deux religieuses et trois laïcs. Le Père BRILLAUD, vicaire épiscopal, assurait la tâche délicate d'organisation et d'animation de cette rencontre.

C'est à Monseigneur Badré qu'il appartient d'ouvrir le colloque par une méditation centrée sur le Sacrement du Baptême, fondement de l'unité des chrétiens. Mais, comme la suite des travaux du colloque devait le montrer, le Baptême se révéla comme un des points forts de la pastorale des mourants, car par notre incorporation à la mort du Christ, il nous fait participer à sa résurrection.

Sœur Jeanne Jezegou et Jean Cazin ont publié un copieux et riche compte rendu de ce colloque dans un article fort intéressant de la Semaine religieuse de Bayeux.

UN PASTEUR NORD-IRLANDAIS CHASSE DE SA PAROISSE : IL ETAIT « TROP AMICAL » AVEC LES CATHOLIQUES

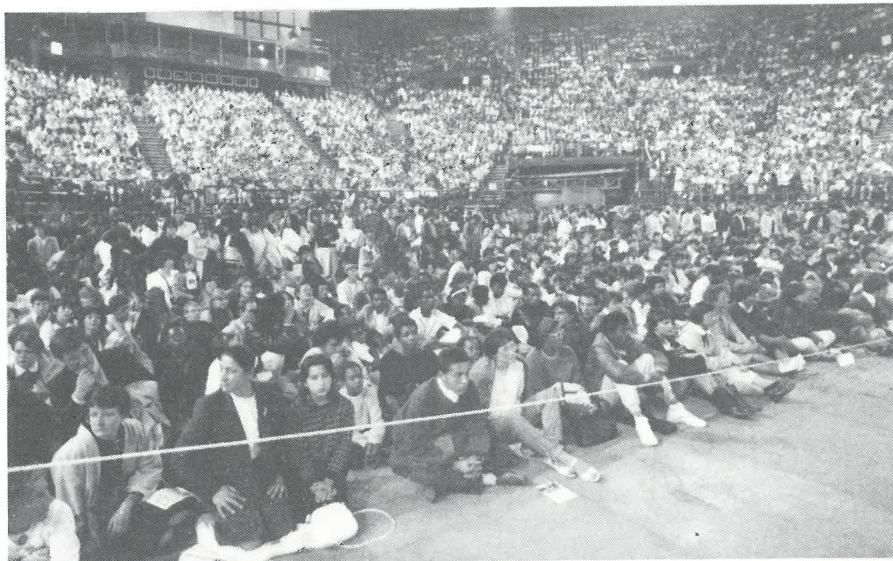
David Armstrong, un pasteur nord-irlandais, membre de l'Eglise presby-

térienne, a dû quitter sa paroisse car il était, de l'avis de ses paroissiens, « trop amical » avec les catholiques. Après qu'il eût reçu, lui et sa famille, jusqu'à des menaces de mort, il a décidé de tourner le dos, non seulement à sa paroisse de Limavady, mais encore à son Eglise.

C'est l'Eglise anglicane à Cambridge qui l'a accueilli comme diacre. « L'Eglise presbytérienne est toujours pire, elle se refuse à encourager les fidèles à la coexistence chrétienne sur une base œcuménique », a-t-il déclaré après son ordination diaconale. Le Père Kevin Mullan, curé de la paroisse catholique de Limavady, avec lequel le pasteur Armstrong entretenait de bonnes relations, a pris part à l'ordination de l'ancien pasteur presbytérien.

UNE EXPERIENCE DE MONACHISME ŒCUMENIQUE

Une expérience de monachisme œcuménique a débuté récemment à Londres lors de la remise des clefs de son église par l'évêque anglican de Woolwich au prieur de la communauté bénédictine de Worth. Un prêtre anglican local a pris une part entière à la vie de la communauté bénédictine tout en accomplissant son ministère paroissial. St. Peter sera une communauté œcuménique, dont le centre de prière du monastère sera ouvert aux chrétiens de toutes confessions pour l'Office divin et la méditation silencieuse.



Vue partielle de l'assistance au Palais Omnisport de Bercy pendant une conférence de Billy Graham.

LA RENCONTRE D'ASSISE

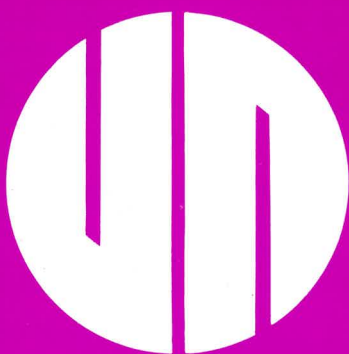
PAIX AUX HOMMES DE BONNE VOLONTÉ

Les grandes religions au rendez-vous d'Assise - 27 octobre 1986 - (Editions du Centurion - 128 pages - 8 pages en couleur).

UNITÉ DES CHRÉTIENS

NUMÉROS ENCORE DISPONIBLES

1	Semaine de Prière 1971	Janvier 1971	4 F
19	Nouveau vocabulaire œcuménique	Juillet 1975	5 F
21	Aujourd'hui l'Esprit Saint	Janvier 1976	6 F
22	Fernand Portal	Avril 1976	6 F
23	Le Cardinal Mercier	Juillet 1976	6 F
25	La Torture	Janvier 1977	7 F
28	Semaine de Prière 1978	Octobre 1977	8 F
29	Dom Lambert Beauduin	Janvier 1978	8 F
31	Théologiens au service de l'Unité	Juillet 1978	8 F
32	Semaine de Prière 1979	Octobre 1978	8 F
33	L'Islam aujourd'hui	Janvier 1979	9 F
34	Lourdes 1978	Avril 1979	10 F
35	Œcuménisme au futur	Juillet 1979	9 F
37	Les Droits de l'Homme	Janvier 1980	11 F
38	Les Luthériens	Avril 1980	11 F
39	Prière et Unité (Chantilly 80)	Juillet 1980	11 F
40	Semaine de Prière 1981	Octobre 1980	11 F
41	L'Eglise Orthodoxe Russe	Janvier 1981	12 F
42	Pasteur Boegner	Avril 1981	12 F
43	Abbé Couturier	Juillet 1981	12 F
44	Semaine de Prière 1982	Octobre 1981	12 F
45	Œcuménisme à la base	Janvier 1982	14 F
46	Une introduction à l'œcuménisme	Avril 1982	14 F
47	Catéchèse œcuménique	Juillet 1982	14 F
48	Semaine de prière 1983	Octobre 1982	14 F
49	Eglises ? Sectes ? (1ère partie)	Janvier 1983	15 F
50	Eglises ? Sectes ? (2ème partie)	Avril 1983	15 F
51	Exigence et urgence du projet œcuménique (Chantilly 83)	Juillet 1983	15 F
52	Semaine de Prière 1984. Année Luther	Octobre 1983	15 F
53	Vancouver et le C.O.E.	Janvier 1984	16 F
54	L'Eglise Anglicane	Avril 1984	16 F
57	Le B E M	Janvier 1985	17 F
58	L'Eglise orthodoxe aujourd'hui	Avril 1985	17 F
59	Evangile et Liberté	Juillet 1985	17 F
60	Semaine de Prière 1986	Octobre 1985	17 F
61	Les Jeunes et les Eglises	Janvier 1986	20 F
62	L'Eglise Catholique	Avril 1986	20 F
63	Chantilly 1986	Juillet 1986	20 F
64	Semaine de Prière 1987	Octobre 1986	20 F



SECRÉTARIAT NATIONAL POUR L'UNITÉ DES CHRÉTIENS

17, rue de l'Assomption — 75016 Paris